

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°255

JUIN 2006

Sommaire :

- ❑ BAGDAD : LE GOUVERNEMENT COMPLET INVESTI PAR LE PARLEMENT
- ❑ ABOU MOUSSAB AL-ZARQAOUI TUÉ DANS UNE OPÉRATION À BAAQOUBA
- ❑ GEORGE W. BUSH EN VISITE À BAGDAD POUR SOUTENIR LE NOUVEAU GOUVERNEMENT IRAKIEN
- ❑ ERBIL : LE KURDISTAN PROSPÈRE ATTIRE LES INVESTISSEURS ET ACCUEILLE LES RÉFUGIÉS CHRÉTIENS D'IRAK
- ❑ SADDAM HUSSEIN SERA JUGÉ POUR GÉNOCIDE CONTRE LES KURDES À PARTIR DE 21 AOÛT
- ❑ PARIS : COLLOQUE INTERNATIONAL « Où va l'Iran ? ».
- ❑ LA JUSTICE TURQUE POURSUIT UN PARTI PRO-KURDE ET SES ÉLUS POUR AVOIR PRÉCONISÉ LE MODÈLE ESPAGNOL
- ❑ L'UNION EUROPÉENNE POURRAIT SUSPENDRE LES NÉGOCIATIONS SI ANKARA NE NORMALISE PAS SES RELATIONS AVEC NICOSIE
- ❑ L'IRAN REJETTE TOUTE SUSPENSION DE SON ENRICHISSEMENT D'URANIUM
- ❑ LONDRES : LES OPPOSANTS SYRIENS FORMENT UN FRONT DE SALUT NATIONAL
- ❑ AINSI QUE...

BAGDAD : LE GOUVERNEMENT COMPLET INVESTI PAR LE PARLEMENT

LES nominations très attendues des ministres de l'Intérieur et de la Défense irakiens ont enfin eu lieu. Le 20 mai, M. Maliki avait présenté un gouvernement incomplet au parlement. Les titulaires des ministères de l'Intérieur, de la Défense et le secrétaire d'État à la Sécurité nationale n'avaient pas été nommés faute d'un accord avec les coalitions chiite, sunnite et kurde. Outre le vice-Premier ministre kurde Barham Saleh,

chargé de la coordination des ministères économiques. Le nouveau gouvernement irakien compte 6 ministres kurdes dont deux femmes. Voici la liste complète de ce gouvernement d'unité nationale, après l'investiture le 8 juin par le Parlement des trois derniers ministres (Défense, Intérieur, Sécurité nationale).

MINISTRES :

Les ministres kurdes sont :
Affaires étrangères: Hoshyar

Zebari ; Industrie : Fawzi al-Hariri
Ressources hydrauliques ; Latif Rashid ; Logement et construction, Mme Bayan Dizae ; Environnement, Mme Narmin Othman ; Culture, Assad Kamal Mohammed.

Les ministres chiites :Intérieur: Jawad al-Bolani; Pétrole, Hussain al-Shahristani ; Finances, Bayan Jabr ; Commerce, Abed Falah al-Sudani; Electricité, Karim Waheed
Agriculture: Yarrub Nazim ; Education, Khudayer Al-Khuzai; Santé, Ali Al-Shemari ; Transports, Karim Mahdi ; Migrations, Abdul-Samad Rahman ; Jeunesse

et Sports, Jassim Mohammed Jaafar ; Communications: Mohammed Tawfiq; Travail et Affaires sociales, Mahmoud Mohammed al-Radhi ; Municipalités et Travaux publics, Riyad Gharib ; Dialogue national, Akram al-Hakim.

Les ministres sunnites : Défense, Abdul-Qader Mohammed Jassim al-Mifarji; Justice, Hashim al-Shebli; Education, Abed Theyab; Planification et Développement, Ali Baban; Sciences et Technologies, Raed Fahmi.

Ministre chrétien : Droits de l'homme, Wijdan Mikaeil.

Secrétaires d'Etat : Sécurité nationale, Sherwan al-Waili, chiite ; Société civile, Adel al-Assadi, chiite; Relations avec le Parlement, Safa al-Safi, chiite ; Tourisme et archéologie, Liwa Semeism, chiite; Affaires féminines, Fatin Abdel-Rahman, sunnite ; Affaires provinciales, Saad Tahir Abid, sunnite ; Affaires étrangères, Rafaa al-Esawi, sunnite.

Sans portefeuille: Mohammed Abbas Auraibi, chiite ; Ali Mohammed Ahmed, Kurde ; Hassan Rhadi Khazim, chiite.

Une fois le gouvernement au grand complet, le Premier ministre irakien, Nouri al-Maliki, a, le 25 juin, présenté un plan de réconciliation nationale pour tenter d'enrayer les violences confessionnelles. M. Maliki espère avec ce plan intéresser les factions restées en marge du processus politique, notamment une partie des sunnites. Il a ainsi promis d'amnistier ceux qui n'ont pas commis des crimes de sang, de respecter les droits de l'Homme, de soustraire les forces de l'ordre

aux influences partisans, et de placer sous le contrôle de la justice les purges contre les anciens membres du parti Baas dissous. De son côté, l'ambassadeur américain à Bagdad Zalmay Khalilzad a aussi appelé les insurgés à déposer les armes et à rejoindre le processus de paix présenté par le Premier ministre. « J'appelle tous les insurgés à déposer les armes et à rejoindre le processus politique et démocratique du nouvel Irak », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse, quelques heures après la présentation d'un plan de réconciliation.

Les parlementaires, toutes tendances confondues, ont bien accueilli ce plan, à l'exception de quelques uns, comme le député arabe sunnite, Abdel Nasser al-Janabi qui a contesté la poursuite de la politique consistant à purger les institutions des responsables du parti Baas dissous. Le même député a demandé d'« arrêter les poursuites contre tous ceux qui combattent, les armes à la main, les forces d'occupation ». Un député de la mouvance chiite radicale de Moqtada Sadr, Falah Hassan Chanchal, a exigé la libération des membres de son courant en détention qui « n'ont pas tué d'Irakiens », dans une allusion à ceux emprisonnés pour leur participation à des combats contre les forces américaines. Le principal animateur du bloc de députés arabes sunnites, Adnane al-Doulaïmi, a demandé, dans une conférence de presse, de sévir avec une main de fer contre les milices chiïtes alors que le plan de réconciliation prévoit de trouver une « solution politique, économique et sécuritaire » à la question.

Des groupes armés irakiens, enga-

gés dans des contacts indirects avec le président Jalal Talabani, ont exigé un calendrier de retrait des troupes étrangères pour adhérer au projet de réconciliation du Premier ministre Nouri al-Maliki, a, le 27 juin, affirmé le député kurde Mahmoud Osmane. « Selon des sources proches de la présidence, les contacts entrepris par des intermédiaires se poursuivent entre le président Jalal Talabani et (sept) groupes armés pour les amener à déposer leurs armes », a-t-il déclaré.

Selon ces sources, a-t-il précisé, les groupes armés « ont mis des conditions pour accepter le plan de réconciliation, notamment un calendrier de retrait des forces étrangères et une reconnaissance de la légitimité de la résistance ». Le parlementaire kurde a affirmé également que des contacts, toujours par le biais d'intermédiaires, étaient en cours entre des groupes armés et les Américains, sans donner plus de précisions. Un influent député chiite, cheikh Jalal Eddine al-Saghir, a estimé qu'il y avait une volonté chez des chefs tribaux et de dignitaires de la région sunnite d'Al-Anbar, à l'ouest de Bagdad, de se joindre au processus de paix. Mais, selon lui, ces derniers en sont empêchés par des groupes extrémistes. Le numéro deux du Parti islamique, Iyad al-Samarrai a affirmé pour sa part que son parti était prêt à jouer les intermédiaires entre le gouvernement et des groupes armés. Selon lui, « la tendance générale dans l'ouest de l'Irak, et particulièrement dans la province d'Al-Anbar, est à la réconciliation ». « Mais les conditions de sécurité sont mauvaises d'autant plus qu'Al-Anbar connaît la plus importante implantation d'Al-Qaïda ». Dans le camp sun-

nite, l'institution gérant les biens religieux (Waqfs) a bien accueilli, dans un communiqué, le plan de M. Maliki en souhaitant toutefois la dissolution rapide des milices armées et la libération d'un plus grand nombre de détenus.

Les Etats-Unis ont indiqué le 25 juin que la réconciliation en Irak prendrait du temps et qu'ils sou-

tenaient les efforts du Premier ministre irakien Nuri al-Maliki pour y parvenir. « Nous savons que la réconciliation doit être un processus irakien mené par les Irakiens. Bien entendu, nous sommes prêts à assister ces efforts si les Irakiens font appel à notre aide », a indiqué le porte-parole de la Maison Blanche, Ken Kisaius.

espèrent pouvoir exhumer des corps pour rechercher des preuves.

Le lourd bilan de la guerre en Irak, conjugué à la poursuite des violences, pèse sur les efforts du président George W. Bush pour tirer un profit maximum des bonnes nouvelles récentes que sont la formation complète du gouvernement irakien et la mort d'Abou Moussab al-Zarqaoui, qui a été tué le 7 juin dans une opération irako-américaine au nord de Bagdad. Selon le général américain George Casey, commandant la Force multinationale en Irak, Zarqaoui a été tué dans un raid aérien au nord de Baaqouba et les troupes américaines ont réussi à confirmer son identité grâce à « ses empreintes digitales, son visage et ses cicatrices ».

Le Premier ministre irakien, Nouri al-Maliki, a annoncé sous les applaudissements lors d'une conférence de presse l'« élimination » de Zarqaoui, dont la tête avait été mise à prix pour 25 millions de dollars par Washington. Selon un responsable jordanien, des forces jordaniennes ont participé à l'opération contre Zarqaoui qui présidait une réunion de son groupe terroriste près de Baaqouba, à 60 km au nord de Bagdad. A l'annonce de sa mort, de nombreux Irakiens ont exprimé leur joie en distribuant des bonbons aux passants et des soldats irakiens ont commencé à danser dans le centre de Bagdad en agitant leurs fusils d'assaut, alors que les femmes en abaya noir lançaient des you-you de joie. Le président George W. Bush a déclaré qu'avec la mort de Zarqaoui « l'idéologie de la terreur a perdu un de ses chefs les plus visibles et

ABOU MOUSSAB AL-ZARQAOU TUÉ DANS UNE OPÉRATION À BAAQOUBA

LE coût humain et financier de la guerre en Irak s'est alourdi avec l'annonce le 15 juin que 2.500 militaires américains y ont trouvé la mort et le déblocage par le Congrès d'une enveloppe supplémentaire de quelque 66 milliards de dollars. La barre symbolique des 2.500 soldats américains tués est un « triste point de repère », a souligné la Maison Blanche, mais George W. Bush pense qu'ils ne sont pas morts « pour rien », a précisé le porte-parole présidentiel, Tony Snow. « Le président aimerait que cette guerre soit terminée. Tout le monde aimerait que cette guerre soit terminée », a-t-il déclaré.

Selon le décompte du Pentagone, 1.972 soldats ont été tués en opération en Irak et 528 sont morts de causes non liées à des combats. Et 18.490 soldats ont été blessés en action, dont 8.501 qui n'ont pu reprendre le service. Selon certaines estimations, environ 4.800 policiers et membres des forces de sécurité irakiennes ont été tués et au moins 30.000 civils ont péri depuis le début de la guerre.

La Chambre des représentants a observé une minute de silence en

hommage aux morts en combats, à l'initiative de l'opposition démocrate qui conteste la conduite de la guerre par l'administration Bush. Outre les pertes en vies humaines et les milliers de blessés, les Américains ont aussi débloqué jusqu'à présent 438 milliards de dollars pour la « guerre contre le terrorisme » engagée par l'administration Bush au lendemain des attentats du 11 septembre 2001 - dont plus de 70% pour les trois ans de la guerre en Irak. Le Sénat presque unanime (98 voix contre 1) a définitivement adopté le 15 juin un collectif budgétaire destiné notamment à financer les opérations militaires en Irak et en Afghanistan à hauteur de 65,8 milliards de dollars, et fournissant 4 milliards de dollars d'aides diverses aux alliés de la « guerre contre le terrorisme ». Par ailleurs, la pression monte contre l'armée américaine, qui est accusée d'avoir commis et parfois couvert des bavures durant ses opérations en Irak. Par exemple, les enquêteurs américains chargés de la bavure présumée de Haditha au cours de laquelle 24 civils auraient été tués par des Marines le 19 novembre 2005, en représailles à la mort de l'un des leurs dans un attentat,

les plus actifs. La mort de Zarqaoui est un coup dur porté à Al-Qaïda ». Mais il a aussi prévenu qu'il fallait « s'attendre à ce que les terroristes et les insurgés continuent sans (Zarqaoui) ». Le Premier ministre britannique Tony Blair a déclaré pour sa part que la mort de Zarqaoui « représente un coup pour Al-Qaïda. Mais ne nous faisons pas d'illusions. Nous savons qu'ils continueront à tuer ».

Par ailleurs, selon un rapport publié le 14 juin aux Etats-Unis, plus de 650 000 Irakiens ont fui leur pays pour se rendre en Jordanie ou en Syrie depuis début 2005. Selon le Comité américain pour les réfugiés et les immigrés, l'Irak est le troisième pays du monde en termes de réfugiés, avec 880 000 exilés. Le nombre de réfugiés irakiens n'est dépassé que par celui des réfugiés palestiniens et afghans. Le pays comptant le plus grand nombre de réfugiés internes est le Soudan, où 5,3 millions de personnes ont dû quitter leur lieu d'habitation, pour beaucoup victimes du conflit au Darfour, qui dure depuis trois ans. Le Soudan est suivi de la Colombie, qui compte 2,9 millions de réfugiés internes.

Avec la violence endémique en Irak arabe, de nombreux Irakiens cherchent par tous les moyens à quitter le pays. Quelque 130 Irakiens ont été arrêtés en six mois en tentant de quitter le pays, avec de faux documents, à l'aéroport d'Erbil, dans le Kurdistan, a annoncé le 26 juin le commandant Radouane Ayoub Saïd, chef des services de l'immigration à l'aéroport international d'Erbil, la capitale de la région autonome du Kurdistan d'Irak. « Ces six derniers mois, nous avons arrêté 130

Irakiens qui tentaient de se rendre en Europe avec de faux passeports ou de faux visas », a déclaré le commandant Saïd. « Tous ceux que nous avons interpellé sont originaires du centre et du sud du pays et voulaient profiter du fait que nous avons inauguré des vols internationaux pour se rendre dans des pays européens », a-t-il ajouté. Certains ont, selon lui, de faux visas et d'autres de faux passeports, notamment suédois, danois, allemands et finlandais. « Ils sont jeunes en majorité et il y a une bonne proportion de femmes ». Ces personnes ont été déférées aux services de sécurité kurdes en attendant d'être présentées à la justice, a ajouté le responsable de l'immigration.

Enfin, agissant à la demande du nouveau gouvernement de Bag-

dad, le Conseil de sécurité de l'Onu a, le 15 juin, autorisé la force multinationale sous commandement américain à rester en Irak jusqu'à la fin de 2006. Le Conseil a pris sa décision après avoir entendu des rapports de l'ambassadeur américain John Bolton, du ministre irakien des Affaires étrangères Hoshyar Zebari et de la secrétaire générale adjointe de l'Onu, Angela Kane. Une résolution adoptée en novembre prolongeait le mandat de la force multinationale jusqu'à la fin de 2006 mais engageait le Conseil de sécurité à faire le point de la situation au plus tard le 15 juin. Selon la résolution, le Conseil pouvait mettre fin à tout moment au mandat si le gouvernement irakien le lui demandait - ce qui imposerait le retrait de l'armée américaine.

GEORGE W. BUSH EN VISITE À BAGDAD POUR SOUTENIR LE NOUVEAU GOUVERNEMENT IRAKIEN

LE président George W. Bush a, le 13 juin, effectué une visite surprise à Bagdad pour soutenir le Premier ministre irakien Nouri al-Maliki, qu'il rencontrait pour la première fois. La rencontre entre MM. Bush et Maliki s'est déroulée au siège de l'ambassade américaine dans la Zone verte, le secteur ultra-protégé du centre de Bagdad où se trouvent également les bureaux du gouvernement irakien. M. Maliki était entouré par la majorité de ses ministres, notamment ceux de la Défense, Abdel Kader Mohammed Jassem, de l'Intérieur, Jawad Poulani, et du Pétrole, Hussein al-Chahristani. Il s'agit de la première visite en Irak de M. Bush, qui était

accompagné du conseiller à la sécurité nationale Stephen Hadley, de son chef de cabinet Josh Bolten, de son conseiller Dan Bartlett et de quelques proches collaborateurs, depuis l'automne 2003, quelques mois seulement après l'invasion de l'Irak et le renversement de Saddam Hussein. Cette visite survient moins d'une semaine après la mort du chef d'Al-Qaïda en Irak, Abou Mousab al-Zarqaoui, dans un raid américain. L'objectif du déplacement de M. Bush est de rencontrer personnellement et d'avoir une idée sur les priorités de M. Maliki et des « moyens que le gouvernement américain peut apporter pour assurer le succès » de son action, selon M. Bartlett.

M. Bush a indiqué avoir assuré aux nouveaux dirigeants irakiens lors de son séjour d'environ cinq heures à Bagdad que les États-Unis ne les laisseraient pas tomber tant que les forces irakiennes ne seraient pas capables d'assurer la sécurité dans le pays. Selon M. Bush, les ministres irakiens ont exprimé «l'inquiétude que nous partions avant qu'ils ne soient capables de se défendre eux-mêmes et je leur ai assuré qu'ils n'avaient pas lieu de s'inquiéter». George W. Bush a espéré que la situation se sera considérablement améliorée en Irak quand il quittera ses fonctions en janvier 2009 mais a jugé «impossible» un arrêt total de la violence. «J'espère vraiment», a déclaré M. Bush aux journalistes qui lui demandaient à bord de l'avion le ramenant de Bagdad s'il pourrait se rendre en Irak dans deux ans et demi sans le luxe de sécurité qui a entouré sa visite surprise. «Si le critère, c'est

qu'il n'y ait plus de violence, c'est un critère impossible à remplir», a indiqué M. Bush à bord d'Air Force One. «Si le critère, c'est un gouvernement (irakien) qui commence à gagner la confiance des gens parce qu'il agit sagement pour contribuer à un retour à la normale, alors je crois que ce gouvernement remplira ce critère», a-t-il ajouté.

Par ailleurs, George Bush avait, le 17 juin, appelé les pays donateurs à concrétiser leurs 13 milliards de dollars d'aides promises à l'Irak et réaffirmé que les États-Unis étaient allés trop loin pour abandonner maintenant le peuple irakien. Sur les 13 milliards de dollars promis par la communauté internationale, trois milliards seulement ont été versés. Mais certains bailleurs de fonds redoutent que les budgets consacrés à la reconstruction ne soient aspirés par le financement des opérations de sécurité.

les étrangers à posséder des terres, à rapatrier leurs bénéficiaires et offre une exemption d'impôts durant 10 ans. Les sociétés peuvent en outre importer leur matériel sans droit de douane et faire venir du personnel étranger. Tous les domaines sont ouverts à l'investissement étranger, y compris l'industrie pétrolière, alors que dans le reste du pays, ce secteur reste nationalisé. « Cette loi va contribuer à la prospérité du Kurdistan car jusqu'à présent nous fonctionnons sur la base d'anciennes lois qui sont archaïques et contiennent de nombreuses restrictions », a déclaré avec enthousiasme, un entrepreneur kurde, Badram Sadik.

Les trois provinces kurdes s'étendent sur plus de 38.000 km², une superficie équivalente à celle de la Suisse. Elles avaient été largement détruites durant le régime de Saddam Hussein mais elles ont pris leur essor économique après 1991, date à laquelle elles ont obtenu de fait leur autonomie sous protection internationale. Grâce à la sécurité et la stabilité de ses institutions, la région kurde est devenue attrayante. « Il y a actuellement 3.800 sociétés irakiennes et étrangères, dont 500 turques, installées au Kurdistan et je pense qu'après l'adoption de la loi, leur nombre doublera, car beaucoup de compagnies étrangères nous assurent qu'elles attendent cette loi pour venir », a affirmé pour sa part Aziz Ibrahim, directeur général du commerce au ministère kurde des Finances. Le ministre du Commerce, Mohammad Raouf, a affirmé ne pas « avoir jusqu'à présent de statistiques officielles sur les investissements au Kurdistan en raison de l'existence de deux ministères, l'un à

ERBIL : LE KURDISTAN PROSPÈRE ATTIRE LES INVESTISSEURS ET ACCUEILLE LES RÉFUGIÉS CHRÉTIENS D'IRAK

DISCRIMINÉ sous le régime de Saddam Hussein, le Kurdistan irakien a décidé de faire appel aux entreprises étrangères pour rattraper son retard dans tous les domaines. Pour cela, les autorités font valoir le calme qui y règne contrairement au reste du pays, sa proximité avec la Turquie, l'Iran et la Syrie et surtout une nouvelle loi favorisant largement l'investissement étranger, y compris dans le secteur pétrolier.

« Nous voulons faire du Kurdis-

tan la porte du commerce vers l'Irak », a affirmé, le 23 juin, le Premier ministre du gouvernement régional, Nechirvan Barzani. « Le texte, qui sera adopté par le Parlement, ouvrira largement les portes à l'investissement étranger. Le Kurdistan est le meilleur endroit en Irak parce qu'il jouit de la sécurité et de la stabilité », a-t-il affirmé. Le Premier ministre a assuré que « ce texte garantit les droits des investisseurs et leur ouvre tous les secteurs ». La loi, de 26 articles, est extrêmement libérale et incitative. Elle autorise

Erbil et l'autre à Souleimaniyeh ». En mai, les deux administrations kurdes ont décidé de s'unifier. Le Kurdistan connaît un boom notamment dans la construction avec des projets de centres commerciaux, logements, hôtels et centres touristiques, d'un montant variant entre 300 et 500 millions de dollars. « Jusqu'à présent, les investissements se concentrent surtout sur la construction et les infrastructures mais nous voulons donner la priorité à l'industrie », a souligné M. Raouf.

Alors que l'ensemble de l'Irak s'inquiète des déplacements forcés de chiïtes et sunnites en raison des tensions intercommunautaires, la fuite de nombreux chrétiens de Bagdad n'a pas eu la même publicité. L'exode est pourtant réel avec l'arrivée à Inkawa, ville à majorité chrétienne de 30.000 habitants (Kurdistan irakien), en quelques semaines, de quelque 70 familles chrétiennes, selon des responsables kurdes. Ces chrétiens appréhendent la situation qui devient de plus en plus intenable dans la capitale avec les menaces de groupes armés et les attaques contre leurs commerces, débits de boissons, salons de coiffure ou boutiques de prêt-à-porter. Les autorités religieuses chrétiennes restent très discrètes sur les difficultés de leurs coreligionnaires en Irak, à l'instar du chef de l'Eglise chaldéenne, Mgr Emmanuel Dely. C'est le représentant de la Ligue arabe, le Marocain Mokhtar Lamani, nouvellement arrivé en Irak, qui a attiré l'attention sur ce problème. « Lors d'une récente visite au Kurdistan, j'ai appris que tous les membres de la commu-

nauté sabéenne de Bagdad, soit 20 à 25.000 personnes avaient présenté une demande collective pour émigrer au Kurdistan », a-t-il déclaré. « En outre, 3.500 familles chrétiennes ont émigré récemment de Bagdad vers le Kurdistan après avoir reçu des menaces », a-t-il ajouté.

Les Sabéens ou Mandéens sont environ 60.000 en Irak où ils pratiquent le baptême comme les chrétiens et le jeûne comme les musulmans. Fidèles de Saint Jean Baptiste, ils vivent principalement dans le sud du pays et à Bagdad. L'origine de cette religion date du 1er ou 2ème siècle après JC. Le baptême occupe une place centrale dans leur culte. Ce rituel a lieu le dimanche et les membres doivent s'y soumettre plusieurs fois par an. Les cérémonies funéraires sont aussi très importantes car durant trois jours ils récitent leur livre sacré, le « Ginza » (trésor).

L'afflux des réfugiés chrétiens à Inkawa a donné un coup de fouet à l'immobilier ce qui ne fait pas l'affaire des familles modestes. Impossible de louer un deux pièces à moins de 500 dollars par mois et il faut compter le double pour s'offrir un logement plus

spacieux même si les autorités kurdes accordent une allocation de 100 dollars mensuels par famille. Le père Saliwa Hibi de l'église Saint-Joseph dit que sa paroisse tente d'aider les déplacés mais que ceux-ci ne cessent d'affluer en provenance de Bagdad mais également de Mossoul, grande ville mixte située au nord de la province fédérée du Kurdistan. Il reste environ 800.000 chrétiens en Irak, en majorité chaldéens (catholiques), installés principalement à Bagdad, Mossoul et au Kurdistan et beaucoup cherchent à quitter le pays depuis la chute du régime de Saddam Hussein en avril 2003. Selon le dernier rapport de l'Office international des Migrations, daté du 7 juin, il y aurait 97.224 déplacés mais selon le Croissant-Rouge irakien, ils seraient 102.622. Tous les chrétiens d'Irak sont originaires du Kurdistan qui leur a servi de terre de refuge depuis les persécutions lancées dans la cadre des « croisades du la foi » par les califes de Bagdad à la fin du IXème siècle. Ils y ont vécu en symbiose avec les Kurdes musulmans et yézidis ainsi que les Juifs jusqu'au début des années 1950, date à laquelle certains d'entre eux ont émigré vers des villes arabes pour des raisons économiques.

SADDAM HUSSEIN SERA JUGÉ POUR GÉNOCIDES CONTRE LES KURDES À PARTIR DE 21 AOÛT

RE Haut tribunal pénal irakien a, le 27 juin, annoncé que Saddam Hussein sera jugé à partir du 21 août pour génocide des Kurdes. « Le tribunal a fixé au lundi 21 août 2006 la date du début du procès », a indiqué un communiqué du tri-

bunal qui juge Saddam Hussein, avec sept coaccusés, depuis le 19 octobre 2005 pour une autre affaire, le massacre de villageois chiïtes dans les années 1980. L'instruction sur le rôle de Saddam Hussein dans la campagne anti-kurde d'Anfal ayant fait près de

200.000 morts a été bouclée début avril. Saddam Hussein, ainsi que six coaccusés, ont été inculpés le 4 du même mois de génocide lors de cette opération, présentée par l'ancien régime comme une opération de contre-insurrection en temps de guerre. L'un des coaccusés, Ali Hassan al-Majid, le cousin de Saddam Hussein, dit « Ali le chimique », est au centre de l'affaire. Il fait l'objet de nombreuses accusations, notamment d'utilisation de gaz toxiques, d'exécutions massives, et d'établissement de camps de détention pour soumettre le Kurdistan irakien.

Selon l'organisation des droits de l'homme Human Rights Watch, en plus des 182.000 Kurdes tués, plus de 4.000 villages ont été détruits pendant cette campagne qui a provoqué également un déplacement massif de la population kurde. Entre 1987 et 1989, des assauts avaient été lancés contre les Kurdes, avec notamment le gazage de la population de Halabja en 1988 qui avait fait 5.000 morts. Cependant, Halabja n'est pas inclus dans le procès. Vers 1986, de larges portions du territoire kurde avaient échappé au contrôle de Bagdad, soumis à des pressions croissantes en raison de la guerre avec l'Iran. Début 1987, Saddam Hussein avait chargé Ali Hassan al-Majid, de reprendre le contrôle de la région. Ce dernier avait déclaré des « zones interdites » dans la région, considérant tous ses habitants comme des insurgés. Selon Human Rights Watch (HRW), ces campagnes étaient plus que de simples opérations de contre-insurrection. Elles étaient destinées à exterminer le peuple kurde. « Il faut souligner que les meurtres n'ont pas été

commis pendant les opérations de contre-insurrection: les détenus étaient tués plusieurs jours ou semaines après que les forces armées eurent atteint leurs objectifs », affirme HRW, dans un rapport détaillé sur la campagne Anfal, datant de 1993. « Finalement, il y a la question de l'intention, qui est au coeur de la notion de génocide », souligne le rapport, détaillant des documents et témoignages qui démontrent clairement cette intention. Le rapport intitulé « Génocide en Irak : La campagne d'Anfal contre les Kurdes » a été publié en version française chez Karthala en 2003.

Par ailleurs, lors de la 35ème audience du procès le 19 juin, le procureur général, Jaafar al-Moussaoui, après avoir longuement évoqué la répression à Doujaïl, village chiïte au nord de Bagdad, a requis les « peines maximales », autrement dit la peine capitale, contre Saddam Hussein, son demi-frère Barzan al-Tikriti et l'ancien vice-président Taha Yassine Ramadan. Pour lui, les habitants de cette localité qui a connu en 1982 une attaque contre le convoi de Saddam Hussein, alors président de l'Irak, ont subi ensuite une « campagne de répression systématique » qui a coûté la vie à 148 d'entre eux. M. Moussaoui a affirmé que la peine de mort se justifiait pour les trois prévenus responsables, selon lui, notamment de meurtres prémédités, de tortures, d'emprisonnements et de graves privations. Pour arriver au réquisitoire, le juge qui préside aux débats a fait montre de fermeté pour éviter que le procès ne s'éternise en exigeant de limiter le nombre de témoins et en multipliant les expulsions de Barzan al-

Tikriti, pour l'empêcher de se lancer dans de longs discours, souvent à caractère politique. La prochaine audience, consacrée aux plaidoiries de la défense a été fixée au 10 juillet.

Les principaux crimes imputés à l'ancien régime irakien sont:

- En 1991 - Saddam Hussein écrase dans le sang le soulèvement chiïte dans le sud de l'Irak faisant des dizaines de milliers de victimes, après la défaite de l'armée irakienne chassée du Koweït par une coalition internationale dirigée par les Etats-Unis.

- En 1988, pendant la guerre Irak-Iran (1980-88), l'aviation irakienne a largué sur Halabja toute une gamme d'agents chimiques. Ce bombardement fut la plus grande attaque aux gaz de combat contre des civils: quelque 5.000 Kurdes irakiens, en majorité des femmes et des enfants, ont été tués en quelques minutes, et 10.000 blessés.

- La campagne Anfal: en 1987-1988 quelque 182.000 personnes sont tuées dans des déplacements massifs de populations kurdes et des tueries dans des villages kurdes par le régime de Saddam Hussein.

- L'Iran, dont la guerre avec l'Irak a fait près d'un million de morts de part et d'autre selon les estimations occidentales, accuse Saddam Hussein de « crime contre l'humanité, génocide, violation des règles internationales et utilisations d'armes prohibées ».

- Le Koweït, envahi en 1990 par les troupes de Saddam Hussein et occupé pendant sept mois, a

requis la peine de mort dans son acte d'accusation contre l'ancien président irakien pour les crimes perpétrés dans l'émirat. L'acte d'accusation rend Saddam Hussein et ses lieutenants responsables de crimes contre l'humanité, crimes de guerre et usage de la force armée pour envahir l'émirat.

- En 1983, l'exécution de 8.000 membres de la tribu Barzani.

- Exécutions de dignitaires religieux chiïtes en 1980 et 1999

Par ailleurs, les corps de victimes de la répression de l'insurrection chiïte de 1991, sont petit à petit exhumés pour témoigner des crimes du régime de Saddam Hussein. 28 corps de victimes ont ainsi été soigneusement exhumés d'un charnier récemment découvert dans le sud de l'Irak pour être envoyés à Bagdad pour preuve des crimes commis par l'ancien régime de Saddam Hussein. La plupart des corps ont les mains liées derrière le dos et un bandeau sur le visage. On peut encore distinguer les trous laissés par des balles dans leurs vêtements. Michael Trimble, responsable de l'Organisation de liaison américaine en charge des crimes de l'ancien régime explique, le 4 juin: « Nous disposons à Bagdad d'un laboratoire médico-légal particulièrement sophistiqué, qui nous permettra de faire toutes les analyses nécessaires dans les meilleures conditions ». Financée par les Etats-Unis, cette organisation aide les autorités irakiennes dans la préparation des procès

contre Saddam Hussein et les responsables de son régime, accusés de crimes contre l'humanité. Dans cette zone en plein désert au sud-ouest de Bagdad, une équipe de 11 personnes, parmi lesquels des spécialistes en archéologie et anthropologie criminelles, a établi un camp de fortune pour analyser des sites identifiés en 2003 comme des charniers potentiels datant de 15 ans.

En 1991, le régime de Saddam Hussein avait écrasé dans le sang une insurrection chiïte dans le sud du pays, déclenchée après la défaite des armées irakiennes au Koweït, par la coalition internationale dirigée par les Etats-Unis. « Des témoins nous ont montré près de 200 sites aujourd'hui recensés au ministère des droits de l'Homme », précise sur place le premier juge d'instruction près du Haut tribunal pénal irakien, Raëd Jouhi. « Mais en ce qui concerne la répression de l'insurrection chiïte de 1991, le nombre de victimes dépasse 100.000 personnes, selon les documents dont nous disposons, et pourrait atteindre 180.000 selon des informations qui demandent encore à être vérifiées », affirme le juge Jouhi.

Contrairement aux immenses charniers de l'opération Anfal contre les Kurdes qui contiennent souvent plus de 200 cadavres, ceux du sud du pays sont plus modestes. « Les charniers sont plus petits dans le sud, où la répression a été moins organisée et plus lente que contre les

Kurdes. Les forces de sécurité arrêtaient des petits groupes, principalement des hommes, ils les tuaient et puis les enterraient très rapidement », raconte Michael Trimble. Dans un rayon de 7 km autour du charnier, pas moins de 18 sites susceptibles d'abriter d'autres fosses communes ont été recensés et doivent encore être explorés.

De plus, des parlementaires américains républicains en citant un résumé d'un rapport des services de renseignement ont, le 21 juin, affirmé, que les forces de la coalition en Irak ont retrouvé « environ 500 munitions » contenant des agents chimiques, depuis l'invasion de 2003. « Depuis 2003, les forces de la coalition ont retrouvé environ 500 munitions contenant du gaz moutarde ou du sarin appauvri », établit ce document, révélé à la presse par le sénateur Rick Santorum et le président de la Commission du renseignement de la Chambre des représentants, Peter Hoekstra. « Malgré de nombreux efforts pour localiser et détruire des munitions irakiennes datant d'avant la guerre du Golfe (de 1991), on estime que des munitions chimiques, chargées et non-chargées, existent encore », selon ce document. « A mon avis, c'est une découverte incroyablement significative. L'idée que, comme le répètent mes collègues de l'opposition (démocrate), il n'y avait pas d'armes de destruction massive est en fait fausse », en a conclu M. Santorum.

PARIS : COLLOQUE INTERNATIONAL**« Où va l'Iran ? »**

R'INSTITUT kurde de Paris, a, le 16 juin, organisé un colloque sur le thème de « Où va l'Iran ? » dans la salle Victor Hugo de l'Assemblée nationale. Des responsables politiques de différentes organisations politiques représentant toutes et les nationalités et cultures d'Iran ont pris part au colloque qui s'est déroulée en français et en anglais avec traduction simultanée.

Le colloque est parti du constat qu'au total les peuples non persans de l'empire iranien représentent plus de 45 millions d'âmes, soit, environ 65% d'une population iranienne évaluée actuellement à 70 millions. Aucun d'entre eux ne bénéficie d'un système éducatif public dans sa langue. De plus, ceux qui comme les Kurdes, les Baloutches et les Turkmènes sont majoritairement sunnites sont exclus par la Constitution iranienne des organes les plus importants du gouvernement. Victimes de discriminations nationale linguistique et religieuse, ces peuples qui ne se reconnaissent pas dans la représentation biaisée et dictatoriale de la République islamique revendiquent de plus en plus un Iran démocratique, laïc et fédéral.

Sur le thème de la « société iranienne d'aujourd'hui », la première table-ronde présidée par Dr. Hamit Bozarslan, co-directeur de l'Institut d'études des sociétés musulmanes à Paris, a permis de faire le point sur la situation politique et sociétale en Iran. Dr. Ali Nourizadeh, journaliste, écrivain à Londres et spécialiste des ques-

tions socio-politiques sur l'Iran et le Moyen-Orient, a dressé le tableau de l'Iran, véritable mosaïque de cultures, de langues et de confessions. M. Abdullah Mohtadî, secrétaire général de Komala, est revenu sur la répression systématique en Iran contre toutes dissidences politico-religieuses et la radicalisation du régime qui bascule dans une logique messianique et confrontationnelle.

« La question des nationalités non-persanes », sujet de la deuxième table-ronde, présidée par Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris, a réuni les responsables des principales forces d'opposition en Iran. Mansour Ahwazi, représentant des relations internationales du parti de la solidarité démocratique d'Ahwaz, venu spécialement des Etats-Unis, a exposé la situation des 5 millions d'Arabes en Iran. M. Nasser Boladaï, président du parti du peuple baloutche en Suède, a dressé le tableau du peuple baloutche en Iran. Les enfants baloutches ne peuvent recevoir une éducation en leur langue et éprouvent des difficultés en accédant aux universités iraniennes, qui font une sélection à partir des affiliations religieuses. « Les Baloutches en Iran se sentent dans un système d'apartheid » résume M. Boladaï et dénonce la réduction de son peuple à une minorité discriminée sur son propre territoire, riche en ressources naturelles. Cette analyse a été complétée par Mme Bettina Bouresh de l'Organisation de défense des droits du peuple turk-

mène. Dr. Zia Sadr, président du Centre pour la culture azérie, venu du Canada, a indiqué pour sa part que « l'Azerbaïdjan d'Iran (...) est actuellement secoué par de nombreuses manifestations à Tabriz mais aussi dans d'autres villes, telles Urmiah, Zangan, Ardabil, Maraga... ». Dr. Sadr a souligné que « langue azerbaïdjanaise est la langue maternelle de plus de 23 millions de personnes » et a indiqué que « les peuples opprimés d'Iran, qui (constituent) 65% de la population du pays, c'est-à-dire près de 48 millions de personnes » doivent être soutenus pour contribuer « à l'émergence d'un vrai système démocratique dans ce pays ». De son côté, M. Mustafa Hejri, secrétaire général du parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), a exposé la situation des Kurdes d'Iran en indiquant que le Kurdistan iranien inclut quatre provinces de l'Ouest iranien, Kermanshah, Ilam, Azerbaïdjan de l'ouest et le Kurdistan, avec 10 millions d'habitants sur 125 000 km². Il a dénoncé le régime islamique qui a ordonné le meurtre des centaines de membres de son parti et des autres formations encore aussi bien en Iran et qu'à l'étranger en rendant hommage aux leaders de son parti, Dr. Abdulrahman Gassemlou, puis Dr. Sharafkandi, assassinés par le régime iranien respectivement en 1989 à Vienne et en 1992 à Berlin. Mustafa Hejri a préconisé fédéralisme ethnico-géographique pour consolider l'unité du pays tout en répondant aux aspirations démocratiques légitimes des peuples non persans du pays.

Le colloque s'est complété avec la dernière table-ronde intitulée « les démocraties face au défi ira-

nien », présidée par Gérard Chaliand, spécialiste de géopolitique. Cette dernière table-ronde a réuni Philippe Errera, directeur-adjoint du Centre d'analyse et de prévision (CAP) du ministère français des affaires étrangères et Hubert Védrine, ancien ministre français des affaires étrangères. Ils sont revenus sur le programme nucléaire iranien et sur la position de la France et de la communauté internationale face au défi lancé par le régime islamique qui impose son calendrier et ses désirs en

jouant sur ses ressources naturelles et sur son influence dans la région aussi bien en Irak qu'au Liban.

Le colloque a été accueilli avec intérêt par la presse kurde, française et internationale puisque l'Institut kurde avait pu réunir des représentants politiques rarement entendus en France. Les textes des principales interventions sont disponibles sur le site de l'Institut kurde de Paris :

www.institutkurde.org

LA JUSTICE TURQUE POURSUIT UN PARTI PRO-KURDE ET SES ÉLUS POUR AVOIR PRÉCONISÉ LE MODÈLE ESPAGNOL

RE parquet d'Ankara a, le 26 juin, lancé une instruction judiciaire contre le principal parti pro-kurde de Turquie, au lendemain d'un congrès où des effigies d'Abdullah Öcalan ont été déployées. Des responsables du parti sont notamment accusés d'« apologie du terrorisme ». L'instruction pourrait, à terme, aboutir à une interdiction du parti politique. Lors de son congrès le 25 juin dans la capitale turque, les dirigeants du Parti pour une société démocratique (DTP) ont voté l'abrogation du principe de coprésidence en vigueur depuis sa fondation en 2005 afin de rendre les statuts conformes à la loi, qui ne prévoit qu'un seul dirigeant. Seul candidat, son ex-coprésident Ahmet Türk, plusieurs fois député, a été élu président sans difficulté. Le premier congrès du DTP a été marqué par la présence d'invités étrangers tels que Gorka Elejabarrieta, du bureau international de

Batasuna, bras politique du groupe indépendantiste basque armé ETA, et Philip McGuigan, du Sinn Féin, l'aile politique de l'Armée républicaine irlandaise (IRA).

L'ex-coprésidente du DTP Aysel Tugluk a profité de cette occasion pour appeler l'Etat turc à prendre modèle sur le gouvernement espagnol, qui doit entamer la semaine prochaine des discussions avec l'ETA, pour résoudre la question kurde. « Le dialogue assumé et accepté par le gouvernement espagnol et l'ETA est d'une importance vitale selon les conditions turques aussi », a déclaré Mme Tugluk, appelant implicitement à des discussions entre Ankara et le PKK. Plusieurs maires DTP du Kurdistan de Turquie sont sous le coup de poursuites judiciaires, notamment pour « apologie du terrorisme ». Le DTP, qui n'est pas représenté au Parlement, milite pour les droits des Kurdes en Turquie et la

levée du seuil de 10% des voix nécessaire aux législatives pour envoyer des députés à l'Assemblée nationale. Le DTP a été créé par d'anciens députés kurdes dont la plus connue, Mme Leyla Zana, emprisonnée pendant dix ans.

Par ailleurs, cinquante-six maires kurdes dont Osman Baydemir, le maire populaire de Diyarbakir, ont été inculpés par une Cour de Diyarbakir pour une lettre envoyée au Premier ministre danois Anders Fogh Rasmussen, l'exhortant à résister aux demandes d'Ankara de fermer une chaîne de télévision kurde, ont indiqué le 20 juin les sources judiciaires turques. Les maires risquent jusqu'à 10 ans de prison aux termes de l'acte d'accusation qui les incrimine de « soutien délibéré » au PKK à cause de cette lettre en anglais datant de décembre dernier. Ankara a demandé aux autorités danoises d'abroger la licence de diffusion accordée à Roj TV, basée au Danemark où elle émet depuis 2004, au motif que la chaîne a des liens avec le PKK. L'acte d'accusation affirme que Roj TV cite régulièrement les dirigeants du PKK et rapporte des déclarations du PKK incitant à la violence « conformément à la propagande du PKK ». La date de l'ouverture du procès est encore inconnue. Les autorités turques considèrent que la chaîne « incite à la haine en soutenant ouvertement le PKK ». Washington a également demandé à Copenhague de fermer cette chaîne. Cependant, l'instance danoise de surveillance de l'audiovisuel a pourtant estimé au début de l'année que les programmes de Roj TV ne contenaient pas d'incitation à la haine. Selon la radio publique danoise Danmarks

Radio (DR), l'ambassade américaine à Ankara a contacté celle du Danemark en Turquie le 7 avril, et a qualifié Roj TV de porte-parole du PKK. Et le 10 avril, le ministère danois des Affaires étrangères a reçu une missive de Washington intitulée « Appel renouvelé des Etats-Unis à fermer Roj TV ».

De plus, le maire kurde de la ville de Cizre, a, le 9 juin, été condam-

né à un an et trois mois de prison pour des déclarations considérées comme un éloge d'Abdullah Ocalan. Aydin Budak, maire de cette ville située dans la province de Sirkak, avait dans un discours prononcé à Cizre, critiqué l'isolement auquel est soumis A. Ocalan dans l'île-prison d'Imrali (nord-ouest). Il avait notamment reproché aux autorités d'avoir restreint les visites de sa famille.

sion de Chypre aux organisations internationales ».

La Turquie, qui a envahi Chypre en 1974 en réaction à un coup d'Etat mené par la junte alors au pouvoir en Grèce, ne reconnaît pas le gouvernement chypriote grec de Nicosie. L'UE réclame de la Turquie qu'elle ouvre ses ports et ses aéroports au trafic en provenance de Chypre dans le cadre d'un accord signé l'an dernier étendant son union douanière aux 10 nouveaux membres de l'Union, dont Chypre. Le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, a, le 16 juin, déclaré qu'il préférerait suspendre les discussions que faire certaines concessions à la République de Chypre. « Tant que les Chypriotes turcs resteront isolés, nous n'ouvrons ni nos ports ni nos aéroports. Tant pis si les négociations (avec l'UE) s'arrêtent », a-t-il déclaré dans un discours prononcé devant la chambre d'industrie d'Istanbul et retransmis à la télévision. Les Turcs rappellent que les Chypriotes turcs avaient par référendum voté « oui » en 2004 au plan, soutenu par l'Onu, de réunification de l'île, alors que les Chypriotes grecs, plus nombreux et bien plus riches, l'ont rejeté à une nette majorité. « Nous avons fait ce que nous avons à faire (en soutenant le plan de l'Onu). Nous ferons preuve de bonne volonté envers ceux qui feront preuve de bonne volonté envers nous », a indiqué M. Erdogan.

Dans un projet de rapport qui doit être rendu public en octobre ou en novembre sur l'état d'avancement des efforts d'Ankara pour adhérer à l'UE, l'UE relève également un ralentissement des réformes politiques, la poursuite de l'influence

L'UNION EUROPÉENNE POURRAIT SUSPENDRE LES NÉGOCIATIONS SI ANKARA NE NORMALISE PAS SES RELATIONS AVEC NICOSIE

RA Finlande, qui assurera la présidence tournante de l'Union européenne à partir de mois de juillet, a évoqué le 30 juin une éventuelle suspension des pourparlers avec la Turquie si Ankara ne se pliait pas aux exigences requises pour l'adhésion à l'Union. « Il est toujours possible d'arrêter les négociations. Je suis certain que la Turquie ne l'ignore pas », a déclaré devant des journalistes le Premier ministre Matti Vanhanen alors que son pays s'appête à prendre la présidence de l'UE pour six mois après l'Autriche. Le commissaire européen à l'élargissement, Olli Rehn, a déclaré de son côté que l'Union européenne pourrait suspendre complètement les négociations d'adhésion avec la Turquie en raison de son refus d'ouvrir ses ports et ses aéroports au trafic en provenance de Chypre, rapporte le 28 juin l'agence finlandaise STT. « C'est une possibilité. J'espère que nous ne devrons pas y recourir, mais il n'y a aucune raison de ne pas y recourir s'il y a lieu de le faire », a indiqué M. Rehn à STT qui lui deman-

dait si l'UE pourrait arrêter les discussions. L'interview a été donnée le jour où les ambassadeurs de l'UE ont décidé pour la première fois de passer à la vitesse supérieure dans les discussions d'accession avec la Croatie plutôt qu'avec la Turquie en raison du blocage concernant Chypre. Lors d'un premier échange de vues en commission des affaires étrangères du Parlement européen sur un rapport parlementaire relatif aux progrès de la Turquie vers l'adhésion, M. Rehn avait le 20 juin confié aux députés qu'il était préoccupé par la baisse de rythme des réformes en Turquie.

« La Turquie, si elle veut éviter des problèmes majeurs cet automne, doit tenir parole (...) et respecter les obligations résultant tant de l'accord d'association que du partenariat pour l'adhésion. Tout manquement aura un effet négatif sur les négociations », avait prévenu M. Rehn. Il a pressé la Turquie de prendre des mesures en vue de la normalisation de ses relations avec Chypre, comme « ne plus exercer son veto à l'adhé-

de l'armée dans les institutions politiques. Il préconise une plus grande indépendance de la justice et l'octroi de droits aux femmes et aux minorités. Il conclut que les conditions se sont dégradées dans le Kurdistan de Turquie où la lutte a repris entre l'armée turque et le PKK. En outre, le rapport critique l'état actuel des relations entre Ankara et la Grèce et l'Arménie, deux pays qui ont longtemps été les « ennemis » traditionnels de la

Turquie. La Turquie, pays candidat à l'UE depuis 1999, a entamé ses négociations d'adhésion en octobre dernier après avoir mis en oeuvre une série de réformes dans les domaines politiques et des droits de l'homme. Le pays ne devrait pas adhérer à l'UE avant 2015 au plus tôt. Cette semaine, il a conclu ses négociations sur le premier, et le moins délicat des 35 volets qui doivent être passés en revue avant de pouvoir adhérer à l'UE.

juin selon l'agence iranienne Isna. Le président a tenu ces propos en recevant le chef de la diplomatie turque Abdullah Gül qui lui a remis un message de son Premier ministre Recep Tayyip Erdogan. M. Gül a déclaré à la presse que la question de la suspension de l'enrichissement « devait être réglée de façon pacifique et politique ». Peu après, son homologue américain a réagi à l'annonce du délai iranien en déclarant que « cela semble affreusement long pour une réponse raisonnable (...) Examiner une offre raisonnable ne devrait pas prendre aux Iraniens autant de temps ».

L'IRAN REJETTE TOUTE SUSPENSION DE SON ENRICHISSEMENT D'URANIUM

L'IRAN a agité le 25 juin la menace de l'arme du pétrole « si ses intérêts » étaient « attaqués » à cause de son programme nucléaire, tout en rejetant toute suspension de son enrichissement d'uranium comme condition à la reprise de négociations sur ce dossier. « Si les intérêts du pays sont attaqués, nous utiliserons toutes nos capacités (pour répondre) et le pétrole est l'une d'elles », a déclaré le ministre du Pétrole, Kazem Vaziri-Hamaneh, cité par la télévision d'Etat. A ce sujet, le ministre a averti qu' « en cas de sanctions contre le secteur pétrolier de l'Iran (...), le prix du pétrole bondira d'au moins cent dollars » le baril. De telles mesures seraient « déraisonnables et impossibles » car « le remplacement du quota pétrolier (de l'Iran) et de sa forte présence dans l'industrie du pétrole ne serait pas facilement réalisable », a-t-il jugé. L'Iran est le quatrième producteur mondial de pétrole, et le deuxième au sein de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). Les

grandes puissances (Allemagne, Chine, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Russie) lui ont présenté le 6 juin une offre visant à le convaincre de suspendre l'enrichissement. Elle comporte des mesures incitatives, notamment d'ordre économique, mais est liée à la condition préalable d'une suspension de l'enrichissement. Or Téhéran rejette cette condition, comme l'a rappelé dimanche le porte-parole de la diplomatie iranienne Hamid Reza Assefi. « La question de la suspension de l'enrichissement est un pas en arrière, nous pensons que l'Europe devrait négocier sans condition préalable », a déclaré M. Assefi lors d'un point de presse.

Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a à nouveau expliqué que la réponse iranienne n'interviendrait pas avant la mi-août. « L'Iran examine avec une approche positive et dans le cadre de ses intérêts nationaux l'offre des grandes puissances et donnera sa réponse après examen à la fin du mois de Mordad (finissant le 22 août) », a-t-il déclaré le 21

Dans ce contexte tendu, les 57 pays membres de l'Organisation de la conférence islamique, réunis à Bakou, ont apporté leur soutien à l'Iran en appelant le 21 juin à la reprise de pourparlers sur le dossier nucléaire iranien « sans conditions préalables ». L'OCI a aussi « fait part de sa préoccupation face aux pressions exercées sur l'Iran et aux répercussions qu'elles pourraient avoir sur la paix et la sécurité dans la région et en dehors ».

L'Iran a annoncé le 11 avril avoir procédé à son premier enrichissement d'uranium, à un niveau de 3,5%. Il a refusé depuis de mettre un terme à ses activités dans ce domaine, malgré une déclaration présidentielle du Conseil de sécurité de l'ONU adoptée le 29 mars. L'ancien chef des inspecteurs de l'ONU Hans Blix a, le 19 juin, estimé que l'Iran pourrait être en mesure de fabriquer une bombe atomique d'ici cinq ans si on l'autorise à enrichir de l'uranium à une échelle industrielle. « D'ici 2010, 2011, ils pourraient avoir l'arme nucléaire, s'ils le veulent »,

a observé Hans Blix après avoir remis aux autorités indonésiennes une copie du rapport publié en début de mois par la Commission sur les armes de destruction massive. Selon lui, c'est la raison pour laquelle les pays occidentaux devraient rester fermes sur leurs positions et refuser tout enrichissement à l'échelle industrielle de l'uranium.

De son côté le ministre turc des Affaires étrangères Abdullah Gul s'est, le 24 juin, rendu à Téhéran pour une visite de travail afin de briser l'impasse due à la question nucléaire iranienne conformément à des demandes de la communauté internationale. M. Gul a

rencontré le président iranien Mahmoud Ahmadinejad, le négociateur en chef Ali Larjani et l'ancien président Hashimi Rafsanjani. « Une évaluation a été conclue lors des entretiens actuels avec toutes les parties concernées par le programme nucléaire iranien et l'objectif de cette visite est de partager cette évaluation avec la partie iranienne au plus haut niveau », a, le 23 juin, indiqué le ministre turc des Affaires étrangères dans une déclaration. Après sa visite en Iran, M. Gul se rendra en visite du 4 au 7 juillet aux Etats-Unis avant de regagner Téhéran pour effectuer du 8 au 9 juillet une visite en Iran.

déclaration finale, le FSN accuse le régime syrien de «prise de pouvoir illégale et de coercition» et d'avoir «perdu toute raison d'être». Mais il a pris soin de ne pas se distinguer de l'opposition «de l'intérieur», regroupée au sein de la «Déclaration de Damas». Lancée en octobre 2005, cette dernière réunit plusieurs partis (communiste, nationaliste, libéral et kurdeS) et appelle à un «changement démocratique radical» en Syrie. Enfin, le FSN a désigné MM. Khaddam et Bayanouni respectivement aux postes de numéro un et numéro deux du FSN. « La Syrie fait face à un double choix », a déclaré M. Khaddam dans son discours inaugural prononcé en arabe lors du congrès. « Le premier est le maintien de la situation actuelle, et alors sa destinée serait de disparaître. L'autre est le retour au peuple et la constitution d'un nouveau régime, un régime démocratique » dans lequel « l'alternance politique se ferait au travers d'élections libres et qui garantirait la liberté des citoyens, la liberté de la société et la liberté des individus ». « Le changement pacifique et démocratique exigé (...) demande à tous d'être prêts au sacrifice et au changement sur le chemin de la liberté et de la souveraineté », a déclaré le chef des Frères musulmans de Syrie, Ali Sadreddine al-Bayanouni. Cette réunion, à laquelle participent notamment des partis kurdes, des indépendants et des communistes, représente « le point de départ unique sur le chemin de la fin du régime » de Bachar el-Assad, a-t-il ajouté.

Abdel Halim Khaddam, est l'une des principales figures de la «vieille garde» du parti Baas, il vit en exil à Paris depuis l'été 2005. Il

LONDRES: LES OPPOSANTS SYRIENS FORMENT UN FRONT DE SALUT NATIONAL

RE Front de salut national en Syrie (FSN, opposition en exil) a clôturé le 5 juin à Londres son congrès fondateur en appelant les Syriens et les forces armées du pays à «briser les barrières de la peur» pour renverser le régime de Damas et établir la démocratie dans le pays. «Il n'y a pas de doute (sur le fait) que le régime va tomber», affirme le FSN dans sa déclaration finale. «Donc, chers concitoyens, brisez les barrières de la peur qui ont été mises en place pendant des décennies, comme l'ont fait vos aïeux lorsqu'ils ont obtenu l'indépendance de la Syrie». Le FSN appelle également «les forces armées (syriennes) à assumer leurs responsabilités nationales et historiques en étant l'armée du peuple». Il «invite les forces de sécurité, particulièrement les officiers employés par le régime pour

infliger des injustices aux citoyens (...) à prendre leurs responsabilités morales et nationales et à refuser d'obéir aux ordres du groupe que vous tous savez corrompu et oppressif», à savoir le régime du président syrien Bachar al-Assad.

Le FSN, qui avait organisé son congrès fondateur les 4 et 5 juin à Londres, regroupe une cinquantaine de personnalités de l'opposition syrienne, dont l'ancien vice-président syrien, Abdel Halim Khaddam, et le chef des Frères musulmans de Syrie, Ali Sadreddine al-Bayanouni. Il s'est donné pour programme «la construction d'un État moderne, civil et démocratique, fondé sur la pluralité, le transfert pacifique du pouvoir» pour un système politique fondé sur des élections libres sans «violations des droits» d'aucun groupe, religieux ou ethnique. Dans sa

accuse Bachar al-Assad d'avoir ordonné l'assassinat de Rafic Hariri. La justice de son pays l'accuse, elle, de «haute trahison» et de «corruption». Sadreddine al-Bayannouni vit pour sa part en exil à Londres. La révolte des Frères musulmans, qui constituait la force d'opposition la plus structurée contre le régime, avait été violemment réprimée au début des années 1980 à coups de canons, faisant plus de 20 000 morts.

Par ailleurs, les autorités syriennes ont affirmé le 6 juin avoir déjoué une «opération terroriste» à proximité du siège de la radio-télévision d'Etat en plein coeur de Damas, tuant quatre assaillants, la dernière d'une série d'attaques annoncées ces derniers mois par la Syrie. «Les forces de sécurité ont mis en échec (le 2 juin) une opération terroriste qui a visé des bâtiments inhabités derrière le complexe de la radio-télévision d'Etat», a indiqué l'agence officielle Sana, citant une source au ministère de l'Intérieur. L'opération s'est déroulée à quelques mètres de la Place des Omeyyades où se trouvent, outre le siège de la télévision, plusieurs bâtiments publics dont la Bibliothèque nationale Assad et l'Opéra national. Les bâtiments abandonnés visés se trouvent également près du complexe des douanes et du quartier général de l'état-major de l'armée. C'est la première fois depuis des décennies, depuis le conflit armé qui avait opposé les Frères musulmans au pouvoir syrien dans les années 80, qu'une opération de ce genre se déroule à proximité de bâtiments officiels.

L'Organisation nationale des droits de l'homme en Syrie (ONDHS) a pour sa part annoncé

qu'un Syrien, Mohammad Oussama Al-Sayess, accusé d'être membre des Frères musulmans, a, le 25 juin, été condamné par la Cour de sûreté de l'Etat à la peine capitale ensuite commuée en douze ans de prison. « Mohammad Oussama Al-Sayess a été condamné aujourd'hui à la peine capitale conformément à la loi 49 (qui punit de mort les membres des Frères musulmans). Mais le tribunal a commué cette peine en 12 ans de prison », a indiqué le président de l'ONDHS, Ammar Qorabi dans un communiqué. Al-Sayess, 27 ans, avait été expulsé de Grande-Bretagne vers la Jordanie il y a un an et demi. Mais les autorités belges l'avaient arrêté, lors d'une escale de son avion en Belgique, et extradé vers la Syrie, a indiqué M. Qorabi. Depuis le milieu des années 1990, les Frères musulmans condamnés à mort ne sont plus exécutés, leur sentence étant commuée en longue peine de prison. La loi 49 « constitue une barrière importante à la transition de la Syrie vers un Etat de droit », a affirmé M. Qorabi. « Il est temps que les autorités syriennes revoient les lois arbitraires, lèvent l'Etat d'urgence en vue d'un changement démocratique », a-t-il ajouté.

L'Organisation nationale des droits de l'Homme en Syrie (ONDHS) avait également indiqué dans un précédent communiqué que l'écrivain syrien Mohammad Ghanem a été condamné le 20 juin à six mois de prison ferme par un tribunal militaire pour «offense au président de la République». «Le tribunal militaire à Raqqa a condamné l'écrivain Mohammad Ghanem à six mois de prison pour avoir offensé le président de la République, porté atteinte à l'image de l'Etat et incité à des dissensions confessionnelles», selon le président de l'ONDHS, Ammar Qorabi. Mohammad Ghanem a été arrêté le 31 mars à son domicile après avoir publié sur Internet des articles critiques sur la situation intérieure en Syrie. M. Qorabi a estimé que ce jugement «entre dans le cadre de la campagne lancée depuis plusieurs mois par les autorités contre les militants» des droits de l'Homme en Syrie. Par ailleurs, les autorités ont arrêté le 18 juin Merhi Omrane devant la Haute cour de sûreté de l'Etat, pour avoir pris en photo son frère, détenu, qui sortait du tribunal à la fin d'une audience, selon M. Qorabi.

AINSI QUE...

LES AFFRONTEMENTS S'INTENSIFIENT ENTRE LE PKK ET L'ARMÉE TURQUE ALORS QU'UN AUTRE GROUPE ARMÉ KURDE, LE TAK, REVENDIQUE PLUSIEURS ATTENTATS DANS LES VILLES TURQUES. Un groupe kurde répondant au nom de Faucons de la liberté du Kurdistan

(TAK) a récemment revendiqué plusieurs attentats dans des centres urbains, dont Istanbul, et menacé de prendre pour cible des objectifs touristiques. Les autorités turques assimilent les TAK au PKK, estimant que celui-ci préférerait changer de nom pour des opérations visant des civils et pouvant à ce titre encourir la réprobation.

tion de l'opinion publique internationale. Le TAK a revendiqué ainsi une explosion dans une station balnéaire méditerranéenne du sud de la Turquie qui a tué quatre personnes. L'attentat à la bombe a été revendiqué au nom des Faucons de la liberté du Kurdistan (TAK) par une personne qui a appelé l'agence de presse Firat, dont le siège est en Europe alors que l'explosion semblait être accidentelle. Quatre personnes -un Hongrois, une Néerlandaise, une Norvégienne et un Turc- avaient été tués et 25 autres blessés dans l'explosion survenue le 25 juin aux cascades de Manavgat. Le TAK a une nouvelle fois appelé les touristes étrangers à ne pas passer leurs vacances en Turquie. Selon les autorités locales, une bonbonne de gaz d'un restaurant est à l'origine de l'explosion, mais le presse turque a affirmé le 27 juin que trois « terroristes », dont une femme, ont été filmés par des caméras de surveillance en train de poser l'engin dans une poubelle 20 minutes avant qu'il n'explode. Le TAK avait également revendiqué un attentat à l'explosif faisant 15 blessés le 3 juin à Mersin. « Tant que la torture se poursuivra au Kurdistan, aucune région de la Turquie ne sera en paix », précise l'organisation qui menace de nouveaux attentats de « vengeance ». L'explosion est survenue devant un petit commerce de la ville de Mersin, qui compte une diaspora kurde chassée de ses terres par l'armée turque. L'explosion provenait d'un réfrigérateur dans lequel étaient entreposées des glaces, selon les autorités locales. Citant des sources sécuritaires, l'agence de presse Anatolie a affirmé qu'une grenade actionnée à distance par un téléphone portable était à l'origine de l'explosion.

Le PKK a, quant à lui, appelé le 10 juin les Kurdes de Turquie à fuir le service militaire obligatoire alors que deux de ses combattants ont été abattus dans des heurts avec l'armée à Silvan, sous-préfecture de Diyarbakir. Dans un communiqué cité par l'agence prokurde Firat, le PKK a exhorté les Kurdes de Turquie à ne pas accomplir leur service militaire. « Tout jeune patriote kurde doit refuser d'aller faire son service dans ces conditions ou au moins refuser de participer aux opérations » dans le Kurdistan de Turquie, souligne le document. Tout citoyen turc est appelé sous les drapeaux à partir de 18 ans pour servir de six à 15 mois selon son niveau d'éducation. La Turquie ne reconnaît pas le droit à l'objection de conscience, les réfractaires pouvant encourir jusqu'à cinq ans de prison.

Ces derniers mois, les affrontements s'intensifient au Kurdistan. Ainsi, deux gendarmes ont été blessés le 24 juin dans la province d'Elazig par l'explosion d'une mine posée selon les autorités par le PKK. La veille, onze combattants kurdes du PKK ont été tués dans des affrontements avec l'armée turque près de la ville de Cukurca, province de Hakkari. La police turque avait annoncé le 21 juin avoir arrêté deux combattants kurdes supposés en possession de 5,7 kilos d'explosif devant servir à des attentats à Istanbul. Les deux membres supposés du PKK ont été arrêtés la semaine précédente lors d'une opération conjointe avec les services de renseignement. Le 18 juin, l'armée turque avait tué trois combattants kurdes peu après le déraillement d'un train de marchandises provoqué par le PKK selon les sources mili-

taires turques. Ils ont été abattus au cours d'un accrochage avec des soldats turcs dans la région montagneuse de Tunceli. Le même jour, les Faucons de la liberté du Kurdistan (TAK), ont par ailleurs revendiqué sur leur site internet l'attentat à la bombe qui avait blessé quatre personnes dans le centre d'Istanbul le 15 juin.

Au cours de la journée de 16 juin, trois bombes ont explosé, faisant trois blessés, selon les sources locales. Le premier engin, disposé sous une voiture dans la ville de Van, a causé des dégâts matériels. Une deuxième bombe commandée à distance et cachée dans une poubelle métallique a explosé plus tard dans la journée près d'un bâtiment de la météorologie nationale à Baskale, une localité proche de Van, faisant trois blessés légers. Le troisième engin a explosé au passage d'un convoi militaire dans la province de Hakkari, sans faire de victimes, selon des sources locales, qui ont précisé qu'une dizaine de kilos d'explosif plastique de type C4 avaient été retrouvés sur les lieux. Par ailleurs, un membre supposé du PKK s'est tué à Van le 16 juin en faisant tomber à ses pieds une grenade qu'il tentait de lancer contre des policiers venus l'arrêter à son domicile, selon des sources de police. De plus, deux soldats turcs ont été tués et cinq autres blessés le 11 juin lorsque leur convoi a été pris dans une embuscade dans la localité montagneuse de Geyiksu, dans la province de Tunceli. A Cizre, dans la province de Sirnak, une personne a été tuée et quatre blessées le 8 juin dans une explosion. L'explosion est partie d'une voiture garée dans le centre-ville de Cizre. Par ailleurs, dans une embuscade et une attaque à la

mine attribuée au PKK, deux soldats turcs ont, le 6 juin, été tués et quatre autres blessés. Les deux soldats ont perdu la vie lorsqu'une patrouille armée a essuyé des tirs à Semdinli. Deux militaires ont été blessés. A Pülümür, à 650 km au nord-ouest de Semdinli, deux soldats qui faisaient partie d'une unité assurant la sécurité d'un véhicule de ramassage scolaire militaire ont été blessés par l'explosion d'une mine activée à distance à leur passage. A Bingöl, un soldat turc a été tué et huit autres blessés dans une embuscade tendue le 4 juin. Selon le gouverneur, Vehbi Avuç, le PKK a attaqué avec des fusils mitrailleurs un convoi militaire qui voyageait sur la route entre Bingöl et Elazig. Le gouvernorat de Bingöl avait indiqué dans un précédent communiqué que les forces de sécurité turques ont abattu deux combattants kurdes dans la nuit de 2 juin près de la bourgade de Suveren lors d'une vaste opération de ratissage organisée après que deux soldats eurent été blessés le 31 mai dans la région par l'explosion d'une mine posée par le PKK. Les autorités turques ont également annoncé le 2 juin qu'un soldat turc et quatre combattants kurdes armés ont été tués au cours d'opérations militaires dans les régions montagneuses de Cudi et Gabar ainsi que dans les régions de Bestler-Dereleer dans la province de Sirnak.

LE CANADA DEMANDE L'ARRESTATION DU PROCU-

REUR GÉNÉRAL DE TÉHÉRAN IMPLIQUÉ DANS LA MORT D'UNE JOURNALISTE CANADIENNE. La bataille diplomatique que livre le Canada à l'Iran a gagné en intensité, le 23 juin, alors que le gouvernement fédéral a réclamé l'arrestation du procureur général de Téhéran, Saïd Mortazavi, impliqué dans la mort d'une Canadienne. Ottawa souhaite que des accusations soient portées contre le procureur général de Téhéran qui a été lié à l'arrestation de Zahra Kazemi, une journaliste canadienne torturée puis tuée à Téhéran, en 2003. Le premier ministre Stephen Harper a confirmé que son gouvernement avait demandé aux autorités allemandes qu'elles procèdent à l'arrestation de Saïd Mortazavi s'il faisait escale en Allemagne à son retour en Iran depuis Genève, où il a prononcé une allocution devant le Conseil des droits de l'homme de l'ONU. Le procureur général n'est finalement pas passé par l'Allemagne, mais M. Harper a affirmé que le Canada n'entendait pas abandonner. « Nous demandons à la communauté internationale d'utiliser tous les moyens légaux possibles afin de détenir cet individu et de le traduire en justice », a déclaré M. Harper, en marge d'une réunion de son cabinet.

Selon certaines rumeurs, Saïd Mortazavi, connu pour avoir ordonné la fermeture de quelque 80 journaux en faveur d'une réforme en Iran, pourrait devenir ministre iranien de la Justice. Le

ministre des Affaires étrangères du Canada, Peter MacKay, a condamné le 21 juin la présence du procureur général de Téhéran à la réunion inaugurale du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, en Suisse. Deux enquêtes menées par le gouvernement iranien ont conclu que Saïd Mortazavi avait ordonné l'arrestation de Mme Kazemi alors qu'elle photographiait une prison, affirme Ottawa. Elle est morte après avoir été apparemment battue et torturée tandis qu'elle était en détention. Le ministre MacKay a également accusé Saïd Mortazavi d'avoir ensuite procédé à la falsification de documents afin de camoufler son implication dans cette affaire.

Par ailleurs, le journaliste dissident iranien Akbar Ganji, a reçu le 6 juin à Moscou la Plume d'or de la liberté, prix décerné par l'Association mondiale des journaux (AMJ) en présence de quelque 1.700 patrons de presse et rédacteurs en chef du monde entier avait forcément joué en sa faveur. Il a déclaré qu'il ne comptait pas quitter l'Iran et qu'il continuerait à critiquer le régime des ayatollahs malgré le risque de « retourner en prison ». S'exprimant pour la première fois en public depuis sa libération en mars après six ans de prison, il a répondu « oui, je retournerai en Iran » à un journaliste qui lui demandait s'il allait rentrer dans son pays ou s'exiler, lors du Forum mondial des rédacteurs en chef (World Editors Forum) à

Le Point 1^{er} juin 2006

IRAK: LA GUERRE CIVILE A COMMENCÉ

Bagdad qui se vide de ses habitants, une industrie florissante de l'enlèvement, des massacres impitoyables entre chiïtes et sunnites, c'est la guerre civile dans un pays surarmé.

Après un attentat
pres de Baquba,
le 23 mai, les proches
des victimes (des
chiïtes) pleurent
leurs morts



PAR OLIVIER WEBER (AVEC FEURAT ALANI À BAGDAD)

Leurs verts étendards semblent uniformes. Il n'en est rien. Derrière les bannières des islamistes d'Irak se cachent une multitude d'organisations, de groupes d'insurgés plongés dans la surenchère, voire dans la vendetta. La résistance a changé de nature. Aux côtés des islamistes combattent désormais de nombreux « laïques ». A tel point que Bagdad n'a jamais connu un tel chaos. Constat d'un humanitaire étranger qui rentre d'Irak: « C'est l'anarchie totale. La police et l'armée irakienne sont infiltrées à tous les niveaux. La guerre civile a vraiment commencé. »

Depuis l'attentat du 22 février contre la mosquée de Samarra, au nord de

Bagdad, les chiïtes – qui forment 60 % des 26 millions d'Irakiens – et les sunnites – 20 % – s'affrontent sans merci dans la capitale et les villes de province. 50 000 Bagdadiens ont préféré fuir la ville (voir encadré). « Dans les quartiers de Bagdad se joue une véritable purification religieuse, dit Ali, du quartier de Mansour. A Karada, il n'y a plus de sunnites. Adhamiya a été uniformisée. Elle est désormais à 100 % sunnite ou presque. Et à Kadamiya ne se croisent plus que des chiïtes. »

Dans ce décor apocalyptique, la violence s'amplifie. La peur est omniprésente. La crainte d'un enlèvement est constante. « Le prix d'un étranger peut atteindre 5 millions de dollars, 10 millions

pour un Américain », estime Kasra Mofarah, coordinateur de l'organisation humanitaire NCCI, basé à Amman, en Jordanie, et qui rentre d'un séjour dans l'ancienne Mésopotamie. Divers groupes mafieux et islamistes sillonnent Bagdad à la recherche d'otages potentiels et rémunèrent à la commission des informateurs, policiers, employés d'hôtel, chauffeurs de taxi.

Les plus recherchés : Allemands, Français, Japonais et Italiens, « car les Irakiens savent que les gouvernements de ces gens-là paient », dit un résident de Bagdad. Mais la majorité des enlèvements concernent les Irakiens. « Pour 500 dollars, on peut avoir un contrat sur un voisin, un en-

LA FUITE DES CERVEAUX

Bagdad connaît une fuite de ses habitants sans précédent depuis la chute de Saddam Hussein en avril 2003. Un phénomène qui gagne aussi les villes de province. Si 50 000 habitants ont déserté la capitale, 85 000 provinciaux ont quitté leur domicile en deux mois. Des départs volontaires ou sous la contrainte des insurgés, nuance un enquêteur de l'Onu sur le terrain.

Les élites sont particulièrement concernées. Depuis début mars, ingénieurs, médecins, professeurs quittent en masse la capitale pour le nord du pays, les montagnes kurdes ou la Jordanie. Dans les hôpitaux de Bagdad n'opèrent plus que des débutants ou de jeunes médecins. Témoignage du docteur

nemi, quelqu'un qui vous fait de l'ombre professionnellement, ou même pour un différend familial! » ajoute Kasra Mofarah. C'est le règne de la délation. Conséquence : les Bagdadiens ne font plus confiance à personne. « *Même à nos amis* », souffle Ali, un technicien sunnite de Dora. « *On évite d'embaucher de nouveaux employés, et les anciens ont peur que leurs épouses en disent trop* », dit un membre du comité de coordination humanitaire en Irak, dont le voisin a rehaussé le mur de son jardin de 4 mètres.

Un chaos voulu par les milices islamistes sunnites. Et par l'un des chefs de la guérilla, le Jordanien Abou Moussab al-Zarkaoui, en perte de vitesse depuis quelques mois. Ses exactions et les décapitations menées par ses sbires ont été condamnées par les autres groupes armés. Du coup, pour garder sa prééminence, il a poussé à la guerre civile entre sunnites et chiites. « *C'est l'engrenage : des deux côtés, les milices ont pu se procurer les noms des habitants bénéficiant de cartes de rationnement et écument les quartiers à la recherche des citoyens de la partie adverse*, déplore Kasra Mofarah. *N'en pouvant plus des coups et des tortures, les familles chiites partent.* » Et les sunnites resserrent les rangs derrière Zarkaoui.

Selon l'ONG anglo-américaine Iraq Body Count, le bilan de la guerre depuis le déclenchement des opérations en mars

Washdi Mahmoud, de l'hôpital Ibn Al-Nafees : « *La famille d'un patient nous a menacés avec un revolver sur la tempe. Le gouvernement laisse faire. Et, en plus, nous avons les milices sur le dos ! Il y a trop d'armes dans ce pays.* » Professeur de physique à l'université de Bagdad, Kâmal, la soixantaine, a délaissé sa voiture pour être convoyé à ses cours pendant des mois par ses propres étudiants, en changeant d'itinéraire chaque jour, pistolet à la ceinture. Il vient de jeter l'éponge et a rejoint lui aussi Souleimaniyé, en territoire kurde. Une telle fuite des cerveaux que nombre de Bagdadiens se demandent si, au bord du Tigre, la capitale ne va pas devenir un immense champ de bataille, peuplé seulement de combattants ■ O. W.

2003 est énorme : entre 38 000 et 42 000 civils tués, avec une augmentation brutale depuis six mois. Soit 31 morts par jour en avril, contre 20 par mois en moyenne la première année de l'intervention. « *Chaque heure, trois hommes meurent à Basora* », avance Omar, ancien général de l'armée de Saddam Hussein et désormais interprète pour une compagnie étrangère basée à Bagdad.



La mosquée de Samarra, le 22 février

Un climat idéal pour recruter. Mené par Zarkaoui, le groupe islamiste Tawhid al-Djihad – Unification et Guerre sainte – « embauche » à tour de bras, surtout des jeunes de 16 à 30 ans, issus de trois tribus, les Abou Issa, Abou Fahed et Abou Sode, notamment pour la brigade de Khaled ibn al-Walid. Le groupe de combattants dispose même d'un... « département de l'information ». Cassettes vidéo, DVD et autres œuvres de propagande – distribuées gratuitement à la sortie des mosquées et circulant sous le manteau – servent à convaincre les futurs djihadistes du bien-fondé de la guerre. Un département qui utilise beaucoup le Net, avec des relais à Bagdad, Fallouja, Ramadi et Baquba. Le recrutement s'effectue aussi par le bouche-à-oreille, notamment dans les mosquées de Bagdad. Et parmi les familles des victimes de la guerre civile, qui crient revanche, comme si le conflit se reproduisait de lui-même...

Le retrait des Américains en ligne de mire.

La solde des djihadistes sunnites, obligés de faire leurs preuves avant le recrutement par la pose d'une mine artisanale ou l'attaque d'un convoi américain ? 600 dollars mensuels pour les combattants ; entre 1 000 et 2 000 dollars pour ceux qui filment une opération ; et 200 dollars pour les chauffeurs. Les ressources des groupes islamistes semblent sans limites : tributs récoltés lors de la chute de Saddam, notamment par le pillage des banques ; rançons demandées aux familles des otages ; royalties du trafic de drogue (opium, haschisch, héroïne, en provenance d'Irak et réacheminés vers la Turquie, la Syrie et la Jordanie)... De quoi entretenir de petits bataillons et convaincre la population de coopérer. Lorsque les chauffeurs de camions traversent la province d'Al-Anbar, ils disposent désormais d'un laissez-passer délivré par la guérilla. Et s'acquittent d'une « cotisation », avec la garantie de ne pas être attaqués en chemin.

Les groupes armés veulent semer la terreur à tout prix. Contre les troupes de la coalition alliée, bien sûr (150 000 hommes), mais aussi contre les autres groupes, sans oublier les rivalités entre bandes mafieuses et les surenchères entre tribus. A tel point que, lors d'un violent accrochage, début mai, entre chiites et sunnites dans le quartier d'Adhamiya, à Bagdad, seuls les Américains, un comble, ont été autorisés par les seconds à pé-

LE MASSACRE DE HADITHA

Haditha pourrait coûter fort cher à l'armée américaine. En novembre 2005, une colonne américaine subit un sérieux accrochage à Haditha, dans l'Ouest irakien. Un marine est tué, deux autres blessés. En représailles, les boys de la compagnie Kilo, 3^e bataillon, 1^{er} régiment de marines, lancent une opération de nettoyage : au moins 24 civils irakiens tués, dont des femmes et des enfants. En mars, le magazine *Time* révèle l'affaire qui prend des allures de scandale à la My Lai, village détruit au napalm par les Américains pendant la guerre du Vietnam. A tel point que des élus dénoncent le silence de la hiérarchie militaire, accusée d'avoir étouffé l'affaire. Le Pentagone a diligenté une enquête. Et des têtes pourraient tomber. De quoi relancer une autre affaire, celle du retrait. Même si Bush refuse de

nétrer dans la zone de combats. Il est vrai que la stratégie de la Mouqawama (la Résistance) vise davantage les forces irakiennes et les fonctionnaires du nouveau gouvernement du chiite Nouri al-Maliki, intronisé le 20 mai, que les Américains. Tant les chefs de l'insurrection sont convaincus d'un retrait prochain des forces de la coalition.

Les réseaux de Saddam. Cette stratégie du chaos profite largement aux partisans de Saddam Hussein et aux anciens du parti Baas (300 000 personnes au bas mot). Les ex-membres des services secrets, les moukhabarat, augmentent ainsi la pression dans le triangle sunnite. Ancien responsable du parti Baas, Hani a été arrêté alors qu'il distribuait des fonds aux membres de l'Armée de Mohammad. Un autre officier des moukhabarat, Jaber, détenait chez lui 800 000 dollars en espèces. Des arrestations qui n'empêchent en rien la relève. A Ramadi, c'est un commerçant, Abou Jeyed, qui a été nommé chef de la résistance. La population, elle, le protège.

Car la guérilla islamo-politique tente d'évoluer au sein de la communauté sunnite comme un poisson dans l'eau. Une stratégie facilitée par l'interpénétration des réseaux islamistes et ceux des an-

s'engager sur un calendrier, les forces étrangères devraient fortement diminuer. De 133 000 hommes, les troupes américaines, qui représentent l'essentiel de la coalition (150 000 soldats), pourraient passer à 100 000 à la fin de l'année. Leurs pertes s'élèvent fin mai à plus de 2400 morts. Les Britanniques, eux, souhaitent réduire leur contingent de 8 000 à 5 000 hommes (111 tués). Le but de ces grandes manœuvres ? Que les forces irakiennes (200 000 hommes pour la police et l'armée) assument les tâches de sécurité. Nouri al-Maliki, chef du gouvernement, veut placer sous la tutelle de ses troupes la totalité des provinces – sauf deux, dont Bagdad – avant la fin 2006. Ce pari difficile conditionne l'avenir du retrait ■ O. W.



Arrestation d'insurgés par les Américains, le 8 mai, à Bagdad

ciens des services secrets de Saddam, puissants et structurés. « A Fallouja, un ancien officier de l'armée du raïs passé dans l'Armée de Mohammad avec le grade de lieutenant a été finalement arrêté, raconte un ancien ministre. Sa tâche consistait simplement à repérer des cibles. Il n'avait rien de religieux. » Fils d'un professeur d'université, Hassan a pu séjourner dans les environs de Fallouja. Son récit est impressionnant : les sections d'assaut des groupes insurgés, dont certains sont des groupuscules locaux, fonctionnent en quasi-autarcie. Des équipes très mobiles de 25 à 30 personnes, avec commandos de première ligne, porteurs de munitions, un cuisinier, un logisticien, un chef de groupe disposant de sommes en liquide conséquentes. Quelques combattants étrangers les accompagnent.

Même s'ils ne représentent guère plus

de 5 % des effectifs de la guérilla, estimée à plusieurs dizaines de milliers d'hommes, les combattants étrangers figurent parmi les plus endurcis. Des candidats idéaux pour les attentats-suicides. Une nouvelle filière a été ainsi récemment testée : escale au Yémen avant de parvenir en Arabie saoudite, puis passage en Irak. Parmi les nouveaux internationalistes : des Algériens, Tunisiens, Palestiniens, Yéménites, Libyens, Saoudiens, et même quelques Russes convertis à l'islam.

Les armes, elles, ne manquent pas. Elles proviennent des stocks irakiens de Saddam – 8 millions de kalachnikovs au moins circulent dans le pays. Des explosifs, notamment du TNT, sont transférés de ville en ville, au gré des besoins, et servent à fabriquer des *roadside bombs*. Hantise des soldats américains et irakiens, ces bombes artisanales sont dé-

posées sur le bas-côté de la route, cachées bien souvent dans les tas d'ordures, et déclenchées à distance à l'aide d'un téléphone portable ou d'une télécommande de télévision. « Désormais, on voit des armes neuves à Bagdad : AK47, mortiers, lance-roquettes », constate Kasra Mofarah. « Ces nouveaux stocks viennent d'Iran », assure Omar, l'ancien général de l'armée de Saddam. Téhéran a certes intérêt à mettre

de l'huile sur le feu et déstabiliser le Grand Satan américain. Dans le Sud, mais aussi dans le Nord, via la frontière iranienne, affluent agents, munitions, armes... et faux dinars, imprimés à foison. « La milice chiite irakienne Al-Badr, financée par l'Iran, cible ainsi les intellectuels, les professeurs, les médecins et les ingénieurs », continue l'ancien officier de Saddam.

« L'Irak est au bord du précipice. Les groupes d'insurgés et les communautés se sont lancés dans un cycle de vengeance et de protection de leur clientèle, une double dynamique qui mène le pays au désastre, avertit Robert Malley, directeur pour le Moyen-Orient de l'International Crisis Group, organisation de prévention des conflits basée à Washington. La question est de savoir comment éviter que la vraie guerre civile ne survienne. » Pour nombre d'Irakiens, elle bat déjà son plein ■

MARK ALLEN JOHNSON/KCPA/GAMMA

TURQUIE

Ankara et Téhéran, alliés objectifs ?

Pour lutter contre les mouvements kurdes, le gouvernement turc et l'Iran islamiste unissent leurs efforts. Washington ne voit pas d'un bon œil ce rapprochement et préfère jouer la carte de l'armée turque.

VATAN (extraits)

Istanbul

Le sud-est de la Turquie est frontalier du nord-ouest de l'Iran, deux régions peuplées de Kurdes. Et l'organisation du PKK, qui s'est trouvée revigorée dans le Kurdistan irakien du fait de l'invasion américaine, s'est fixé pour but non seulement de frapper la Turquie, mais également de harceler l'Iran. Déjà, avant que l'armée turque ne masse des troupes dans le sud-est de la Turquie, l'Iran avait lancé une opération contre les mouvements indépendantistes kurdes sur son sol. Et Téhéran a proposé à Ankara de faire de même, afin de prendre le PKK en tenailles dans une offensive conjointe. Comment qualifier le PKK ? C'est une organisation terroriste, qui ne bénéficie sans doute pas d'un soutien direct des Etats-Unis, mais qui est discrètement encouragée par eux pour harceler la Turquie et l'Iran, et les maintenir occupés. Un parasite utile, donc !

Au moment où Condoleezza Rice vient tâter le terrain en Turquie, dans la perspective d'une attaque américaine contre l'Iran, l'armée turque lance une opération contre le PKK – presque simultanément, comme par hasard, avec l'armée iranienne. Un défi, en quelque sorte, à la politique américaine. En massant à la frontière des forces encore plus importantes que celles de l'armée américaine en Irak, Ankara dit calmement à Washington : *“Mon ennemi, le PKK, n'est pas forcément ton ennemi, même s'il n'est pas vraiment ton ami. Idem pour l'Iran.”*

Quelles que soient les discussions entre Condi Rice et le gouvernement turc de l'AKP [islamique], la détermination montrée à la frontière irakienne n'est pas une initiative des civils. L'avantage de ce message, c'est qu'il vient non pas d'un gouvernement qui cache son vrai jeu, mais d'une institution à la parole directe : l'armée. Washington a l'assurance que les forces armées turques sont attachées aux principes républicains et laïcs d'Atatürk et qu'elles ne soutiendront jamais le régime islamiste d'Iran, qu'elles ne prendront jamais comme modèle, même si elles trouvent un terrain de collaboration ponctuelle avec ce pays.



En revanche, les représentants du gouvernement AKP n'inspirent plus confiance à leurs mentors américains parce qu'ils affichent ouvertement leur préférence pour l'antisémite moyen-âgeux qu'est [le président iranien] Ahmadinejad. En fait, le programme teinté d'islam de ce parti ne dérangeait pas trop les Etats-Unis, mais l'AKP a fini par critiquer un peu trop bruyamment ses “maîtres chrétiens”, tout en gardant un visage souriant à leur égard. L'armée turque devient dans ces condi-

tions un interlocuteur plus fiable. Elle n'est pas l'ennemie des Etats-Unis, même si elle n'a pas encore digéré l'affaire des cagoules (des officiers turcs ont été arrêtés en Irak par les Américains, qui leur ont enfilé des sacs sur la tête). C'est donc cette armée qui masse des forces à la frontière irakienne. C'est cette armée qui concentre ses troupes contre le PKK. On est donc en droit d'attendre que son action soit prise au sérieux. L'opération lancée sur la fronti-

ère irakienne porte les signes d'une détermination exceptionnelle contre le mouvement kurde. Point besoin d'être expert militaire pour en comprendre l'envergure. A l'heure actuelle, le nombre des soldats massés dans des zones stratégiques à la frontière (irakienne) est de 200 000 hommes, et les informations sur le fait que ce chiffre s'élèvera bientôt à 240 000 n'ont pas été démenties par l'état-major. Cela veut dire que les forces armées dépla-

cent presque la moitié de leurs effectifs à la frontière irakienne.

Depuis des mois, le gouvernement turc de l'AKP demande aux Etats-Unis de lui fournir des renseignements et de prendre des mesures contre le PKK, qui commence à reprendre du poil de la bête dans le nord de l'Irak. Mais ses demandes ne sont pas écoutées. Or, après la concentration des troupes dans la région sud-est, l'Amérique annonce par la bouche de Rice qu'un appui sera enfin accordé à la Turquie, notamment dans le domaine du renseignement militaire. En d'autres termes, ce salut militaire envoyé par les Américains signifie qu'ils se désolidarisent du gouvernement islamique au profit de l'armée. Un tel revirement signifie également que Washington pressent, dans un avenir proche, un accroissement du poids de l'armée en Turquie et qu'il en accepte l'idée. Si Washington est aujourd'hui d'accord pour fournir des renseignements à cette armée dont il arrêta hier les officiers pour leur enfiler des cagoules, ce n'est pas parce que l'armée turque a besoin de l'Amérique, mais c'est parce que l'Amérique comprend qu'il vaut mieux s'allier avec cette armée à laquelle on ne peut tordre le bras.

Miné Kirikkanat

▲ Dessin de Patrick Chappatte paru dans Le Temps, Genève.

Courrier
INTERNATIONAL

DU 1^{er} AU 7 JUIN 2006

LE FIGARO jeudi 1^{er} juin 2006

La Turquie, nouvelle plaque tournante énergétique

INFRASTRUCTURES
Avec plus de six mois de retard, l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan est entré en fonction.

Istanbul

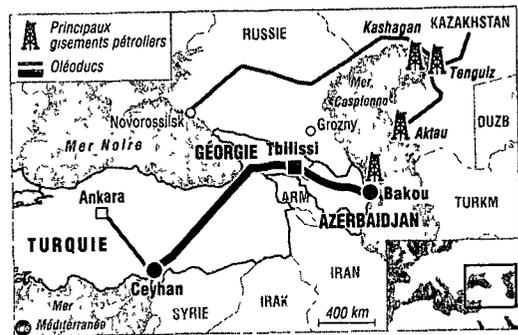
LE BRUT azerbaïdjanais n'arrive encore qu'au compte-gouttes au port turc de Ceyhan, sa destination finale. Mais le remplissage du premier tanker a commencé et le Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC) est enfin mis en service. Avec six bons mois de retard sur le calendrier initial et une construction qui a coûté 30 % de plus que prévu.

Le consortium mené par BP a dépensé plus de 4 milliards de dollars pour réaliser ce projet colossal. Long de 1 767 km, le BTC prend sa source en Azerbaïdjan, fait une boucle en Géorgie, se hisse à 2 800 mètres d'altitude dans les montagnes turques avant de parvenir à bon port sur la rive turque de la Méditerranée. « Avec cet oléoduc, la Turquie devient un corridor énergétique incontournable, se réjouit Gökmen Cöglü,

le vice-directeur turc du BTC. C'est sa place naturelle, entre pays consommateurs et producteurs. » Le passage de l'or noir de la Caspienne sur son territoire va lui rapporter jusqu'à 200 millions de dollars de taxes annuelles.

Le parcours du BTC est hautement stratégique. En évitant l'Iran et la Russie, ce tracé ouvre une nouvelle route énergétique vers l'Ouest. La Turquie tire profit de la situation chaotique au Moyen-Orient et de la guerre énergétique que se livrent les pays occidentaux et la Russie. Les Américains et les Européens ont parié sur son régime politique stable pour évacuer les hydrocarbures. « Les Etats-Unis cherchent des axes alternatifs pour assurer leur approvisionnement, explique un expert de la mission économique française à Ankara. Ils essayent de dépendre uniquement de membres de l'Otan. »

Pauvre en hydrocarbures, la Turquie tire son épingle du jeu énergétique grâce à sa position géographique unique : 70 % des réserves gazières et pétrolières



OLÉODUC. Long de 1 767 km, le BTC a coûté plus de 4 milliards de dollars.

mondiales connues se trouvent dans la région. Un gazoduc construit le long du BTC acheminera le gaz de Bakou jusqu'à la ville turque d'Erzurum début 2007. Et le Kazakhstan a annoncé qu'il allait se raccorder au BTC. L'accord, qui pourrait être signé en juin, va renforcer le corridor turc : il donne accès aux sous-sols de cette république d'Asie centrale alors que la Russie et la Chine tentent de mettre la main sur ces richesses exceptionnelles.

Coopération nord-sud

Parallèlement à cet axe est-ouest, une coopération nord-sud se développe, avec Moscou cette fois-ci. Le Blue Stream, un gazoduc sous-marin en mer Noire, fournit la Turquie en gaz depuis 2003. Ce pipeline va se prolonger par voie terrestre jusqu'à Ceyhan et une prolongation du Blue Stream pour atteindre Israël est à l'étude. « Mais la Turquie est totalement dépendante de Gazprom »,

souligne Necdet Pamir, coordinateur du think-tank Asam, le centre d'études stratégiques européennes. Un accord « take or pay » l'oblige à acheter du gaz russe pendant les vingt prochaines années. »

Candidate à l'UE, Ankara se rapproche également de l'Europe et va intégrer la « boucle gazière » voulue par Bruxelles. D'ici à la fin de l'année, l'interconnexion entre les réseaux grec et turc sera réalisée : un gazoduc reliant l'Azerbaïdjan à la Grèce, via la Turquie, entrera en fonction. L'Italie pourrait s'y raccorder. A terme, sa capacité devrait atteindre 11,5 milliards de mètres cubes par an. Enfin, à l'horizon 2015, le Nabucco transportera du gaz depuis les frontières géorgienne et iranienne jusqu'au cœur de l'Europe, en Autriche, en traversant également la Turquie. Des arguments énergétiques qui pèseront dans les négociations d'adhésion.

JEANNE LHOSTE

Turkey and Armenia explore healing raw ties

Agence France-Presse

ANKARA: Diplomats from Turkey and Armenia have held a series of exploratory talks in recent months in an attempt to normalize relations poisoned by allegations of genocide against Armenians during World War I, a Turkish Foreign Ministry spokesman said Wednesday.

Three rounds of talks have been held between deputy under secretaries of the two foreign ministries "to determine whether there is common ground on which to make progress with respect to bilateral ties," the spokesman, Namik Tan, said at a press conference here.

Preparations are under way for the next round of talks, he added.

Tan said Ankara was determined to pursue efforts to normalize relations, but said Armenia too must do its part.

"Naturally, getting a result from these efforts would depend on Armenia adopting a more flexible and constructive attitude, as well as acting in line with international law in current bilateral and regional problems," Tan said.

Ankara has refused to set up diplomatic ties with Yerevan, the Armenian capital, since the former Soviet republic gained independence in 1991 because of Armenian efforts to secure international condemnation of the 1915-1917 killings as genocide.

Armenians claim up to 1.5 million of their kin were slaughtered in orchestrated killings during the last years of the Ottoman Empire, the predecessor of modern Turkey.

Turkey categorically rejects the genocide label and argues that 300,000 Armenians and at least as many Turks died in civil strife when the Armenians

took up arms for independence in eastern Anatolia and sided with Russian troops invading Ottoman soil.

In 1993, Turkey also shut its border with Armenia in a show of solidarity with its close ally Azerbaijan, which was at war with Armenia over the Nagorno-Karabakh enclave, dealing a heavy economic blow on the impoverished nation.

Ankara wants Armenia to both abandon its campaign for the recognition of the massacres as genocide and make progress in its dispute with Baku before formal diplomatic relations can be established.

Tan explained that the recent talks were launched after an exchange of letters in April 2005 between the Turkish prime minister, Recep Tayyip Erdogan, and the Armenian president, Robert Kocharian.

In initiating the correspondence, Erdogan proposed the creation of a joint commission of historians to study the genocide allegations as a first step toward normalizing ties.

Kocharian accepted the Turkish proposal in principle, but underlined that Ankara should first unconditionally normalize relations with Yerevan.

Ankara is under pressure from the European Union, which it is seeking to join, to reopen its border with Armenia and has faced mounting calls from EU countries to address the genocide allegations.

The Armenian massacres remain one of the most sensitive periods in Turkish history despite a burgeoning debate among Turks on the issue. Several Western countries have recognized the killings of that period as genocide, much to Ankara's chagrin.

International Herald Tribune
Thursday, June 1, 2006

Point de vue

La main tendue de Washington

par Thérèse Delpech

L'administration de George W. Bush semblait la moins à même de proposer l'ouverture de discussions avec Téhéran. L'anathème lancé par Washington contre les pays de l'"axe du mal" - où l'Iran se trouvait en bonne place -, les discours sur le "*changement de régime*", le grand projet de démocratisation du Moyen-Orient, tout cela ne prédisposait guère les Etats-Unis à faire en 2006 ce qu'aucune administration n'avait osé depuis 1979, quelle que soit l'évolution politique en Iran.

Et d'ailleurs, le moment semblait particulièrement mal choisi. L'Iran dit ouvertement qu'il "*se moque*" des demandes du Conseil de sécurité ; le nouveau président iranien ne cesse de répéter qu'il veut "*razer Israël de la carte*"; il propose de faire bénéficier d'autres pays de la technologie nucléaire ; et il affiche à chaque occasion ses regrets pour la belle époque de l'ayatollah Khomeiny. Quand on y songe, Bill Clinton était en bien meilleure position pour lancer une initiative de ce type : avec le président Khatami à Téhéran et un programme nucléaire beaucoup moins avancé qu'il ne l'est aujourd'hui, les risques étaient bien moindres. Mais l'obsession des années 1990 aux Etats-Unis était le

contrat russo-iranien de la centrale de Boucheir, qui a envahi tout le champ diplomatique, et que Washington s'est finalement résolu à accepter en 2005, convaincu par les arguments des Européens.

L'ouverture diplomatique de Washington à l'égard de Téhéran le 31 mai mérite donc des explications. Elle montre en tout premier lieu que le dossier nucléaire iranien n'est pas entre les mains du Pentagone, comme on veut trop souvent le croire, mais bien du département d'Etat. Les rapports de confiance très étroits qui existent entre George Bush et Condoleezza Rice ont été décisifs. Pendant que l'on s'interrogeait sur les différentes routes que pourraient prendre les avions, sur les cibles qu'ils pourraient frapper, et sur les représailles de l'Iran à l'attaque américaine, l'initiative diplomatique gagnait du terrain depuis quelques mois.

En créant la surprise, Condoleezza Rice a aussi fait la preuve qu'elle a gagné une longue et importante bataille au sein de l'appareil d'Etat, notamment envers l'équipe du vice-président, Dick Cheney. Il y a à cela une première raison, qui est simple. Elle a convaincu le président que les Etats-Unis devaient éviter autant que faire se peut de se trouver devant le choix suivant : soit accepter une arme nucléaire iranienne, soit lancer une opération militaire - même strictement aérienne - contre l'Iran.

Accepter une arme nucléaire iranienne serait difficile après avoir dit et répété - comme l'ont d'ailleurs fait les capitales européennes - qu'un Iran nucléaire serait "*inacceptable*". Or les échéances se rapprochent. L'Iran ne cesse depuis le début de l'année de fournir des preuves non seulement de sa volonté - mais peut-être aussi de sa capacité - d'aller plus vite qu'on ne le croyait jusqu'alors. Les centrifugeuses sont assemblées à un rythme qui rend crédible la présence à Natanz de 3 000 machines à la fin de cette année, et le temps nécessaire pour produire la quantité nécessaire à un engin serait alors d'un an supplémentaire. Certes, la matière fissile n'est pas tout pour une arme nucléaire, mais

c'est la partie la plus délicate. Dans ces conditions, les prévisions américaines d'une arme nucléaire "dans cinq à dix ans" doivent être revues à la baisse.

Mais si l'acceptation d'un Iran nucléaire est exclue en raison de ses conséquences régionales et internationales, il ne reste guère que deux solutions pour Washington : retarder le programme en obtenant la suspension de l'enrichissement - par un "deal" ou des sanctions -, ou préparer une attaque, la seconde branche de l'alternative que Washington souhaite éviter. Après l'Afghanistan et l'Irak, ce serait en effet la troisième intervention militaire des Etats-Unis, et le soutien du Congrès, indispensable, est loin d'être acquis. Dans ces conditions, gagner du temps présente de réels avantages.

La seconde explication est qu'il s'agit là pour Washington de la seule façon de démontrer aux Américains, démocrates ou républicains, mais aussi aux grands acteurs de cette crise, que tout a été tenté pour faire revenir Téhéran à la raison, y compris l'offre, jusqu'alors impensable, d'un dialogue direct. Si l'Iran souhaite parler à Washington, comme il l'a prétendu dans une lettre il est vrai plus insultante qu'engageante, autant le prendre au mot. Et si Téhéran ne saisit pas l'offre qui lui est faite, Washington pourra espérer obtenir enfin de Moscou et de Pékin un soutien pour des sanctions graduées. Ce dernier objectif est transparent. Il explique le moment choisi pour l'annonce américaine, juste avant une réunion à Vienne sur les incitations économiques, commerciales, énergétiques et politiques que les Européens étaient prêts à faire à Téhéran, mais aussi en cas de refus sur les sanctions.

Cette stratégie a payé. D'emblée, avant même la tenue de cette réunion capitale, les Etats-Unis ont reçu le soutien de Moscou, de Pékin, mais aussi de Mohamed ElBaradei, le directeur général de l'AIEA. Et les résultats annoncés le 1^{er} juin à Vienne sont inespérés : les cinq membres permanents et l'Allemagne sont parvenus à un accord sur la base de l'approche européenne : incitations et sanctions. Nul doute qu'un tel résultat eût été impossible sans l'initiative du département d'Etat.

Washington a donc choisi une voie où il ne pouvait guère perdre. Ou bien l'Iran fait enfin ce qui lui était demandé depuis des mois et revient à la suspension de toutes ses activités d'enrichissement et de retraitement, et c'est une incontestable victoire, ou bien Téhéran maintient sa position intransigeante, et l'accord sur les sanctions permet désormais d'exercer une vraie pression.

Les premières réactions en Iran ont été négatives, mais il faut laisser la réflexion faire son oeuvre. Car personne ne peut ignorer à Téhéran que les activités dont il est question n'ont aucune justification civile : même en admettant que l'uranium enrichi de Natanz ait pour objectif de fournir du combustible à l'unique centrale qui se trouve sur le sol iranien - celle de Boucheir de conception russe -, les codes russes seraient indispensables pour le faire. Or personne n'envisage à Moscou de procurer ces codes à Téhéran. En refusant l'offre qui lui est faite, Téhéran avouerait donc ouvertement son ambition militaire. Si les Iraniens ont une sensibilité bien compréhensible à l'exercice de leurs "droits" au nucléaire civil - que personne ne leur dénie, pas même les Etats-Unis -, il est beaucoup moins sûr qu'ils soutiendraient un projet militaire qui ne leur a jamais été révélé et qu'ils risqueraient de payer cher, au moment même où ils attendent une amélioration de leurs conditions de vie. En outre, après avoir si souvent répété que l'arme nucléaire était contraire à l'islam, comment expliquer le choix de la produire ?

Personne ne sous-estime l'intelligence tactique de Téhéran. Mais à malin, malin et demi. Dans la partie de poker qui se joue sur le programme nucléaire iranien, l'avantage semble être passé le 1^{er} juin dans le camp adverse. Pour combien de temps ?

Iran Uppity minorities

TEHRAN

Unrest in the provinces is rattling the government at the centre

THE Islamic Republic's culture minister is under the cosh for reacting tardily to last month's publication of a cartoon, showing a cockroach speaking Azeri Turkish, which sparked rioting across Iran's Azeri-dominated north-west (see map). Members of the Majlis, Iran's parliament, have threatened to impeach Mustafa Pourmohammadi, the interior minister, for failing to stem lawlessness in the part-Baluch south-east. Cast an eye over western Iran's troubled Kurdish and Arab regions and you may concur with Rahim Shahbazi, an Azeri nationalist based in America, who calls ethnic strife a "nuclear bomb that will blow away the Iranian regime".

Several days of protests by Iranian Azeris peaked on May 25th, when four demonstrators were killed in the part-Azeri town of Naghadeh. Many Azeris, the biggest minority in a country dominated by ethnic Persians, had not been placated by the banning of the government-owned newspaper in which the offending cartoon appeared, nor by the arrest of the cartoonist and an editor. The killings were only fleetingly acknowledged by the authorities. An official account was hastily withdrawn from the newswire where it was posted.

Iran's Azeris, (perhaps 16m-strong in a population of 70m-plus) are mostly Shia Muslim and have not, compared to Sunni

minorities, done badly out of the (Shia) Islamic Republic. Though schooling in Azeri is not permitted and the constitution bans private broadcasting in any language, intermarriage with Persians is widespread

and Azeris are well represented in Iran's trading and bureaucratic elite. From the supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei (himself of Azeri origin) downwards, Iranian officials have blamed the recent unrest on foreign "enemies".

At a time when the American government is looking for Iranian opposition groups to support, many Iranians believe such claims. Some Azeri nationalists in neighbouring Azerbaijan and others in America used the internet, radio and television broadcasts to incite protesters during the unrest. By contrast, neighbouring Turkey, which also casts a protective eye over its cousins in Iran, kept mum.

Turkey's restraint is partly due to shared interests. Kurdish minorities straddle the border. Emboldened by the autonomy now enjoyed by Iraq's Kurds, and dispirited by their own nationalist parties, some Iranian Kurds were thrilled last year when Abdullah Ocalan, the jailed leader of Turkey's Kurdish rebel movement, called for a region-wide confederation. Since then, according to Kurds from Sanandaj, the capital of the Iranian province of Kurdistan,



scores of recruits have crossed into Iraq to join the Party for Free Life in Kurdistan (PJAK), an Iranian subsidiary of Mr Ocalan's Kurdistan Workers' Party (PKK). Both groups are based in northern Iraq.

Iranian Kurds, especially the Sunni majority, complain that discrimination hurts their promotion chances in the local bureaucracy. In the words of a prominent Iranian Kurdish academic, they "loathe" the state's pro-government Kurdish-language television station. Many Kurds tune in to Roj TV, which carries PJAK propaganda.

The PJAK's popularity has gone up since a Kurdish criminal suspect died at the hands of Iran's security forces last summer, causing much rioting. A Kurdish group says the security forces killed ten demonstrators in a single incident in February.

The Turks were unbothered by Iran's bombardment of suspected PJAK positions in Iraq last month. The Iranians have handed over captured PKK fighters to the Turks, and both countries recently massed troops near the border where Turkey, Iran and Iraq all meet. No government thinks it can seal these mountain border areas, a paradise for smugglers. But the Turks and Iranians aim to intimidate the PKK's Kurdish hosts in Iraq and their American overlords into reining in Mr Ocalan's cohorts.

From one side to the other

At the opposite end of the country, along Iran's border with Afghanistan and Pakistan, the security forces are also being stretched—by dozens of bandit groups and particularly by the savagery of Abdolmalek Rigi, a young Baluch who kills in cold blood in the name of his vaunted ideals, Sunni Islam and Baluchi nationalism. Iran has 4m-plus Baluchis.

Last winter, Mr Rigi's Jundullah, or Soldiers of God, kidnapped nine Iranian sol-



Azeris calling for more rights

diers, one of whom they later killed. In March, they held up a convoy and slaughtered 22 people, including officials in the provincial administration of Sistan and Baluchistan. Last month, a similar raid, for which Mr Rigi did not claim responsibility, killed 12 people.

Mr Rigi, who is given publicity by some Arabic TV stations, denies that he trafficks in any of the Afghan opiates that traverse the region in vast quantities; his motives, he insists, are political. According to Mr Pourmohammadi, he flees into Pakistani Baluchistan, where President Pervez Musharraf is struggling to put down an insurgency of his own, with impunity.

In the case of Mr Rigi's attacks, and a series of bomb blasts over the past year in the part-Arab province of Khuzestan, which borders southern Iraq, the Iranians at first blamed the British and Americans—

without offering proof. Moreover, the Iranians' lightning response to such atrocities does not suggest painstaking detective work. Not all Iranians were convinced, for

instance, by the broadcast confessions of two Arabs later executed for alleged involvement in the blasts in Khuzestan, home to some 2m Arab Iranians. Mr Rigi has appeared on foreign channels to rebut Iranian claims that he has been killed.

Amid daily boasts of captures, deaths and brilliant punitive operations, Iranian officials never admit the role of chronic unemployment and poverty, not to mention Iran's institutionalised distrust of minorities, in stoking the unrest. In Sanandaj, for instance, university graduates may find themselves choosing between manual labour and a life in the hills with PJAK. "Is it surprising", the academic asks, "that some choose the latter?" It certainly deters would-be investors. Rio Tinto, an Anglo-Australian mining company, recently said it was withdrawing from a gold-mining project in Kurdistan.

"In these cases of minority unrest," observes a seasoned diplomat from a country bordering Iran, "you see the effects of America's invasion of Afghanistan and Iraq." Sandwiched between countries in a

state of flux, whose own minorities sense an opportunity, Iran's border areas are vulnerable. Crucially, though, the instability has yet to affect Iran's populous central areas, where Persians are a big majority.

In a fractious discussion among Iranian exiles last winter at the American Enterprise Institute, a right-wing think-tank in Washington, it was plain that Iran's mainstream opposition groups are as hostile to minority irredentism as the Islamic Republic is. For all the unrest around its edges, Iran's heartland remains strong, centralised, and unsympathetic to uppity minorities. Iran's nuclear bomb, if it comes, is unlikely to be aimed inwards. ■

David Brooks

A good move on Iran

WASHINGTON

For the past few months, Mahmoud Ahmadinejad has seemed so pleased with himself. He's been popping up here and there spouting off about exterminating Israel with the air of a man who thinks he has the world over a barrel — who feels himself fully on the offensive and in control.

But that changed on Wednesday, when Condoleezza Rice announced her willingness to talk with Iran about nukes so long as Iran suspended its enrichment program first. As Robert Kagan of the Carnegie Endowment notes, in a swoop the United States has put itself back in front of events. It's taken the initiative away from Ahmadinejad and Vladimir Putin, and it's created a series of problems for Tehran.

What Rice did was set off a chain of events that could lead to a UN resolution on Iranian sanctions as early as July. Diplomats, book your New York hotel rooms today.

Wednesday's policy shift really began in late April, as Rice returned from a visit to Baghdad and decided it was time to bring the dispute with Iran to a head. The European Union negotiations were dissolving into disharmony and confusion. There were some indications that Iran was accelerating its nuclear program. It was clear that Iran was winning.

Rice decided to shake things up. What she had to do, to borrow the metaphor of one senior administration official, was to take the cue ball and smash it into all the other balls on the table, and so open up room for future maneuvering.

This in itself was a gutsy maneuver, for in deciding to get so active she was essentially betting her career on her ability to deal with Iran.

Quickly, President George W. Bush and Rice agreed upon a course of action that was neither passivity nor bombing. They decided to accelerate the diplomatic process. They did this with no expectations that Iran would agree to negotiate away its nuclear program. There are no optimists in this ad-

ministration about the prospects for diplomacy (though there are varying degrees of pessimism).

Instead, Bush and Rice concluded that it was necessary to exhaust diplomatic alternatives, in order to make international sanctions possible later. The United States had to remove everybody else's excuses for inaction.

Bush and Rice told their European and Chinese allies they would be willing to talk with Iran so long as it was in a group, so long as the Iranians suspended their enrichment program, so long as the Europeans agreed to really stick by this precondition, and so long as the Europeans, Russians and Chinese agreed in writing to a menu of sanctions to be imposed if talks never got off the ground.

Reaching agreement on all this was no easy task. And there are some who wonder if the United States could have persuaded the Europeans to accept even tougher sanctions.

The allies have agreed that if diplomacy fails they will jointly separate Iranian banks from the world banking system and choke off Tehran's access to reserve currencies. But there is no mention of an oil or gas embargo. Dennis Ross, the former Clinton envoy, who supports the administration's course, suggests that Iran will not fundamentally rethink its policy unless it is convinced that the United States is so determined to prevent Iran from getting the bomb that it is willing to impose pain on itself.

Still, the accomplishments over the past few weeks have been impressive. Bush and Rice have created a coherent policy. They have organized the Europeans, Russians and Chinese around that policy. They have put Iran on the defensive, and forced the different factions in the regime to argue about what sort of country they wish to become. (Wednesday's public blast from Tehran was anticipated and discounted.)

Even the rollout was masterful. I called experts around the world on Wednesday afternoon, and all of them seemed to have just gotten off the phone with a senior administration official (or two), and all were positive about what had been achieved.

It's still hard to believe the international community can really get its act together. (Have the United States and the Russians and the Chinese really forged an agreement on sanctions, or just fudged their differences?) But this display of competence causes me to remember that over the past several weeks this administration has done a number of things well (the nominations of Michael Hayden and Henry Paulson, to name just two). Maybe there's life in this presidency yet.

June 2, 2006

INTERNATIONAL
Herald Tribune

Nucléaire Américains, Européens, Russes et Chinois vont présenter une proposition commune à Téhéran

Accord entre les puissances sur une offre à l'Iran

Après huit heures de discussions apparemment difficiles, à Vienne, en Autriche, les ministres des affaires étrangères des cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, rejoints par leur homologue allemand et le chef de la diplomatie de l'Union européenne, Javier Solana, se sont accordés, jeudi 1^{er} juin, pour présenter une série d'offres à l'Iran, visant à pousser ce pays à renoncer à ses activités nucléaires controversées. Celles-ci sont soupçonnées d'avoir des visées militaires.

La communauté internationale a ainsi fait une démonstration d'unité face au régime iranien, tandis que les Etats-Unis s'attachent à obtenir le consentement de la Russie et de la Chine à une action ferme du Conseil de sécurité, dans les semaines ou les mois qui viennent, au cas où l'Iran n'obtempérerait pas.

De strictes consignes de discrétion ont été convenues entre diplomates à Vienne, et peu de détails ont filtré sur le contenu exact du texte qui sera soumis à Téhéran les jours prochains. La secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice, avait souligné, avant cette réunion, qu'il s'agirait à la fois de mesures incitatives et de menaces de sanctions, en cas de refus iranien.

Mais la déclaration faite à l'issue de la rencontre de Vienne par la ministre britannique des affaires étrangères, Margaret Beckett, ne contient pas le mot « sanc-

tions ». « Nous sommes convenus d'une série de propositions de grande portée comme base de discussions avec l'Iran, a-t-elle dit. Nous sommes prêts à reprendre les négociations si l'Iran en revient à la suspension de toutes les activités liées à l'enrichissement et au retraitement [d'uranium], et nous suspendrions alors également les actions du Conseil de sécurité. » En cas de rejet de l'offre par l'Iran, « d'autres mesures devront être prises par le Conseil de sécurité », a-t-elle ajouté.

Des diplomates indiquent que Téhéran disposera de plusieurs semaines pour étudier l'offre. Celle-ci, selon une version qui circulait entre les capitales à l'approche de la réunion de Vienne, prévoit notamment la mise en place d'un consortium international fournissant à l'Iran des réacteurs nucléaires à eau légère, des garanties pour la fourniture de combustible nucléaire, et une coopération dans les domaines économique et aéronautique. En échange, l'Iran soumettrait ses installations nucléaires à des vérifications inopinées et élargies de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). En cas de refus, un éventail de menaces est brandi, allant des interdictions de visa à un embargo sur les ventes à l'Iran de produits pétroliers raffinés et d'armes (ce dernier point étant difficile pour la Russie). Moscou et Pékin ont poussé ces dernières semaines pour que tout passage à des sanctions relève de résolu-

tions ultérieures à l'ONU, se réservant ainsi une position de repli.

La condition de base au moindre accord avec l'Iran, c'est-à-dire la suspension complète de ses activités d'enrichissement, reste un important point d'achoppement. L'Iran refusait ces derniers jours de reculer en quoi que ce soit, parlant d'un « droit naturel » à enrichir.

Centrifugeuses à vide

Des experts indiquent toutefois que Téhéran pourrait jouer sur une ambiguïté : depuis plusieurs semaines, les 164 centrifugeuses reliées en cascade dans l'usine de Natanz – une réalisation qui avait permis à l'Iran de se proclamer membre du « club nucléaire » – ne fonctionneraient qu'à vide, c'est-à-dire sans enrichir. Cet aspect, qui montre, selon l'analyste français Bruno Tertrais, que l'Iran « n'est pas encore passé maître dans l'art de l'enrichissement », pourrait être mis en avant par Téhéran comme base de compromis.

Selon le ministre allemand des affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, la Russie et la Chine – après les Etats-Unis, qui se sont déclarés mercredi prêts à dialoguer avec l'Iran – pourraient, en cas de percée, devenir partie prenante des négociations, lancées à l'origine par les Européens, en 2003. Les pourparlers avec Téhéran se feraient ainsi dans un format « à six », non sans rappeler le cas nord-coréen. ■

NATALIE NOUGAYRÈDE

Pour Israël, le revirement américain vise à épuiser la voie diplomatique

JÉRUSALEM

CORRESPONDANT

Les autorités israéliennes suivent avec une attention toute particulière le dossier du nucléaire iranien, qui est devenu la menace principale pour le pays depuis le renversement de Saddam Hussein en Irak en 2003. Visées depuis plusieurs mois par les déclarations répétées du président iranien Mahmoud Ahmadinejad, qui estime que l'Etat juif doit être « rayé de la carte », elles ont pourtant réagi favorablement à l'initiative américaine de se joindre aux négociations menées par les Européens pour tenter de dissuader l'Iran de se doter de la bombe atomique.

L'annonce américaine a tout d'abord été l'occasion de souligner, pour les proches du premier ministre Ehoud Olmert,

sa grande proximité avec l'administration américaine, puisque ce dernier ainsi que la ministre israélienne des affaires étrangères, Tzippi Livni, auraient été prévenus du revirement des Etats-Unis quelques

instants avant son annonce par la secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice. Les journaux israéliens ont rapporté, jeudi 1^{er} juin, qu'au cours de sa première visite comme premier ministre à Washington, la semaine précédente, M. Olmert aurait reçu la promesse du président George Bush que « l'Iran n'aura pas la bombe, point final ».

Sur le fond, Israël, qui reste pour l'instant la seule puissance nucléaire non officielle du Proche-Orient, ne doute pas en effet que l'initiative américaine a moins pour objectif de renouer avec l'Iran, sur le modèle des négociations fructueuses conduites avec la Libye, que d'épuiser la voie diplomatique afin de lever les réticences de la Chine et de la Russie lorsque l'échec du dialogue aura été constaté et qu'il cédera la place aux menaces de sanctions. Le « père » du programme nucléaire israélien, Shimon Pérès, estimait, en mai, que les Iraniens ne prendront au sérieux la communauté internationale que lorsqu'elle sera « unie ».

Le revirement de Washington est jugé « tactique » et n'aurait comme seul objec-

tif que de faire la preuve que les Occidentaux ne peuvent pas compter sur un « partenaire » iranien. La conviction de l'inefficacité de la seule diplomatie face à l'Iran est ancienne. En dépit de déclarations sporadiques vantant sa capacité de rééditer le raid lancé en 1981 contre la centrale nucléaire irakienne d'Osirak, Israël n'a pourtant cessé de soutenir les efforts déployés depuis 2003 par les Européens.

Le dossier iranien a d'ailleurs constitué un élément important du rapprochement avec la France, après quelques années de relations aigres-douces. Israël estime à présent que la présence de Washington dans les négociations, à qui les autorités israéliennes s'en remettent compte tenu du poids que représente l'Iran, permettra de gagner du temps. Selon le quotidien populaire *Yedioth Aharonoth*, les Américains sont moins disposés que les Européens à « prendre des vessies pour des lanternes » et ils sont plus en mesure de placer les Iraniens face à leurs responsabilités. ■

GILLES PARIS

Mais qui gouverne à Téhéran ?

Plusieurs instances interviennent dans les décisions. Même s'il a du poids, le président Ahmadinejad n'est pas libre de ses mouvements.

SHARGH (extraits)
Téhéran

Tout Iranien qui rencontre un journaliste étranger est sommé d'expliquer comment fonctionne le "pouvoir en Iran". Pour ma part, devant l'impossibilité de décrire la structure du pouvoir en quelques mots, je me contente de rappeler le "droit indé-niable de l'Iran d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques". Car, s'il est difficile de répondre à cette question, elle n'en est pas moins pertinente. Si on la posait à propos de pays tels que l'Allemagne, le Japon ou les Etats-Unis, la réponse pourrait être assez précise. La réponse à cette question ne poserait pas non plus trop de difficultés s'il s'agissait d'un régime non démocratique, comme l'Arabie Saoudite, le Soudan, la Syrie, ou la Chine. Dans ces pays, le pouvoir est aux mains du roi, de l'émir, d'un leader "révolutionnaire" ou d'un président à vie... Mais l'Iran n'appartient à aucun de ces deux groupes. On peut y trouver, d'une part et à un certain degré, la présence d'un Etat de droit et d'institutions propres à la démocratie de type occidental, et, d'autre part, de nombreuses similitudes avec les régimes radicaux du tiers-monde. Si nous regardons de plus près la distribution

du pouvoir sous les trois derniers présidents élus du pays depuis dix-sept ans [Rafsanjani, Khatami, Ahmadinejad] nous comprenons mieux la complexité de la situation iranienne. Selon la Constitution, le président occupe hiérarchiquement la deuxième place au sein du régime après le guide suprême [l'ayatollah Khamenei est guide suprême depuis 1989]. Mais la façon

dont ce pouvoir est partagé varie tellement d'un président à l'autre qu'on se demande si nous ne sommes pas dans des régimes différents. Hachemi Rafsanjani [qui a rempli deux mandats de 1989 à 1997] semblait incontestablement détenir beaucoup de pouvoir. En fait, ce n'était pas le cas. Face à plusieurs instances, comme le Parlement ou le Conseil des gardiens, Rafsanjani devait plier. Si Rafsanjani jouissait, au moins au début de son mandat, d'une certaine puissance, Mohammad Khatami (1997-2005) était moins bien loti. Le pouvoir de Rafsanjani trouvait sa source dans les institutions liées au régime, alors que celui de Khatami venait de sa popularité et du soutien des populations citadines éduquées : jeunes, femmes, étudiants, intellectuels. Durant les trois premières années de son mandat, il avait pour lui la puissante artillerie que sont les médias réformateurs, et il a conservé ce soutien après l'interdiction massive par la justice - détenue par les conservateurs - de dizaines de journaux réformateurs. Il avait aussi pour lui la bureaucratie héritée de l'époque de Rafsanjani. Alors que Rafsanjani n'a reçu aucun soutien des trois Parlements qui ont été élus au cours de son mandat, Khatami, lui, a été continuellement soutenu par un Parlement majoritairement réformateur. En échange, il a souffert de l'animosité que nourrissaient envers lui le Conseil des gardiens de la Constitution et d'autres puissantes instances.

UNE SITUATION JAMAIS VUE SOUS LES DEUX DERNIÈRES PRÉSIDENCES

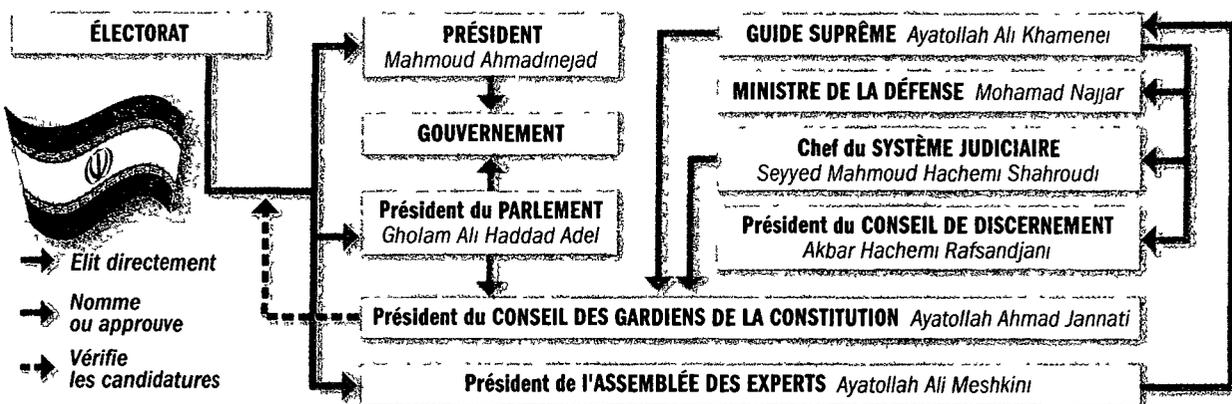
Le président Mahmoud Ahmadinejad (en poste depuis août 2005) est issu des instances conservatrices du pouvoir. L'ensemble des fondamen-



talistes, à l'intérieur comme à l'extérieur du Parlement, s'alignent derrière lui. Il a réuni tous les centres du pouvoir : le Conseil des gardiens [présidé par l'ayatollah Ahmad Jannati], la majorité parlementaire, le pouvoir judiciaire, la télévision, la radio et la presse écrite, les imams des prêches du vendredi... Il n'est obligé de composer avec personne. Il ne se voit pas contraint, comme Rafsanjani, de faire marche arrière sur plusieurs sujets, ou, comme Khatami, d'occuper souvent la direction de façon passive et impuissante. On peut donc estimer que le pouvoir est désormais unifié, et concentré dans les mains des conservateurs. Aussi peut-il sembler facile de répondre à la question du journaliste étranger. Mais la réalité est plus complexe. Les premiers

Institutions SOUMISES À UN PROCESSUS ÉLECTORAL

Institutions NON SOUMISES À UN PROCESSUS ÉLECTORAL



Les rouages du pouvoir iranien

DU 1^{er} AU 7 JUIN 2006

Courrier INTERNATIONAL

Source : BBC

une caricature jugée offensante est publiée dans un quotidien officiel, il est assez logique que cela provoque des mouvements de contestation.

Néanmoins, pour nombre d'observateurs, la population d'Azerbaïdjan, à l'instar de celle des autres régions du pays, supporte de moins en moins la politique générale de la République islamique. Dans ces conditions, toutes les occasions sont bonnes pour contester le régime et faire entendre sa colère. Les autorités iraniennes attribuent, elles, les raisons de ces soubresauts ethniques à l'intervention des ennemis exté-

rieurs de l'Iran, en particulier les Etats-Unis et le Royaume-Uni, qu'elles accusent de vouloir fomenter des troubles à caractère ethnique afin d'affaiblir le pays de l'intérieur, dans la perspective des négociations sur le nucléaire. La presse conservatrice s'est ainsi vivement élevée contre le fait que les bureaux du quotidien *Iran* ont été incendiés dans plusieurs villes de l'Azerbaïdjan iranien. On pourrait rétorquer que c'est parce que le régime ne tolère de toute façon pas les manifestations pacifiques. Depuis l'instauration de la République islamique, la

population n'a pas appris des autorités politiques d'autre façon de manifester. En effet, chaque fois que le régime a voulu exprimer son opposition sur tel ou tel sujet, il a encouragé ses partisans à commettre des actes violents. Les récentes manifestations organisées à Téhéran pour protester contre les caricatures insultant le Prophète publiées au Danemark en sont un bon exemple.

Sadeq Saba

■ Pluriethnique

"L'Iran est une nation dont les diverses composantes sont interconnectées", écrit Shargh.

Le quotidien souligne, en réaction aux manifestations de Tabriz, l'apport des Azéris comme

ciment de la nation iranienne. *"Les Kurdes, les Azéris, ou les Turkmènes participent tous de l'identité nationale iranienne. L'Iran, sans l'Azerbaïdjan [iranien], ne serait pas l'Iran."*

■ Ahwaz ou Khuzestan

"Situé dans le sud-ouest de l'Iran, l'Ahwaz ou Khuzestan - selon le terme persan désignant cette région - est aujourd'hui l'une des provinces iraniennes les plus

pauvres, bien que son sol regorge de pétrole. En effet, depuis son annexion par l'Iran en 1925, la région est injustement exploitée, et les Arabes d'Ahwaz, qui représentent près de 8 % de la population

iranienne, vivent dans la misère. Le gouvernement iranien encouragerait les persophones à s'installer sur des terres confisquées aux paysans arabes", rapporte L'Orient-Le Jour.

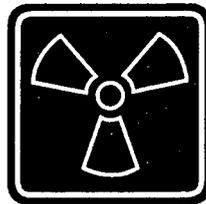
ECLAIRAGE

Ankara face au dilemme de la bombe iranienne

Pour des raisons économiques et politiques, la Turquie ne peut pas se permettre une rupture avec Téhéran, estime un universitaire d'Istanbul.

Les relations irano-turques ont fait bien du chemin depuis l'époque où un conflit idéologique opposait les deux pays. Dans les années 1990, l'Iran savait à merveille exploiter l'islam politique et le problème kurde, alors que l'un comme l'autre constituait une menace pour Ankara. De son côté, la Turquie se sentait très vulnérable aux ingérences iraniennes. Aujourd'hui, la situation a changé du tout au tout. La Turquie se sent bien plus confiante envers l'Iran, tant économiquement que politiquement. L'Iran est pour la Turquie un important fournisseur de pétrole et de gaz, tandis qu'Ankara mise sur le développement de ses exportations vers l'Iran et sur l'accroissement du rôle des entreprises turques dans l'économie iranienne. La Turquie permet toujours aux Iraniens d'entrer sans visa sur son territoire, attirant ainsi plus de 1 million de visiteurs par an.

Face à Ahmadinedjad, le nouvel homme fort de Téhéran, la Turquie doit désormais poursuivre les relations pragmatiques qui se sont nouées entre les deux pays du temps de l'ancien président iranien, Mohammad Khatami. Ankara va devoir prendre position sur la politique nucléaire iranienne, sans perdre de vue les aspects économiques. L'Iran constitue un marché en pleine expansion, que la Turquie ne veut pas perdre. En effet, sans les échanges commerciaux avec l'Iran, Ankara ne serait guère en mesure d'honorer sa facture énergétique. La dépendance vis-à-vis du gaz naturel iranien représente un autre aspect de la question. Cet hiver, le gouvernement turc a eu un aperçu de ce que signifiait la rupture, même brève, des approvisionnements iraniens. Résultat, pendant un jour ou deux, l'industrie turque n'a plus été approvisionnée et les autorités ont failli plus d'une fois couper le gaz aux foyers des grandes villes, alors même que des tempêtes de neige



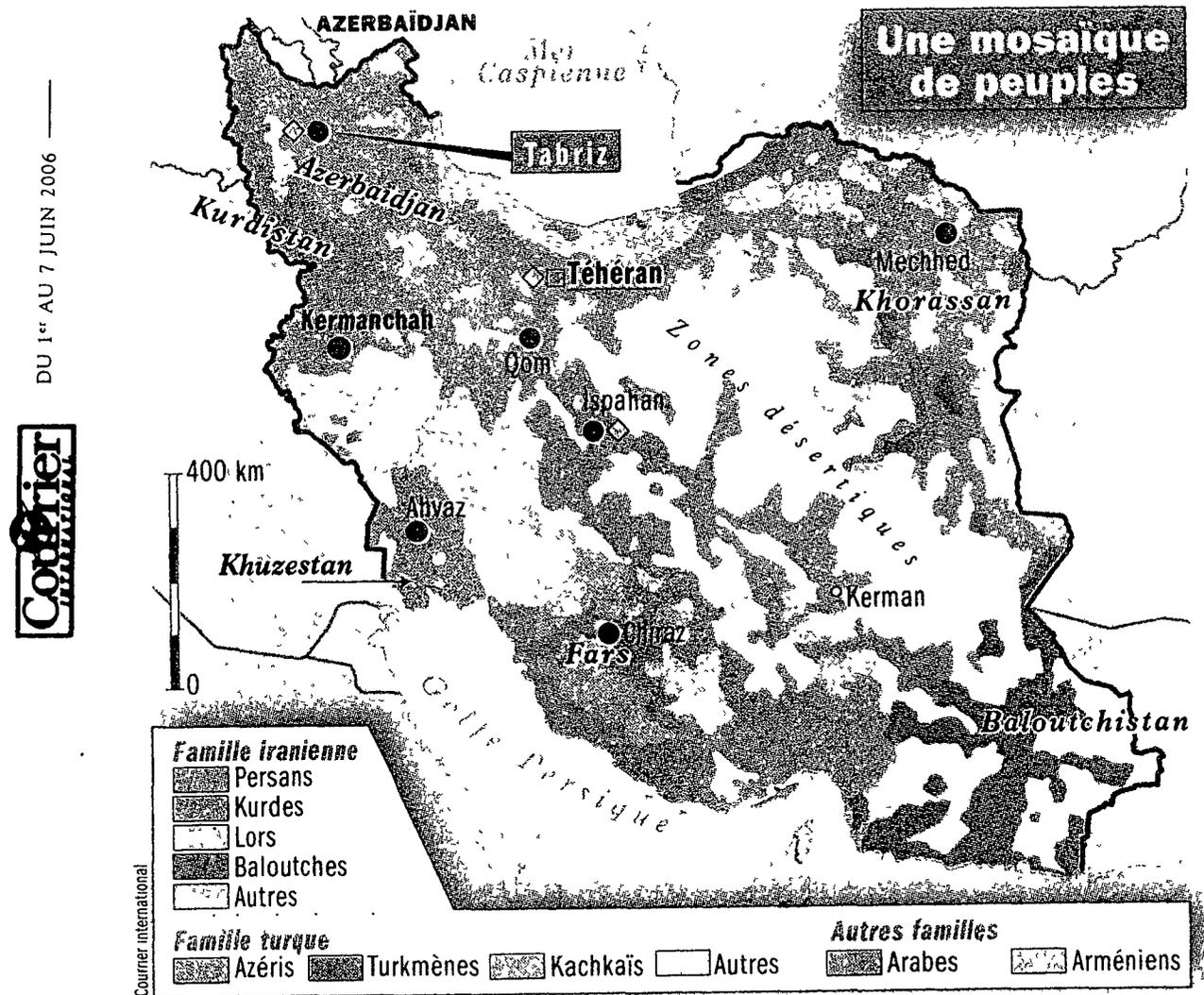
faisaient rage. On le voit, cette vulnérabilité énergétique, en particulier vis-à-vis de l'Iran, pèse lourd sur les relations irano-turques. Il est clair que la volonté de Téhéran de se doter de l'arme nucléaire entraîne des risques en termes de sécurité, et c'est là une préoccupation majeure pour les décideurs turcs. Le ministre des Affaires étrangères turc l'a souligné à maintes reprises, et les médias ont longuement débattu des conséquences qu'aurait une arme nucléaire iranienne sur la sécurité turque et régionale.

Dans la crise actuelle, Ankara craint non seulement les conséquences économiques et politiques des sanctions contre l'Iran, mais aussi une intervention militaire, qu'elle soit unilatérale ou multilatérale. Le gouvernement a affirmé clairement qu'il ne soutiendrait aucune initiative politique unilatérale, notamment militaire. Car une intervention américaine s'accompagnerait de fortes pressions sur la Turquie pour qu'elle coopère, ce qui placerait Ankara

dans une situation impossible. Premièrement, l'actuel gouvernement ne pourra qu'être sensible à la solidarité de ses électeurs à l'égard d'un nouveau pays musulman attaqué. Car, vu la situation en Irak, l'opinion publique turque verrait dans toute intervention unilatérale l'expression de l'impérialisme américain. Deuxièmement, une intervention militaire entraînerait une hausse astronomique des prix du pétrole, ce qui serait fortement préjudiciable à l'économie turque, dont les performances sont jusqu'à présent l'un des points forts de l'actuel gouvernement. Troisièmement, toute la région risque de basculer dans de graves troubles politiques, qui pourraient avoir de sérieuses répercussions sur la démocratie en Turquie. Autant dire que la Turquie est confrontée à un vrai dilemme. D'une part, un Iran nucléaire est une vraie menace, une source d'instabilité. D'autre part, l'imposition de sanctions à l'Iran, sans parler même d'une intervention militaire, nuirait à l'économie et aux intérêts politiques de la Turquie.

Kemal Kirisci, *The Daily Star* (extraits), Beyrouth

Crispation ethnique dans les régions



La publication dans un journal officiel d'une caricature représentant un Azéri en cafard a suscité un tollé au sein de cette communauté.

BBC PERSIAN
Londres

Mohammad Hossein Safar Harandi, ministre iranien de la Culture et de la Guidance islamique, dont le ministère est l'éditeur d'*Iran*, le quotidien officiel mis en cause pour la publication d'une caricature antiazérie, est apparu à la télévision et a demandé pardon à la population d'Azerbaïdjan [le dessin représente un cafard prononçant en langue azérie la question : "Quoi ?"]. Le caricaturiste d'*Iran* ainsi que le rédacteur en chef du supplément concerné ont été arrêtés et le journal a vu sa diffusion stoppée. Dans ce contexte, on est amené à s'interroger sur les raisons de l'ampleur de la réaction qui

s'est manifestée dans les rues de Tabriz. La colère des milliers d'Azéris qui sont descendus dans la rue à Tabriz s'explique-t-elle seulement par le sentiment d'humiliation que cette caricature aurait provoquée chez eux ou bien s'agit-il du signe d'un mécontentement général de la population vis-à-vis du régime ?

Ces événements font en tout cas suite à des troubles assez semblables qui se sont produits dans d'autres régions du pays habitées par des minorités ethniques et/ou religieuses. En effet, ces derniers mois, on a constaté une hausse des actions de guérilla menées par des Baloutches. Lors de deux actions menées séparément sur des routes de la province du Baloutchistan et dans la région de Kerman (à l'ouest du Baloutchistan), pas moins d'une quarantaine de personnes ont été tuées. Le Khuzestan (sud-ouest), où vit une forte minorité d'Arabes iraniens, est secoué depuis plusieurs mois par des attentats à la bombe qui ont fait plusieurs victimes. Les villes du Kurdistan iranien, y compris la grande cité de Kermanschah, ont aussi été le théâtre d'événements violents. Enfin, dernièrement, la caricature jugée insultante par les

Turcs azéris a donc suffi pour provoquer à Tabriz des manifestations de masse et des affrontements avec la police.

Il est toutefois difficile d'affirmer que les raisons du mécontentement qui se manifestent chez les minorités d'Iran ont toutes les mêmes causes, car les Azéris occupent une place spécifique sur l'échiquier iranien. En effet, il y a en Iran à peu près 25 millions d'Azéris sur une population totale de 70 millions d'habitants. Les Azéris sont très présents au sein de l'appareil d'Etat et de l'armée. Ils détiennent une grande partie du grand bazar de Téhéran. De nombreux écrivains, poètes et savants iraniens sont originaires d'Azer-

baïdjan. On pourrait donc en conclure que les Azéris sont parfaitement intégrés à la société iranienne. Même si l'Azerbaïdjan iranien comprend des zones pauvres, il n'en reste pas moins que cette province n'est pas aussi démunie que le Kurdistan, par exemple. Toutefois, malgré leur poids dans la société, les Azéris, y compris certains intellectuels, se disent victimes d'une discrimination culturelle et apprécient assez peu les nombreuses blagues que les persanophones d'Iran racontent à leur sujet. Dans la mesure où

couacs se sont fait entendre quand Ahmadinejad a présenté son nouveau cabinet devant le Parlement. Khatami, qui n'avait même pas le quart du pouvoir d'Ahmadinejad, avait pu obtenir le vote de confiance pour des ministres jugés controversés par les conservateurs. Mais, aujourd'hui, le puissant président qu'est Ahmadinejad a dû batailler pendant plusieurs mois pour faire accepter ses ministres, en particulier celui du Pétrole [après avoir refusé trois prétendants, le Parlement a accepté de nommer Kazem Vaziri-Hamaneh à ce poste]. Certains parlementaires ont déclaré que, s'ils avaient su que leur prési-

dent favori allait se comporter de cette manière, ils ne lui auraient pas accordé leur confiance. Le souvenir de ces tensions était encore vif dans les esprits que le Parlement et le gouvernement se sont retrouvés à nouveau en conflit à propos du budget, et Ahmadinejad s'est vu contraint de faire des concessions. Même le fait d'autoriser les femmes à pénétrer dans les stades de football a soulevé chez certains conservateurs un vent de fronde contre le président.

Un président qui a obtenu 17 millions de voix aux élections, 10 millions de plus que son rival (Hachemi Rafsandjani), un président "doc-

trinaire", "révolutionnaire", "fondamentaliste", présenté comme "l'espoir des temps", apprécié par les religieux les plus haut placés, s'est donc déjà trouvé plusieurs fois en conflit avec son propre camp. Une situation qui ne s'est jamais produite sous les deux dernières présidences. A la question de savoir qui devra faire des concessions ou jeter l'éponge dans le face-à-face qui oppose un président iranien aux différentes instances du pouvoir, même un écolier peut répondre.

Sadegh Zibakalam

Les Iraniens n'ont pas la mémoire courte

Si l'opinion appuie le régime dans son bras de fer avec les Etats-Unis, c'est que l'Occident a toujours été perçu en Iran comme un ennemi comploteur.

AL-HAYAT
Londres

Les Américains se trompent en pensant que les Iraniens attendent d'eux la délivrance. Ils commettent la même erreur de diagnostic qu'en Irak. Ils ont tort de prêter une oreille attentive aux exilés iraniens, comme ils l'avaient fait naguère avec leurs homologues irakiens. Cela ne signifie pas pour autant que le peuple iranien appuie unanimement le régime. Mais, dans l'affaire de l'enrichissement de l'uranium, il juge la position de son pays juste et équitable. Des arguments, cohérents en apparence, ne manquent pas pour étayer son raisonnement, au premier chef celui selon lequel l'Amérique refuse à l'Iran ce qu'elle autorise à Israël, à l'Inde ou au Pakistan. Convaincus que les Iraniens ne rêvent que d'un salut imposé par l'Amérique, les Américains ne se sont même pas donné la peine d'expliquer à l'Iran leur point de vue. L'auraient-ils fait, encore aurait-il fallu que les Iraniens fussent disposés à l'entendre ! On en est loin, non seulement à cause de l'image désastreuse que se fait de l'Amérique le monde islamique en général, mais aussi en raison de l'état d'esprit dominant en Iran et de la place qu'occupe l'Occident, et particulièrement l'Amérique, dans la conscience collective du pays.

La formule disant que "le meilleur moyen de plonger un Iranien dans l'embarras est de lui dire la vérité", pour ironique qu'elle soit, n'est pas entièrement fautive, en ceci qu'elle souligne le sentiment d'être victime d'un complot dont souffre l'Iranien. Cette croyance est solidement ancrée dans nombre de courants culturels et, de façon générale, dans l'inconscient collectif iranien. Elle se nourrit d'une longue histoire, celle des relations avec les voisins du Nord. De la lecture que font les Iraniens de leur histoire, il res-

sort qu'ils ont toujours été les victimes de complots et d'intrigues tramés par l'Occident. Le fait d'être les seuls chiites dans un univers de sunnites, cernés à l'ouest par les Arabes et à l'est par les Pakistanais et les Afghans, les conforte dans cette opinion.

Deux traités signés avec la Russie ont marqué l'entrée de l'Iran dans le XIX^e siècle. Il s'agit des traités de Golestan, en 1813, et de Turkmenchâï, en 1828. Il en découla la perte des possessions iraniennes du Caucase et l'annexion par l'Afghanistan de Herat, jadis possession de l'ancien Empire perse. Après plusieurs offensives infructueuses pour récupérer Herat, les Iraniens durent céder devant les Afghans soutenus par les Britanniques, et reconnaître en 1857 les nouvelles frontières de l'Etat afghan. La Russie et la Grande-Bretagne exacerbèrent ainsi chez les Iraniens cette image de victimes que la découverte du pétrole, au début du XX^e siècle, ne ferait que renforcer.

La rivalité russo-britannique a conduit, en 1907 et 1908, à la division de l'Iran en deux zones stratégiques. Cela n'a rien d'exceptionnel dans l'histoire de l'impérialisme. Cependant, l'Iran, à l'instar de quelques rares autres pays comme l'Ethiopie, le Yémen du Nord ou l'Afghanistan, n'avait pas été colonisé. Ce qui explique sa réaction violente à la partition et l'amertume causée par la perte de son indépendance. Britanniques et Russes ne manqueront pas, au début de la Première Guerre mondiale, de revenir à la charge en dépit de la neutralité adoptée par l'Iran.



▲ Graffitis anti-américains sur le mur de l'ancienne ambassade des Etats-Unis à Téhéran.

L'ÉTIQUETTE D'"OCCIDENTALISÉ" SERVIT POUR ÉLIMINER LES LIBÉRAUX

Lors de la Seconde Guerre mondiale, peu de temps après l'invasion par l'Allemagne nazie de l'Union soviétique, en 1941, la Grande-Bretagne et la Russie entreprirent à nouveau de partager l'Iran en deux sphères d'influence. Reza Chah, accusé de germanophilie, fut destitué en faveur de son fils, le jeune Mohammad Reza.

Ce ne sera pas la dernière fois que les grandes puissances impliqueront l'Iran dans leurs conflits. La conférence de Téhéran, en 1943, reconnut l'indépendance de l'Iran, mais comme celui-ci refusait à Moscou des concessions pétrolières, les Soviétiques répliquèrent en créant, à la fin de la guerre, deux "républiques populaires", l'une dans l'Azerbaïdjan iranien et l'autre à Mahabad la kurde. Ce n'est qu'en 1946, après avoir obtenu des promesses au sujet des concessions qu'ils convoitaient, que les Russes, protecteurs des deux républiques, consentirent à se retirer. Ces mésaventures avec les Européens eurent pour effet de déclencher, chez les Iraniens, un élan de sympathie envers les lointains Etats-Unis et la politique américaine. Mais, après la Seconde Guerre mondiale, Washington cessa d'être perçu comme lointain. En 1954, l'implication de la CIA dans le coup d'Etat du général Zahadi, qui renversa Mossadegh [Premier ministre de l'époque], les Iraniens rejetèrent l'Amérique dans le camp des ennemis comploteurs. Pour des raisons liées à l'époque - celle de la décolonisation -, leur haine des Américains fut encore plus violente que celle

DU 1^{er} AU 7 JUIN 2006

Courrier
INTERNATIONAL

éprouvée à l'égard des Européens.

Le soulèvement de l'ayatollah Khomeyni, en 1963, puis la victoire de la révolution islamique de 1979, que suivit la prise d'otages de l'ambassade américaine à Téhéran – acte sans précédent dans les annales diplomatiques –, ont constitué une nouvelle escalade dans la réaction iranienne vis-à-vis des Américains. Plus tard, les étiquettes d'"occidentalisme" ou de "sympathisant de l'Occident" servirent à Khomeyni d'armes pour combattre puis éliminer les libéraux de la révolution islamique qui avaient vécu en Europe ou aux Etats-Unis. Dans les années 1980, avec la guerre Iran-Irak, les choses allaient encore empirer. L'engagement de Washington au côté de l'Irak suscita chez les Iraniens la même colère que celle ressentie par les Américains lors de la prise d'otages dans leur ambassade.

L'ouverture du processus de paix [sous patronage américain] entre les Arabes et Israël, à Madrid et Oslo, en 1991 et 1993, accentua chez les Iraniens le sentiment d'isolement. Les tentatives de détente entreprises par le président Mohammad Khatami – qu'il s'agisse de l'instauration de bonnes relations avec des régimes amis des Américains, de la levée de la sentence de mort prononcée à l'encontre de Salman Rushdie ou encore de la collaboration avec Washington dans la guerre d'Afghanistan – ne parvinrent pas à refermer la plaie. Aussi le fameux discours de George Bush, début 2002, dans lequel celui-ci classait l'Iran dans les trois pays composant l'"axe du mal", fut-il interprété comme un appel au renversement du régime et un retour aux épisodes les plus noirs des rela-

tions du pays avec les grandes puissances. Dans ce contexte de ressentiment, l'occupation de l'Irak a pris l'allure d'un jalon sur un chemin pavé de mauvaises intentions.

Faute de charisme, de savoir-faire ou de modération, la personnalité du président actuel Mahmoud Ahmadinejad semble incarner à la perfection ce délire de persécution, cette obsession permanente chez les Iraniens d'être des victimes. A croire que ce seul critère ait guidé les Iraniens dans leur choix électoral ! Au regard de tout cela, la requête adressée par Condoleezza Rice au Congrès américain lui demandant d'affecter 75 millions de dollars au soutien à la démocratie en Iran, et les 19 milliards retenus par le Congrès paraissent dérisoires !

LES IRANIENS EXÈCRENT DÉSORMAIS LES MODJAHEDIN KHALQ

Quant à miser sur Reza Pahlavi, en comptant sur la nostalgie du règne de son père que pourraient éprouver certaines personnes aisées et plus toutes jeunes, ce serait ignorer que son nom n'éveille aucun écho chez la majorité des Iraniens, nés après la révolution : le pays a battu des records en termes démographiques. D'autant que le fils de l'ancien chah n'a plus mis les pieds dans son pays depuis la destitution de son père, en 1979 ! Plus étrange encore serait l'idée de tabler sur le mouvement d'opposition des Modjahedin Khalq [basés en Irak]. Des pressions exercées sur l'administration américaine cherchent à les faire sortir de la liste des organisations terroristes, alors que leur chef, Mariam Rajavi, continue de revendiquer la

violence comme moyen d'action incontournable. L'importance militaire des modjahedin a considérablement baissé depuis qu'ils ont été mis au pas, à la fin de la guerre avec l'Irak. Les combattants restant, 3 500 environ, ont été désarmés par l'armée américaine et parqués dans un camp à la frontière irano-irakienne. Parce qu'ils ont rejoint le camp de Saddam Hussein et parce qu'ils auraient livré d'importantes informations sur le programme nucléaire de Téhéran, les modjahedin représentent désormais tout ce que les Iraniens exècrent dans leurs rapports avec les étrangers.

Le mouvement actuel de protestation iranien regroupant des intellectuels, des étudiants et quelques-uns des porte-parole de la classe moyenne a connu à son tour la prison et l'exil, auxquels se sont ajoutées diverses intimidations depuis que le président Bush l'a gratifié de son appui, fournissant ainsi au régime le prétexte idéal pour exercer sa répression. Quant aux mouvements des minorités – Azéris, Kurdes, Arabes ou autres –, leur force supposée est contrebalancée par leur marginalité géographique. Reste la possibilité de sanctions économiques. En raison de l'imbrication du pétrole iranien avec les finances de pays influents comme la Russie, la Chine, l'Inde ou le Japon, de telles sanctions pourraient avoir des effets mitigés. Pour résumer, on peut dire que l'état d'esprit dominant à Washington est nettement trop simple, comparé à la complexité du cas iranien. ■

DOUBLE JEU

L'opinion côté cour et côté jardin

En public, les Iraniens soutiennent leur président sur le dossier nucléaire, mais se montrent plus critiques en privé, révèle *The Independent*.

Le monde venait de vivre un moment de pur sur-réalisme : l'imprévisible président iranien Mahmoud Ahmadinejad avait annoncé à une foule délirante réunie à Mashhad, dans l'est du pays, que des scientifiques iraniens avaient réussi à enrichir de l'uranium en dépit des manœuvres d'intimidation des puissances occidentales. "L'Iran est aujourd'hui une puissance nucléaire", avait-il déclaré. Quelques instants plus tard, des étudiants avaient dansé en brandissant d'énormes fioles en plastique représentant l'uranium enrichi.

L'élan de fierté nationale qui a accueilli l'annonce de M. Ahmadinejad était sincère et montre à quel point nombre d'Iraniens se méfient des puissances étrangères. "Nous devons résister et mener à bien des projets comme celui-ci, qui est notre droit le

plus légitime", a affirmé Kambiz Bayat, ancien fonctionnaire. "Nous sommes habitués aux épreuves. Pendant la guerre [irano-irakienne], nous avons connu des périodes de dénuement total." Est-ce à dire que l'Iran est un pays de fanatiques réunis derrière un président messianique ?

De nombreuses années et une foule de développements technologiques séparent l'uranium enrichi à 3,5 % utilisé pour les réacteurs nucléaires – étape que vient de franchir l'Iran – et celui enrichi à 90 % nécessaire à la fabrication des ogives. Mais plus Ahmadinejad tient des propos outranciers, moins on peut douter des chances de l'Iran de se doter de l'arme nucléaire.

Ce qui est moins évident, c'est que le président sert de la question pour occulter son impopularité dans d'autres domaines. Il y a encore quatre mois, il était en très mauvaise posture, chancelant sous les attaques de son propre gouvernement. Mais, depuis qu'il fait face à l'Occident avec de plus en plus de brio, ses opposants iraniens ont davantage de difficulté à s'élever contre lui en public, car ils pourraient passer pour des éléments peu patriotes. Pourtant, derrière cette cohésion de façade, les fissures sont réelles. D'un tempérament exalté,

le président a déjà été confronté à plusieurs rébellions au sein d'un Parlement contrôlé par des membres de ce qui devrait être son propre clan. Et le pragmatique ancien président Akbar Hachemi Rafsandjani, battu à l'élection présidentielle, demeure un adversaire influent.

Il n'est pas facile de déterminer les véritables sentiments d'autres personnalités du régime. Mais même si le public, revendique le droit de l'Iran de disposer d'un programme nucléaire, des doutes subsistent en ce qui concerne le coût de l'opération. "Va-t-il y avoir une guerre ?" demandent souvent les Iraniens aux étrangers. Les Occidentaux démentent toute rumeur d'action militaire, mais les spéculations continuent d'aller bon train. Beaucoup disent en privé que le président devrait se concentrer sur des questions relatives à la corruption, à la consommation de drogue et à l'économie. "Dans le domaine de la finance, des sanctions sont déjà en place", observe un banquier étranger en poste à Téhéran. "M. Ahmadinejad est bien intentionné, mais il manque d'expérience et cela nous vaut pas mal d'ennuis", commente un chauffeur de taxi.

A. McDowall et R. Whitaker, *The Independent* (extraits), Londres

Roger Cohen

Globalist

In turnabout on Iran, Bush could sow hope

NEW YORK

There's one commodity President George W. Bush has never offered the world in any significant degree: hope.

Plenty of fear, yes, and a large dose of might, and a measure of faith, but not hope, which is inseparable from the notion that people, even sworn enemies, can be brought together rather than driven apart.

An American president who does not deliver hope becomes, over time, a resented figure. It is to the most powerful leader in the world and to a nation associated with the unquenchable optimism of the human spirit that people turn for an image of possibility. They want a smile, not a smirk; big gestures not small ones; humanity's thread rather than infamy's threat. If they are repeatedly disappointed, they turn away.



EPA

George W. Bush

In place of Franklin D. Roosevelt's "The only thing we have to fear is fear itself," Bush has too often offered fear itself as the core of his discourse: fear of totalitarian jihadists, of loose nukes, of egghead

Democrats too weak for a time of war and, most recently, of Iranian mullahs with whirling centrifuges preparing an atomic bomb.

Let's face it, most of these threats — scurrilous Democrat-bashing aside — are real. A lot of Europeans and a lot of the American left are in la-la land in their blithe disregard for how the world's Pax Americana, which is still what we live, is assured. Six decades of European peace is and remains, in a central way, an American achievement.

But Bush's failure up to now to go beyond the threats of the post-9/11 world to some credible vision of conciliation has comforted the la-la brigade because it has been deeply alienating — to many Americans but also to the world.

Which is why his turnabout on Iran and offer of the first substantive U.S. talks with Tehran since the American hostage-taking of 1979 is important. It's the right step at the right time for a beleaguered president.

This may not be a "grand bargain" or a move toward "the normalization of relations," as Secretary of State Condoleezza Rice insisted, but it is a gesture of American opening toward the major emergent power of the Middle East, one riding a combined wave of resurgent Shiism and resurgent oil prices. As such, it is critical.

The gesture may fall flat. The conditions set for talks, which would take place in the company of major European powers, are stern: Iran's re-suspension of all enrichment-related and reprocessing activities.

But these are not demands of the United States; they are those of the International Atomic Energy Agency and those spelled out in a United Nations Security Council statement.

Learning from Iraq, suffering from Iraq, Bush is trying hard to move in concert with the major powers.

He seems to have grasped that "coalitions of the willing" leave you bearing a heavy burden in the company of Mongolian or Bulgarian soldiers. Nothing wrong with these guys, but they're not the French or German armies.

In essence, Iran is being offered a broad opening to the West, including what Rice called "increased contacts in education, cultural exchange, sports, travel, trade and investment" with the United States.

That would be a breakthrough with many consequences, not least in Iraq, where Iran's influence is second only to America's. Imagining Iraqi peace without active Iranian cooperation is just that — an imaginary exercise.

Or, if Iran persists with uranium enrichment and shuns these blandishments — for now the United States, France, Germany, Britain, Russia and China are in carrot-mode alone — it will face the possibility of economic isolation and, beyond that, sterner measures. An Israel-hating, nuclear-armed Iran with ties to terrorist groups amounts to an unacceptable risk to global stability.

The initial Iranian response has been skeptical. Manouchehr Mottaki, the foreign minister, said the country would "not negotiate over our nation's natural nuclear rights," but was ready for "unbiased dialogue."

That position could begin to shift as a changed reality sinks in: Russia and China aligned, at least for now, with Washington; a new offer of

American engagement; and the possibility of a far-reaching rapprochement with Europe.

"It had become clear the failure of the U.S. administration to engage was an impediment to progress," said Robert Einhorn, a former U.S. assistant secretary of state for nonproliferation. "There are political fissures in Iran, and this new cohesion could bring them out. The consensus there on enrichment reflected an assessment that it was cost-free. That case is harder to make now, so you could see a change."

A real shift in Iran remains a remote possibility; national pride has been heavily invested in the nuclear program. President Mahmoud Ahmadinejad has been building his power base through an elaborate program designed to position himself as the global leader of anti-Americanism.

His recent letter to Bush was a not very subtle rehearsal of every argument in that movement's arsenal: nonexistent weapons of mass destruction in Iraq; prisoners at Guantánamo Bay with "no legal representation"; secret U.S. prisons in Europe; overwhelming U.S. support for Israel; and so on.

Such arguments, based in facts, find wide resonance, even when con-

After Iraq, Bush is trying hard to move in concert with the major powers.

tained in a letter full of vile fictions, such as the portrayal of the Holocaust as a "claim." Ahmadinejad received a hero's welcome in Indonesia last month and respectful attention at some of the best universities in Jakarta. He's got a following from Caracas to Cairo.

That's a serious matter. But the way to counter the Ahmadinejad school is not through more American threats, at least at this stage. It's through international cohesion and the rehabilitation of America as a source of hope rather than fear.

Iran, a non-Arab state in the Middle East with a tradition of constitutional government, broad sympathy for the United States among a westward-looking middle class and an overwhelmingly young population looking for economic opportunity, could be particularly susceptible to the diplomacy of hope.

If the Great Satan becomes the guy across the table, Ahmadinejad's own brand of fear-mongering falls flat.

E-mail: rocohen@nytimes.com

IRAK 1 055 Irakiens tués en mai

BAGDAD. 1 055 Irakiens ont été tués et 1 423 blessés lors des violences au mois de mai, dont au moins 130 personnes au cours des trois derniers jours. Il s'agit d'une augmentation de 38 % par rapport au mois d'avril, au cours duquel 762 Irakiens avaient été

tués. Il y a eu, en mai, 26 voitures piégées, 65 explosions d'engins artisanaux, deux attaques de kamikazes et une soixantaine d'attaques armées. Parmi les 1 055 victimes figurent 932 civils, 95 policiers et 28 soldats. - (AFP.)

Le Monde
Samedi 3 juin 2006

Zarkaoui exhorte les sunnites à rejeter les chiïtes

DOUBAI. Abou Moussab Al-Zarkaoui, responsable de la branche d'Al-Qaida en Irak, a appelé, dans un enregistrement audio, mis en ligne jeudi 1^{er} juin au soir, ses coreligionnaires sunnites à rejeter toute réconciliation avec les « infidèles » chiïtes.

Zarkaoui demande aux sunnites de se préparer « à se débarrasser des serpents infidèles et de leur poison ». Il s'en prend au grand ayatollah Ali Al-Sistani qu'il qualifie de « chef de l'apostasie et de l'athéisme ». - (Reuters.)

The Economist June 3rd 2006

Turkish foreign policy

Linking hands across the steppes

ANKARA

Turning a Turkic ideal into reality involves hard decisions

SOON after the Soviet empire collapsed, Turkey's then president Suleyman Demirel had a dream. He spoke of a revived Turkic commonwealth which would stretch from the Adriatic to China. Underpinning this vision was at least one hard fact: five of the new states which emerged from the Soviet wreckage speak languages related to Turkish. But as Turkey has discovered, turning fantasies of post-Soviet brotherhood into reality can involve tough choices—economic, diplomatic or even moral.

This week, at least, one very substantial link with Turkey's closest linguistic cousin—Azerbaijan—was finally established, after a decade of hard slog by world leaders and captains of the oil industry. On May 28th, the first drop of oil from fields in the Caspian Sea was pumped through a new pipeline running from Baku, via Georgia, to the Turkish port of Ceyhan. The moment was a rare victory for American policy in this part of the world. It clinches Turkey's role as an energy conduit between east and west and thereby weakens Russia's hitherto tight grip on exports of gas and oil from the former Soviet south.

A British tanker moored off Ceyhan was standing ready to carry its first shipment of the oil from the \$4 billion line. The project's completion will enhance Turkey's geopolitical bargaining power at a time of deepening worries about global energy security.

But pipelines aside, Russia's strategic and cultural influence on its former dominions can get still get in the way of Turkey's stated aims in Central Asia, which include the promotion of market-based democracy and the moderate brand of Islam which most Turkish Muslims practise.



One problem is that most of the Caucasus and Central Asia is still under the sway of harsh rulers whose power base is rooted in the Soviet system. In several countries, Turkey finds itself wondering whether it is wiser to support autocratic, well-established regimes or their democratic opponents.

Another difficulty is that, to put it mildly, Turkey feels it must deal warily with Russia at a time when business between the two countries is undergoing a spectacular expansion.

For example, in a response to Russian complaints, Turkey has quietly stopped offering medical care to wounded Chechen fighters. Meanwhile, some of the Kremlin's economic concerns will get an airing in Ankara this week. Sergei Lavrov, Russia's foreign minister, was expected to discuss with his Turkish counterparts the outlook for a pipeline across Anatolia that would take Russian and Kazakh oil from the Turkish port of Samsun to Ceyhan.

At a big Russian-Turkish ceremony last November, Russia's President Vladimir Putin lauded the importance of another line that since last year has been carrying Russian gas under the Black Sea to Sam-

sun, despite American efforts to stop the project. The Russians now want to build a second gas pipeline under the Black Sea to Turkey for export to Europe.

In some ways, Turkey has a more dynamic relationship with Russia than it does with the European Union it is striving to join. Bilateral trade last year amounted to \$15 billion, making Russia Turkey's second-largest partner. By 2007, the total could rise as high as \$25 billion, with Turkey selling consumer goods and construction services in return for Russia's energy.

But however much Russian money talks, there is more to Turkey's policy in the ex-Soviet Union than cynical, mercantilist calculations. In certain ways, Turkey's stance is becoming more principled than it was few years ago. One example is the changing attitude in Ankara to Muhammad Salih, Uzbekistan's best-known dissident. As leader of the opposition Erk (Freedom) movement, Mr Salih has been campaigning from a base in Germany against Islam Karimov, the Uzbek president. He insists that behind its self-confident exterior, the Karimov regime is brittle and nervous, because it knows that it would lose any electoral contest that was minimally fair.

Mr Salih first fled to Turkey in 1993 but was asked to leave by then President Demirel, under pressure from Mr Karimov. These days Mr Salih seems welcome in Turkey. His condemnation of his homeland's rulers as a brutal, unrepresentative clique has gained moral force since last year's massacre of civilians in the Uzbek town of Andijan, and many NATO nations are willing to give him a hearing at least. By opening its doors to Mr Salih, Turkey may be risking the ire of Russia, which has been increasingly protective of Mr Karimov, but it is following a moral lead set by many other Western governments.

If Mr Salih is right—in his prediction that democracy will eventually come to Uzbekistan, with benign consequences for the whole region—then Turkey's change of policy will seem a wise one. Not just for the cause of democracy and open markets in Central Asia, but also for Mr Demirel's shadowy dream of a free Turkic commonwealth. ■

DIASPORA IRANIENNE | De Los Angeles, capitale des Iraniens d'Amérique, les opposants au régime islamique parlent
AUX ÉTATS-UNIS | à leurs compatriotes restés au pays à travers des dizaines de chaînes de télévision et de radio

Les Iraniens parlent aux Iraniens

LOS ANGELES
 ENVOYÉE SPÉCIALE

Cela fait vingt-sept ans qu'ils en rêvent. Aujourd'hui, le changement de régime leur paraît presque à portée de main. « Nous sommes à un moment charnière. Pour la première fois, les intérêts du monde extérieur coïncident avec ceux de l'opposition », affirme Alireza Morovati, qui dirige Radio Sedaye, « la voix de l'Iran », une station qui émet depuis Beverly Hills. « L'espoir est au plus haut. L'Europe a enfin pris la mesure des vraies intentions des mollahs », ajoute Iman Foroutan, le président du mouvement d'opposition Iran of Tomorrow. En même temps, la diaspora a peur de faire les frais d'un compromis. « Les Américains veulent un accord. Ils ne sont pas sérieusement en train de rechercher un changement de régime », regrette Homa Ehsan, qui fut la première femme journaliste de télévision en Iran.

Los Angeles, la capitale des Iraniens d'Amérique, fut un bastion monarchiste. Aujourd'hui, les dignitaires en exil affirment qu'ils ont évolué et qu'ils n'ont qu'un souci en tête : la démocratie. Après deux décennies de fragmentation, l'opposition essaie de se rassembler. Le fils du chah mort en exil, Reza Pahlavi – qui vit, lui, dans la banlieue de Washington –, a même accepté de dîner avec les anciens ennemis jurés de son père, un soir de septembre 2005 à Berlin.

A part les Moudjahidins du peuple, en Europe, et quelques proches des néo-conservateurs américains, la diaspora rejette la solution militaire. « C'est ma terreur. Je me réveille la nuit en me disant : "Ô mon dieu, ils vont attaquer" », dit Roxanne Ganji, la fille d'un ancien ministre du chah, reconvertie dans l'immobilier dans la vallée de San Fernando. « Une attaque ne ferait que renforcer le nationalisme, à moins qu'elle n'ait le feu vert de l'ONU », ajoute Cyrus Saify, un dirigeant d'entreprise. Même pour les monarchistes, frapper les installations nucléaires paraît sacrilège. « Nos bases atomiques appartiennent au peuple », dit Siavash Azari, un animateur de Radio Sedaye (KRSI).

En 2000, les exilés se sont aperçus, presque par hasard, que les chaînes de télévision par satellite pouvaient être captées en Iran (un auditeur avait réussi à téléphoner d'Ispahan à NITV). Depuis, ils parient tous sur la télévision. Quand Condoleezza Rice a annoncé, à la mi-février, que le gouvernement américain souhaitait débloquer 85 millions



Jeudi 1^{er} juin, une journaliste de « la voix de l'Iran », basée à Beverly Hills, commente une intervention du président iranien, Mahmoud Ahmadinejad. ANN JOHANSONN POUR « LE MONDE »

de dollars pour aider les « médias de la démocratie » (contre 3,5 millions en 2005), « Teherangeles » a connu une ambiance de grand soir.

Deux semaines plus tard, deux officiels sont venus en mission de reconnaissance : David Denehy, le chef du nouveau bureau des affaires iraniennes, créé au département d'Etat et placé sous l'autorité de la responsable du Proche-Orient, Elizabeth Cheney, la fille du vice-président, et Ladan Archin, une universitaire d'origine Iranienne qui avait servi de liaison au Pentagone avec l'opposant irakien Ahmed Chalabi. Les visiteurs ont fait la tournée des radios et des télévisions qui émettent vers l'Iran. Elles sont une trentaine, dont 4 exclusivement politiques. Et, depuis l'agitation de 2003 à Téhéran, elles ont fait la preuve d'une certaine audience (les antennes paraboliques y sont interdites mais l'Iran en compterait 7 millions).

Les deux responsables ont conseillé aux participants de déposer des dossiers de candidature. Behrouz Souresafil, qui présente un programme sur Pars TV, s'esclaffe encore à l'idée de cette révolution avec formulaire d'inscription téléchargeable sur le site Internet du département d'Etat. « Face aux mollahs, les Américains ne sont pas à la hauteur », soupi-

Une trentaine
 de stations,
 dont quatre sont
 exclusivement
 politiques, émettent
 vers l'Iran depuis
 « Teherangeles »

re-t-il. Certains exilés soupçonnent les Américains de faire semblant. D'annoncer haut et fort qu'ils vont aider l'opposition pour faire pression sur le régime. « Est-ce qu'ils ont annoncé ce qu'ils faisaient contre l'URSS en Afghanistan ? », remarque Cyrus Saify, qui prépare des programmes d'éducation à la non-violence en farsi (langue persane).

Depuis, plus de nouvelles de Washington. Les partisans du changement de régime sont en veilleuse, la tendance de Condoleezza Rice, réputée favorable à des pourparlers avec Téhéran, l'ayant apparemment emporté. Pour l'instant, l'administration se concentre sur la propagande modérée de ses deux organes officiels : Radio Farda, inaugurée par le président George Bush en décembre 2002, qui émet depuis Prague, et Voice of Ameri-

ca en farsi, qui est en train d'être convertie en télévision. Quant à NITV, chaîne pionnière qui avait accueilli des membres du Congrès pour des dialogues à l'antenne avec les auditeurs iraniens, elle vient de fermer.

Les exilés disent se tenir « prêts », quoi qu'il en soit. A Channel One, Shahrām Homayoun, le directeur, empile les enveloppes sur son bureau. Elles contiennent des billets rose et bleu à l'effigie de Khomeiny : 5 000 rials, 20 000, envoyés d'Iran. A SOS-Iran, l'ingénieur Iman Foroutan a dessiné le diagramme du « processus méthodique et rationnel » qui permettrait de parvenir au renversement de la République islamique. Tous les jours, il change les « proxy » (serveurs relais) de son site Internet pour contourner les pare-feu mis en place

par les mollahs.

Certains rêvent d'une solution « à la Serbe », à l'image des mouvements qui ont abouti, en octobre 2000, au renversement de Slobodan Milosevic. Ils produisent des programmes d'éducation à la non-violence (la vie de Martin Luther King ; le combat d'Aung San Suu Kyi). Ils envoient des médicaments aux jeunes Iraniens pour combattre la dépendance à l'opium, qui est, selon eux, encouragée par le régime. Ils appellent à ramasser discrètement les pièces de monnaie pour paralyser l'économie.

Sur KRISI, Saeed Ghaemmaghami est de ceux qui appellent au soulèvement. Le 24 mai, les étudiants de Téhéran l'ont contacté en pleine nuit. Il a rouvert l'antenne. Le lendemain, les agences de presse confirmaient qu'il y avait eu des

affrontements à l'université. Le journaliste a donné la parole au leader de la contestation au Baloutchistan, Abdul Malek Rigi, 23 ans, qui se cache dans les montagnes proches du Pakistan. Les auditeurs ont même pu entendre le soldat pris en otage par les Baloutches implorer sa grâce en direct. Il y a une semaine, des manifestations ont aussi eu lieu à Tabriz, chez les Kurdes. L'Iran accuse les Etats-Unis d'encourager le séparatisme. Sont-ils à l'œuvre derrière cette agitation ethnique ? « Je ne sais pas, répond M. Souresrafi, mais ils le devraient. » ■

CORINE LESNES

Le Monde 6 JUIN 2006

L'implosion de l'Irak

Une guerre civile s'ajoute à celle menée par les Américains depuis plus de trois ans.

GEORGE W. BUSH et Tony Blair, commandants en chef du corps expéditionnaire de 145 000 hommes qui combat en Irak depuis plus de trois ans, semblent enfin décidés à parler clair. Oui, de nombreuses et tragiques « erreurs », tactiques et aussi stratégiques, ont été commises par leurs envoyés civils et militaires sur place. Et, non, il n'est « pas possible » à l'heure actuelle de dire, ni quand ni comment, les soldats de la force dite « multinationale » pourraient abandonner, sans risque, un pays gravement déstabilisé qui est, de surcroît, en train d'imploser sous leurs yeux.

UN MILLIER DE CIVILS TUÉS CHAQUE MOIS

Le commandement militaire américain, qui vient de décider l'envoi de 1 500 GI supplémentaires, semble en avoir conscience. La guerre, ou plutôt « les » guerres qui tuent en ce moment près d'un millier de civils irakiens chaque mois, apparaissent plus sanglantes et meurtrières que jamais. Depuis des mois maintenant, vingt, trente, parfois quarante cadavres aux mains liées, sauvagement torturés ou mutilés, sont retrouvés quotidiennement dans et autour de Bagdad.

Un véritable « nettoyage ethnique » visant à établir des quartiers, des bourgs, voire des villes ethniquement et/ou confessionnellement monocolores, est désormais à l'œuvre dans l'ensemble du pays. Rien qu'à Bagdad, au début d'avril, plus de 100 000 personnes avaient dû fuir leurs logements et sont à

présent des « déplacées ». Le phénomène s'étend dans le Sud, dominé par les Arabes chiïtes, notamment à Bassora, deuxième ville du pays, où la minorité sunnite est violemment prise à partie par des assassinats ciblés, et où des familles entières, terrorisées, prennent le chemin de l'exil. Confronté au chaos fomenté par les milices chiïtes rivales, le gouvernement a décidé, fin mai, d'instaurer, pour un mois au moins, l'état d'urgence dans toute cette région, première productrice du pétrole irakien.

De même dans le Nord, dans et autour de Kirkouk et de Mossoul, où vivent de nombreux Kurdes qui veulent renverser la politique d'« arabisation » jadis mise en place par l'ancien régime et se retrouver entre eux, si possible majoritaires. Une guerre civile est en cours qui s'ajoute à la guerre « antiterroriste » menée par les Américains contre les groupes armés dits de « la résistance » et ceux des « djihadistes » – de plus en plus souvent « irakiens », selon un rapport du Pentagone –, commandés par le chef d'Al-Qaïda en Irak, Abou Moussab Al-Zarkaoui – tué le 7 juin.

Depuis l'invasion de mars 2003, cette guerre-là a connu des hauts et des bas. Une seule chose est sûre : bien qu'autour de 50 000 civils irakiens aient été tués et 28 700 emprisonnés, la guérilla, essentiellement sunnite, ne faiblit pas. Dans son rapport trimestriel, le Pentagone estime que les forces de la rébellion « resteront probablement égales » à ce qu'elles sont à présent, au moins jusqu'à la fin de l'année.

On peut donc comprendre que

LA FORCE MULTINATIONALE

Placée sous le commandement des Etats-Unis, elle compte 150 000 hommes, dont 130 000 Américains et 7 200 Britanniques. Vient ensuite la Corée du Sud avec 3 200 soldats, qui passeront à 2 300 d'ici à la fin de l'année

Retrait italien. Les troupes italiennes passeront, fin juin, de 2 200 à 1 600. Le retrait complet est prévu à la fin de l'année

Les autres pays : l'Australie (900), la Roumanie (860), la Géorgie (850), le Danemark (530) et le Salvador (380)

George Bush et Tony Blair multiplient les déclarations prudemment optimistes quant à l'avenir et les promesses d'« unité » et de « stabilisation » nationales professées par le nouveau gouvernement irakien. Après tout, la seule chance qu'ont les deux hommes de sauver le destin électoral de leurs partis respectifs aux prochains scrutins – novembre pour les républicains américains – repose désormais en partie sur les épaules du nouveau premier ministre à Bagdad, Nouri Al-Maliki.

DÉSARMER LES MILICES

En quoi ce politicien chiïte réputé « à poigne », issu lui aussi d'un long exil en Syrie puis en Iran et appartenant au même parti religieux – le Daawa – que son prédécesseur, Ibrahim Al-Jaafari, pourra-t-il se révéler plus « consensuel » vis-à-vis des minorités et capable

de purger les forces irakiennes des milliers de « miliciens sectaires » qui les ont infiltrées ? Mystère. L'intention est là : « Nous devons éliminer les milices et nous assurer que seules les troupes aux ordres du gouvernement élu possèdent des armes. » Comment faire, alors que tous les partis politiques ou presque, les mosquées, les communautés, les tribus, de nombreux quartiers, parfois même des groupes d'habitants ont constitué leur propre milice ? Certains experts estiment qu'aujourd'hui, en Irak, il y a pratiquement autant de miliciens et de combattants « irréguliers » que les soldats, policiers et paramilitaires réunis, soit 260 000 hommes.

GOUVERNEMENT INCOMPLET

« Un Etat, selon le sociologue Max Weber (1864-1920), est une communauté humaine qui, dans les limites d'un territoire, revendique avec succès, pour son propre compte, le monopole de la violence physique légitime. » A cette aune, il n'y pas d'Etat en Irak. La première allégerance de la plupart des policiers, des paramilitaires, de beaucoup de soldats même, n'est pas à l'Irak, mais aux chefs politiques et/ou religieux de leurs communautés respectives. Il n'y a pas d'Etat quand le pouvoir central se révèle incapable d'assurer un minimum de services publics – eau, gaz, électricité, carburant.

Depuis les élections du 15 décembre 2005, il aura fallu six longs mois de tractations aux diverses factions politiques irakiennes pour parvenir à constituer le « gouvernement d'unité nationale » – incluant des sunnites – exigé par Washington. Trois semaines après, le pays attend toujours que soient trouvés les oiseaux rares « non sectaires » dignes d'occuper les trois ministères déterminants de la défense, de l'intérieur et de la sécurité nationale. Unité ? Quelle « unité » ?

PATRICE CLAUDE

Cinq morts dans des affrontements entre armée turque et rebelles kurdes



DIYARBAKIR (Turquie), 2 juin 2006 (AFP) - 16h14 - Un soldat turc et quatre rebelles kurdes armés ont été tués au cours d'affrontements dans le sud-est du pays à majorité kurde, ont annoncé vendredi les autorités locales.

Les combats ont été engagés au cours d'opérations de sécurité dans les régions rurales des montagnes de Cudi et Gabar ainsi que dans les régions de Bestler-Dereler dans la province de Sirnak frontalière de l'Irak et de la Syrie, précise un communiqué du bureau du gouverneur de Sirnak.

L'armée turque a concentré des troupes dans le sud-est et mène des opérations de sécurité pour contrer les incursions, selon elle, de rebelles kurdes à partir du nord de l'Irak et de la Syrie où le PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan - interdit) s'est constitué un sanctuaire depuis 1999, date à laquelle il avait déclaré unilatéralement un cessez-le-feu, observé jusqu'en juin 2004.

Deux rebelles kurdes abattus par l'armée dans le sud-est de la Turquie



DIYARBAKIR (Turquie), 3 juin 2006 (AFP) - 10h38 - Les forces de sécurité turques ont abattu deux rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans la nuit de vendredi à samedi près de la bourgade de Suveren, dans le sud-est anatolien à majorité kurde, ont annoncé samedi les autorités locales.

Les deux rebelles ont été tués lors d'une vaste opération de ratissage organisée après que deux soldats eurent été blessés mercredi dans la région par l'explosion d'une mine posée par le PKK, a indiqué dans un communiqué le gouvernorat de Bingöl, dont dépend Suveren.

Les rebelles armés du PKK, considéré comme une organisation terroriste par les Etats-Unis et l'Union européenne, ont multiplié ces derniers mois leurs opérations contre les forces de sécurité dans la région.

Le conflit kurde a fait plus de 37.000 morts depuis le début de l'insurrection séparatiste du PKK en 1984.

La Turquie a massé des troupes le long de sa frontière avec l'Irak dans le but affiché d'empêcher l'infiltration de rebelles du PKK, qui dispose de plusieurs camps dans le Nord de l'Irak.

Embuscade et attaque dans le Sud-Est turc: 2 soldats tués, quatre blessés



DIYARBAKIR (Turquie), 6 juin 2006 (AFP) - 12h26 - Deux soldats turcs ont été tués et quatre autres blessés mardi dans une embuscade et une attaque à la mine attribuées aux rebelles kurdes et survenus dans le sud-est de la Turquie peuplé majoritairement de Kurdes, ont annoncé des responsables de la sécurité.

Les deux soldats ont perdu la vie lorsqu'une patrouille armée à pied a essuyé des tirs à Semdinli, dans une zone très proche de la frontière avec l'Irak, a-t-on précisé de même source.

Deux militaires ont été blessés.

A Pülümür, à 650 km au nord-ouest de Semdinli, deux soldats qui faisaient partie d'une unité assurant la sécurité d'un véhicule de ramassage scolaire militaire ont été blessés par l'explosion d'une mine activée à distance par des rebelles kurdes à leur passage.

Les rebelles armés du PKK, considéré comme une organisation terroriste par les Etats-Unis et l'Union européenne, ont multiplié ces derniers mois leurs opérations contre les forces de sécurité dans la région.

Le conflit kurde a fait plus de 37.000 morts depuis le début de l'insurrection séparatiste du PKK en 1984.

La Turquie a massé des troupes le long de sa frontière avec l'Irak dans le but affiché d'empêcher l'infiltration de rebelles du PKK, qui dispose de plusieurs camps dans le nord de l'Irak.

IRAK APRÈS LES RÉVÉLATIONS SUR LES MORTS D'HADITHA ET D'ISHAKIYA

Bagdad veut participer aux enquêtes sur les tueries américaines

BEYROUTH, MOSCOU

CORRESPONDANTES

La colère gronde en Irak contre le comportement de l'armée américaine, accusée de tuer de sang-froid des civils irakiens lors d'opérations de ratissage ou de poursuites de « terroristes » ou de djihadistes.

Dimanche 4 juin, le vice-président de la République, Tarek Al-Hachimi, a réclamé la constitution d'une « commission irako-américaine pour enquêter sur les affaires d'Haditha, d'Ishakiya et d'autres ». Il exprimait l'insatisfaction des autorités irakiennes, issues des élections du 15 décembre 2005, devant les conclusions auxquelles parviennent les enquêtes de l'armée américaine concernant les circonstances de la mort de 30 civils irakiens dans deux localités : 24 membres d'une même famille à Haditha, en novembre 2005, et onze autres,

dont 5 enfants, en mars 2006, à Ishakiya. Des enregistrements vidéo montrent que les victimes portaient des traces de balles y compris à la tête, avant que ne soient tirés les obus qui auraient visé à masquer les tueries. Ces versions sont pour le moment contestées par l'armée américaine. Dimanche, trois civils ont été tués dans la localité d'Hibhib, au nord de Bagdad, par la chute d'un obus de 155 mm lors d'un exercice de l'armée américaine. Six autres Irakiens ont été blessés.

Diplomates russes enlevés

Les épreuves se multiplient pour Nouri Al-Maliki, le nouveau premier ministre irakien, entré en fonctions le 20 mai. Les députés n'étaient toujours pas parvenus, dimanche, à s'entendre sur l'identité des ministres de la défense et de l'intérieur, ainsi que du secrétaire d'Etat à la sécurité nationale.

A cette impasse politique s'est ajoutée la prise en otage de diplomates russes. Le troisième secrétaire de l'ambassade de Russie, Fiodor Zaïsev, et trois de ses collaborateurs, ont été enlevés samedi à Bagdad par des hommes armés qui ont tué un quatrième collaborateur russe. Enfin, la situation n'a cessé de se dégrader dans la ville de Bassora, malgré l'imposition de l'état d'urgence, le 31 mai, afin d'y rétablir l'ordre.

L'enlèvement des diplomates n'avait pas été revendiqué lundi matin. Jusqu'à présent, les kidnappeurs de diplomates réclamaient la fermeture des ambassades des pays concernés. Moscou est en contact étroit avec les autorités et les partis politiques irakiens. Mikhaïl Marguelov, président de la commission des affaires étrangères du Sénat russe, a accusé « l'internationale terroriste ». La Russie est, selon lui, visée parce qu'elle est

« un membre fiable de la coalition antiterroriste internationale », qu'elle lutte contre « le trafic de drogue, les armes de destruction massive et l'idéologie terroriste barbare ».

Samedi soir, à Bassora, neuf personnes ont été tuées par la police à l'intérieur d'une mosquée sunnite. D'après les autorités religieuses sunnites, ces personnes protégeaient la mosquée. Les sunnites accusent le ministère de l'intérieur d'être noyauté par des milices chiïtes qui cherchent délibérément à tuer des sunnites. Mais la police a affirmé avoir agi sur la base d'informations selon lesquelles des « terroristes » s'étaient réfugiés dans le sanctuaire. Elle a ajouté avoir découvert à proximité du lieu deux voitures chargées d'explosifs semblables à celle qui, la veille, avait tué 28 personnes et en avait blessé une soixantaine d'autres dans la vieille ville. ■

MOUNA NAÏM ET MARIE JÉGO

FINANCIAL TIMES TUESDAY JUNE 6 2006

Critical EU report threatens Turkey's path to membership

By Daniel Dombey in London

Turkey's quest to join the European Union could come to a halt this year because of concerns over Ankara's human rights record and tensions with Cyprus, an internal EU document makes clear.

A hard-hitting draft report for a key EU-Turkey meeting next week says Ankara has done too little to implement reforms and has failed to rein in the military or protect freedom of expression and of religion.

"The pace of change has slowed in the last year," it says. "There is an urgent need to both implement legislation already in force and... to take further legislative initiatives... Further efforts are needed to ensure full civilian control over the military, in line with practice in EU member states."

The draft voices its concern at "reports of torture and ill-treatment" and the "many cases pending against

individual persons for non-violent expression of opinion". It says that "in the area of freedom of religion no concrete progress can be reported yet in terms of addressing the difficulties faced by non-Muslim religious minorities".

It adds that the situation has worsened in the south-east of the country, where government troops face the Kurdish separatists of the PKK, which the EU lists as a terrorist organisation.

Turkey's problems are all the greater, since Brussels has given Ankara an ultimatum to resolve a dispute with Cyprus this year, but prospects for a breakthrough appear as distant as they have ever been.

Olli Rehn, the EU's enlargement commissioner, has warned that the deadlock over the divided island could lead to a "train crash" in negotiations over Turkey's membership this year. The EU is due to open the first of 35 negotiating "chap-

The draft says Ankara has done too little to implement reforms and has failed to rein in the military or protect freedom of religion or expression

ters" at its meeting with Turkey next Tuesday, but the Ankara-Nicosia tensions threaten to bedevil every part of the talks.

Cyprus has been an EU member since 2004 but has no diplomatic relations with Turkey, which invaded the island in 1974. Instead, Ankara maintains diplomatic ties with the Turkish Cypriot community in the north of the island.

With unease growing within EU member states about enlargement in gen-

eral and Turkey's political direction in particular, the risk is that the impasse over Cyprus could bring the entire negotiating process to a halt.

Last week, Frank-Walter Steinmeier, Germany's foreign minister, renewed the call for Ankara to meet the EU's demands - which involve opening up Turkish ports to Cypriot vessels - by the year-end. But such a step would be politically costly for the government of Recep Tayyip Erdogan, Turkey's prime minister, because of widespread Turkish perception that it is Cyprus, not Ankara, that has frustrated international attempts to end the division of the island. Cypriot opposition has prevented EU ministers from living up to a promise to permit northern Cyprus to trade directly with the rest of the 25 nation bloc.

Cyprus insists that the EU should concentrate on bringing the two parts of the island together rather than consolidating the separate status of Northern Cyprus by permitting it to carry out direct trade.

But Turkish officials emphasise that it was the Greek Cypriots who rejected a United Nations-brokered plan to reunite the island in 2004, which the Turkish Cypriots accepted.

First US congressional delegation visit marks growing prominence of Kurdistan Region

Globe Editorial

The initial honeymoon from the liberation of a nation from decades of brutal dictatorship was soon replaced by common tears and bloodshed that have all but left Iraq as a juncture for terrorism and insurgency. For the US perhaps the only success story and vindication of the liberation has been the Kurds.

Ironically, however, the platform for the achievements of the autonomous Kurdish north goes back several years to the First Gulf War. Nevertheless, with a flourishing economy, credible political progress in a relatively short period of time and a population ever grateful for their freedom from the clutches of authoritarian rule, Iraqi Kurdistan is a firm evidence for the US of what democracy, freedom and a terror free society can achieve.

Iraqi Kurdistan is currently the only region where people can enjoy their livelihoods free of terror and sectarian reprisals. This special relationship between the US and the Kurds was recently marked by the first US congressional delegation visiting Iraq, comprising

of Republicans and Democrats from both houses of the United States Congress, keen to emphasise the success of the area.

Crucially, although post-Gulf War relationships were strong, this visit by elected law makers marks the increasing recognition of the Kurdistan Regional Government in its own right within the international political framework, and furthermore highlighting the Kurds as key strategic partners.

The propelling of the Kurds as key allies is anything but charitable, too often in history the Kurdish repression has been ignored in favour of diplomatic ties at the time, however, unable to rely on Cold War alliances and with the ever-shifting socio-political landscape in the Middle East and the new face of international terrorism, the US needs all the friends it can get – and at this epoch, there are none better than the Kurds, eager to seize their own long-awaited moment in history.

After all, if the US wants to solidify a long-term interest in Iraq and the region that it craves, then the Kurds hold the key to these dreams. An expanding autonomous region, with own parliament, booming economy, judiciary

and defence force, a mutual strategic and tactical understanding could not be more ideal. Furthermore, the icing on the relationship is the vast natural resources embedded within the area, many of which are untapped.

The Iraqi Kurds are straddled amidst a greater Kurdish presence, covering much of the ever-watchful Turkey, but also Iran and Syria, countries directly under the International spotlight and firm candidates for regime change.

The Kurds, finally becoming recognised as a distinct political force, their gains have been achieved with much bloodshed, repression and historical sacrifice. Long 'invisible' to the international community, particular after the redrawing of the political map after the First World War, they hold great apprehension to believe that tyranny and repression is now a thing of the past. Their key goals are simple, consolidation of their existing freedom and a guarantee that they will longer play the role of second-class citizens. For them, with the might of the most powerful army on their side, anything but a prolongation of their presence would be a step back. Where the American bases

in the south are continuously bombed, the Kurds would be ever ready to rebuild those bases in the north.

A landlocked region with enemies to every side, long-term stability and prosperity would be a difficult challenge without US support, let alone the common dreams of an independent state. The Kurdish ministers were keen to promote, the Kurdistan Region as a model of success for Iraq and the region and to show first-hand their appreciation for the continued support of the US and its sacrifices in liberating Iraq. The Kurdish leaders must also use the current warm ties to conscientiously consolidate support, foreign investment and bring better recognition of their region within international charters.

A model of peace, democracy and ethnic harmony for the rest of the region, it perhaps has been the only saving grace for the US in over 3 years of controversy, bloodshed and insurgency. Faced with growing pressures to withdraw, the pressure on the US is growing rapidly, with the decreasing support at home and the struggle to ward off an ever-likely civil war.



Kurdish Prime Minister Nechirvan Barzani addressing reporters as US Senator Roy Blunt listens on, Wednesday, May 31, 2006. If the US wants to solidify a long-term interest in Iraq and the region that it craves, then the Kurds hold the key to these dreams.

Walid Phares, universitaire, juge la situation après l'intervention américaine qu'il a soutenue

«Si les troupes américaines se retirent, c'est l'effondrement du pays»

Walid Phares

Politologue (1)

Vous avez soutenu l'intervention américaine en Irak en mars 2003 qui visait à renverser le régime de Saddam Hussein. Devant les violences quotidiennes, comment analysez-vous la situation ?

Walid Phares: J'étais en faveur de l'intervention en Irak, mais pas pour les mêmes raisons que l'administration Bush. Elle me semblait légitime comme elle le fut en ex-Yougoslavie, en Bosnie ou au Kosovo, principalement pour aider des masses opprimées, et en raison du génocide commis par Saddam Hussein contre les chiites et les Kurdes. Mais il aurait fallu intervenir plus tôt, dès les années 1990. Par ailleurs, j'étais pour une coalition internationale beaucoup plus large avec la participation de l'ONU. Il fallait d'abord former un gouvernement irakien en exil, ensuite libérer militairement les régions les plus opprimées, le Kurdistan et les zones chiites. Il fallait procéder morceau par morceau

Le gouvernement de Nouri Al Maliki, au sein duquel il manque encore trois ministres, est-il représentatif ?

Il est ce qu'il y a de plus représentatif actuellement. Si l'on met de côté les baasistes de l'ancien régime, les

«Il est clair que les Américains ne partiront pas complètement.»

zarqouistes (les salafistes d'Al-Qaida), tout le monde, les chiites et une grande partie des sunnites, en font partie. Le gouvernement a bien négocié, a intégré le plus possible de sunnites consentants. Il a isolé les éléments salafistes djihadistes. Dans la communauté sunnite, il y a 10 à 15 % de wahabites salafistes, mais le nombre de ses combattants est infime, de 5000 à 10 000. Même dans la mouvance islamiste de l'Irak, il y a une partie qui a déjà accepté le processus politique et qui est représentée à l'Assemblée nationale

Il reste des sunnites réfractaires ?

Il faut faire la différence entre les zarqouistes, leurs cousins les salafistes réalistes et les anciens baasistes, ceux que l'on appelle les insurgés qui pourraient être absorbés s'il y avait une restauration du parti Baas. Mais pour cela, il faudrait une réforme du parti. Que les baasistes rompent avec le passé et



Conseil des ministres irakiens, à Bagdad, le 28 mai. Un symbole de la restauration du processus politique

leur idéologie qui veut que l'Irak ce soit le Baas, et que le Baas devienne un parti comme les autres. Mais c'est pour l'instant impossible car il y a des règlements de compte entre eux empêchant la réconciliation. Le gouvernement aurait dû d'abord s'y atteler. Et, de toute façon, les Kurdes et les chiites s'opposeraient à une restauration du Baas.

Pensez-vous, comme beaucoup, qu'une guerre civile entre chiites et sunnites est inévitable ?

Comme dans toutes les sociétés multiethniques, les tensions entre sunnites et chiites existeront toujours. D'autant que, de part et d'autre, il y a des milices et des terroristes. L'utilisation des divisions communautaires par les terroristes conduit aux guerres religieuses. Et ils ont déjà utilisé cette carte en Irak: les zarqouistes ont fait exploser le minaret de Samara. Mais je pense qu'il y a assez de sagesse chez les leaders chiites, qui sont sous l'égide d'un guide spirituel, l'ayatollah Ali Sistani. Il joue un rôle important. C'est grâce à sa modération, sa distanciation de l'action politique, qu'il n'y a pas de violence massive chez les chiites d'Irak. Il donne des avis, des orientations politiques. Son approche quiétiste et non militaire est sa force.

Un retrait américain d'Irak d'ici à 2007 est-il réaliste ?

Avant de se retirer, les Américains veulent être sûrs que l'armée irakienne soit capable de prendre le contrôle des zones urbaines les plus sensibles. Le retrait des forces de la coalition des zones urbaines se fait déjà, graduellement mais difficilement. L'idée est de retirer les patrouilles américaines et de déployer en lieu et place des Irakiens. La nouvelle armée irakienne est aujourd'hui de 150 000 hommes déployés à Bagdad, dans le Nord, dans le Sud, dans le triangle sunnite et dans les zones sensibles. C'est insuffisant. Il en faudrait au moins le double pour contrôler les grands axes du pays, les déployer pendant au moins dix ans avant d'espérer restaurer la paix civile dans le pays. Le public américain doit savoir le prix à payer d'un retrait. Si les troupes se retirent, c'est l'effondrement de l'Irak. De toute façon, il est clair que les Américains ne partiront pas complètement. Ils conserveront des bases, avec l'accord du gouvernement, et des forces sur les frontières irano-irakienne et syro-irakienne.

Seuls les Kurdes semblent avoir obtenu ce qu'ils souhaitent ?

Ils vivent dans un pays kurde autonome, avec un aéroport international. Ils ont obtenu le maximum qu'ils pouvaient de l'Irak puisque le président irakien est kurde. Ils ont une alliance très forte avec les

Etats-Unis et grâce au ministre des affaires étrangères irakien, qui est kurde, ils mènent une diplomatie habile. Ils veulent calmer le jeu avec la Turquie, en refusant l'asile au PKK (Parti des travailleurs kurdes) de Turquie. Avec l'Iran, c'est pour l'instant le statu quo. Tout dépendra de la façon dont tournera le dossier du nucléaire iranien. En revanche, ils ont créé beaucoup de liens et sont très actifs auprès des Kurdes de Syrie, profitant de la pression de Washington sur le régime de Damas. Reste à définir les frontières du territoire kurde et ses ressources. Et à régler la question entre les Kurdes et les deux minorités, turcomane et assyro-chaldéenne. Si les Kurdes sont réalistes, ils doivent les intégrer.

RECUEILLI PAR
AGNÈS ROTIVEL

(1) Il compte parmi les experts de la fondation américaine pour la défense de la démocratie, et est spécialiste du terrorisme, des fondamentalistes et des mouvements djihadistes

la Croix
Mercredi 7 juin 2006

SYRIE - Comment renverser le régime baasiste ?

De plus en plus de voix syriennes s'élèvent pour réclamer la fin du pouvoir en place à Damas depuis 1970. Mais le pays semble fermement verrouillé, et l'opposition n'arrive à se manifester qu'en ordre dispersé.

"En Syrie, les gens en ont assez. Ils souffrent de l'injustice, de la pauvreté, de la faim et des graves problèmes économiques du pays. Il y a un ras-le-bol, et le régime a peur. C'est pourquoi il emploie les forces de sécurité pour arrêter les citoyens, y compris les intellectuels et les écrivains." Ces propos ont été tenus par Abdelhalim Khaddam, ancien vice-président syrien, lors d'une interview rapportée par le quotidien libanais L'Orient-le Jour. Après avoir participé pendant des décennies au régime dictatorial de Damas, Khaddam, âgé de 73 ans, a annoncé sa démission du poste de vice-président le 30 décembre 2005 et s'est exilé à Paris pour rejoindre le camp de l'opposition au régime baasiste de Bachar El-Assad, qui a pris la succession de son père à la tête du pays en juillet 2000.

Le Front de salut national (FSN) – dont Khaddam est membre fondateur et qui regroupe une cinquantaine de personnalités de l'opposition syrienne en exil, dont des représentants kurdes, des indépendants, des communistes et notamment le chef des Frères musulmans de Syrie, Ali Sadreddine Al-Bayanouni – a également appelé depuis Londres "les Syriens et les forces armées du pays à briser la barrière de la peur pour en finir avec le régime de Damas", apprend-on, toujours dans L'Orient-le Jour. S'adressant aux forces de sécurité du président Bachar El-Assad, "particulièrement les officiers employés par le régime pour infliger des injustices aux citoyens", le FSN les a invitées "à prendre leurs responsabilités morales et nationales et à refuser d'obéir aux ordres".

Toutefois, Khaddam se défend de vouloir un coup d'Etat militaire. Selon lui, il faut s'appuyer sur "le mécontentement populaire et le transformer en désobéissance civile, et ainsi faire chuter le régime de manière pacifique". Dans cet objectif, il souhaiterait fédérer les partis de l'opposition syrienne et déclare : "Nous travaillons à établir des liens avec tous les mouvements d'opposition afin d'unifier les efforts de tous pour le changement", et se dit convaincu que le peuple syrien parviendra à "établir un Etat moderne basé sur des institutions démocratiques choisies par le peuple et dont les dirigeants seront élus par le peuple".

En revanche, le FSN s'est opposé à toute ingérence étrangère dans les affaires syriennes. Selon Khaddam, "le message adressé à la communauté internationale est de ne pas couvrir les erreurs du régime syrien, et d'aider le peuple syrien à faire face à cette crise pour se débarrasser de ce pouvoir corrompu et violent qui a perdu toute légitimité".

Mais les déclarations de Khaddam, tout comme l'appel concomitant du FSN, risquent de ne pas trouver d'écho à l'intérieur de la Syrie. En effet, l'opposition de l'intérieur s'est regroupée en octobre 2005 autour de la "déclaration de Damas". Cette dernière réunit plusieurs partis – communiste, nationaliste, libéral et kurde – et appelle à un "changement démocratique radical" en Syrie. Son comité provisoire avait récemment lancé un avertissement aux Frères musulmans, leur demandant de choisir entre la "déclaration" et le FSN. Les Frères musulmans de Syrie, qui constituaient la force d'opposition au régime la plus structurée, avaient été violemment réprimés au début des années 1980, et leurs dirigeants ont pris le chemin de l'exil et se sont installés à Londres.

A l'intérieur de la Syrie, il est aujourd'hui difficile de cerner un mouvement d'opposition capable de faire face au régime, même si la société civile ne baisse pas les bras. "La lutte contre le pouvoir en place se traduit notamment par une effervescence estudiantine. Mais il leur faudra dix à quinze ans pour induire un changement au sein de la société", souligne The Christian

Science Monitor en citant Joshua Landis, spécialiste du Moyen-Orient à l'université d'Oklahoma et qui vient de passer un an à Damas. "Il s'agit de petits groupes réunissant une quinzaine d'étudiants. Ils ont surgi sur la scène politique il y a à peine deux ans. Régulièrement, le gouvernement essaie de les écraser. A chaque manifestation qu'ils organisent, la police s'acharne sur eux, et leurs dirigeants sont arrêtés et jetés en prison."

Des méthodes qui ont d'ailleurs eu raison d'un bon nombre de ces étudiants, qui doivent non seulement lutter contre le gouvernement et les autorités universitaires, mais aussi faire face

aux pressions de leurs familles et de leurs amis, poursuit le quotidien américain, ajoutant : "Des années de dictature vous apprennent la peur." Par ailleurs, le ralentissement des réformes économiques promises à maintes reprises par Bachar El-Assad détourne l'attention des Syriens, signale le journal. Selon Sami Moubayed, écrivain et analyste politique indépendant à Damas, "80 % des Syriens ne s'intéressent pas aux réformes politiques. Ils veulent du travail et plus d'argent."

Mais certains étudiants ont appris à surmonter leur peur et ont découvert que le gouvernement craignait plus une opposition laïque que celle d'un groupe religieux. Selon Ayman Abdul-Nour, membre réformateur du parti Baas, "à n'importe quel moment, le gouvernement peut se débarrasser des islamistes au nom de la lutte contre le terrorisme. Il sait également que les États-Unis ne souhaitent pas voir des religieux remplacer le régime actuel."

L'opposition en Syrie a également découvert la puissance d'un mouvement de protestation pacifique. C'est notamment le cas des détenus politiques, qui ont plus d'une fois eu recours à la grève de la faim. Ainsi, à partir du 10 juin, quatorze militants des droits de l'homme emprisonnés ont décidé d'entamer une grève de la faim d'une semaine, rapporte L'Orient-le Jour. Dix de ces détenus avaient été arrêtés en mai après avoir signé une déclaration réclamant une révision des relations entre la Syrie et le Liban. Les quatre autres sont l'écrivain Ali Abdallah, membre des Comités pour la renaissance de la société civile en Syrie, son fils Mohammad Ali Abdallah, Kamal Labouani, fondateur du Rassemblement libéral démocratique en Syrie, et Mohammad Mahfoud, responsable du Parti révolutionnaire des travailleurs.

Un échantillon qui traduit la parcellisation de l'opposition syrienne. Abdelhalim Khaddam sera-t-il à même de jouer le rôle de rassembleur ?

Hoda Saliby

Le PKK appelle à fuir le service militaire, 2 rebelles tués dans le sud-est



DIYARBAKIR (Turquie), 10 juin 2006 (AFP) - 08h43 - Le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), a appelé samedi les Kurdes de Turquie à fuir le service militaire obligatoire alors que deux de ses rebelles ont été abattus dans des heurts avec l'armée dans le sud-est du pays.

Les accrochages se sont produits tôt samedi à Silvan, sous-préfecture de Diyarbakir, la principale province peuplée majoritairement de Kurdes du pays, ont annoncé des responsables de la sécurité.

L'un des rebelles est un responsable régional de l'organisation séparatiste.

Par ailleurs, dans un communiqué cité par l'agence pro-Kurde Firat qui a son siège en Europe, le PKK a exhorté les Kurdes de Turquie à ne pas accomplir leur service militaire.

"Tout jeune patriote kurde doit refuser d'aller faire son service dans ces conditions ou au moins refuser de participer aux opérations" dans le sud-est turc, souligne le document.

Tout Turc est appelé sous les drapeaux à partir de 18 ans pour servir de six à 15 mois selon son niveau d'éducation.

La Turquie ne reconnaît pas le droit à l'objection de conscience, les réfractaires pouvant encourir jusqu'à cinq ans de prison.

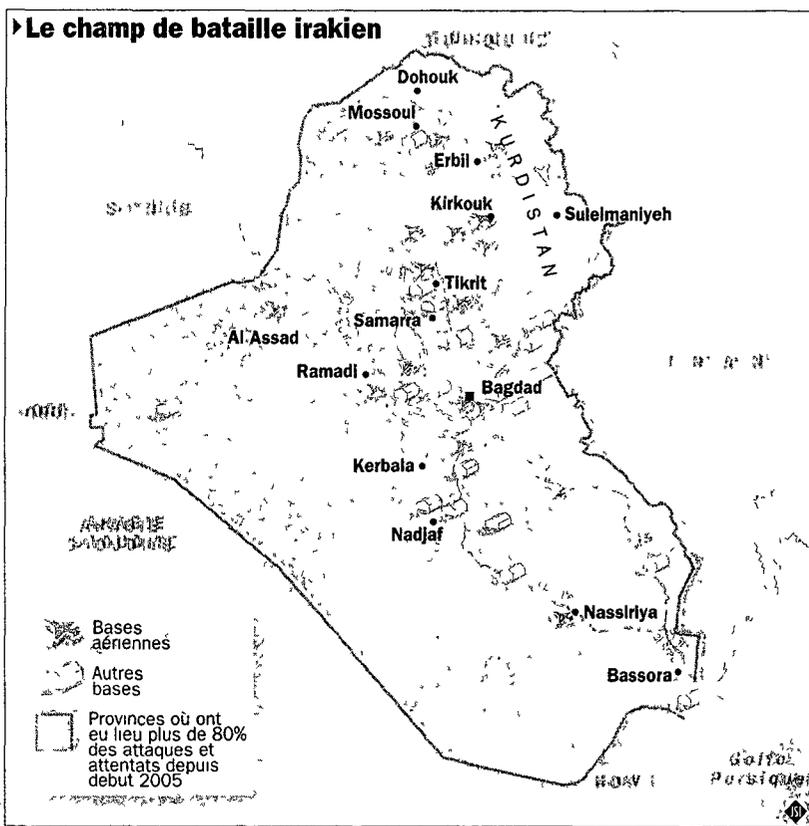
C'est souvent lors de leur enrôlement sous les drapeaux que les jeunes Kurdes analphabètes provenant des zones défavorisées apprennent à lire et à écrire. Les garnisons sont en outre un lieu où les appelés apprennent un métier qu'ils poursuivent ensuite dans la vie civile.

Le premier ministre irakien reste impuissant face au poids grandissant des milices communautaires

Les groupes armés irakiens font la loi

Plus de cinq mois après les élections législatives du 15 décembre, qui avaient vu l'élection du premier Parlement permanent depuis l'invasion de mars 2003, l'Irak semble rejoindre inexorablement la cohorte des pays livrés à l'anarchie des milices et des bandes armées. Depuis sa nomination au mois de mai, le premier ministre Nouri Al Maliki a proclamé son intention de mettre fin aux «forces sectaires» à l'intérieur de l'armée et de la police, et assure que «seules les troupes aux ordres du gouvernement élu possèdent des armes». Quelques mesures ont été annoncées: l'intégration des différentes branches des forces de sécurité à Bagdad, sous un même uniforme et avec une carte d'identité unique, pour mieux les distinguer des milices ou des ex-militaires baasistes. De plus, le premier ministre s'est rendu à Nadjaf pour solliciter une fatwa du grand ayatollah Ali Sistani. «Les armes ne doivent être portées que par les forces gouvernementales», a affirmé la plus haute autorité religieuse chiite.

En dépit de ces bonnes intentions, il est difficile de voir comment Nouri Al Maliki pourra démanteler ces groupes tenus par des partis qui contrôlent son gouvernement. Le Conseil supérieur de la révolution islamique, le parti religieux chiite dirigé par Abdul Aziz Hakim, 30 sièges au Parlement, contrôle la Brigade Badr. Moktata Al Sadr, le chef religieux rebelle chiite, 31 sièges au Parlement, possède sa propre milice, l'armée du Mahdi. Aucun des deux n'est prêt à démobiliser, ne serait-ce qu'en raison de l'incapacité du gouvernement à garantir leur sécurité. Par ailleurs, quelque 145 000 policiers, sans compter les 145 000 hommes du service de protection des installations répartis entre 27 ministères différents (de vraies petites armées à la disposition de chaque ministre), les 117 000 soldats de la nouvelle armée irakienne et plus de 50 000 gardes de sécurité privés. Sur le terrain, les différents groupes armés sont souvent difficiles à distinguer. Des miliciens de la Brigade Badr ou de l'armée du Ma-



hdi intégrés dans la police peuvent porter l'uniforme et conduire des véhicules officiels, tout en menant des opérations terroristes.

Chaque camp accuse l'autre des exactions contre sa communauté. Les sunnites réclament une purge

dans les rangs de la police. Les chiites accusent les ex-baasistes et les salafistes (extrémistes religieux) de la guérilla sunnite de commettre «un génocide contre le peuple chiite». De notoriété publique, plusieurs unités du ministère de la défense contrôlé par les sunnites, et du ministère de l'intérieur contrôlé par les chiites, se sont transformées en escadrons de la mort. Les 9^e, 10^e, 11^e et 16^e brigades des unités du ministère de la défense, théoriquement chargées de protéger les oléoducs, coopèrent avec la guérilla sunnite. Au ministère de l'intérieur, le 28^e bataillon de police, chargé de la sécurité du ministère, a perpétré de nombreuses atrocités contre des sunnites.

Dans l'ensemble du pays, le règne des milices aboutit à «l'épuration» de nombreux quartiers ou villages jusque-là mixtes. Chaque jour, à Bagdad, des habitants sont enlevés, torturés ou exécutés, seulement

parce qu'ils sont sunnites ou chiites. De nombreux sunnites se procurent de faux papiers avec des noms «neutres». Des chiites ont été exécutés par des miliciens sunnites sur présentation de leur carte d'identité. Après les élections de janvier 2005, le «nettoyage» a battu son plein dans les ministères de la santé et des transports, contrôlés par les partisans de Moktada Al Sadr, et au ministère de l'intérieur, contrôlé par le Conseil suprême pour la révolution islamique. L'explosion d'une bombe dans la mosquée de Samarra, le 22 février, n'a fait qu'attiser la violence intercommunautaire. Dans les trois mois qui ont suivi, 14 500 familles ont été «déplacées», selon le ministère de la migration. Au sein de la classe moyenne, l'insécurité grandissante a accéléré l'exode en direction de la Jordanie et de la Syrie.

FRANÇOIS D'ALANÇON

la Croix
Mercredi 7 juin 2006

Zarkaoui tué dans un raid américain

Guerre d'Irak Pour les Etats-Unis, l'élimination du chef local d'Al-Qaida est « un grand succès »

Le Monde
Vendredi 9 juin 2006



Judi 8 juin, l'armée américaine a présenté à la presse un cliché grand format du visage de Zarkaoui, tué la veille par un bombardement, dans un hameau situé près de Baaqouba. KHALID MOHAMMED/AP

Le premier ministre irakien a annoncé la mort d'Abou Moussab Al-Zarkaoui, tué lors d'un raid aérien américain

Abou Moussab Al-Zarkaoui, le chef d'Al-Qaida en Irak, a été tué mercredi soir dans un raid aérien américain. Le premier ministre irakien, Nouri Al-Maliki, et l'ambassadeur américain en Irak, Zalmay Khalilzad, ont révélé l'information, jeudi matin 8 juin, à Bagdad. Zarkaoui, tué près de Baaqouba, au nord de Bagdad, aurait été « identifié grâce à ses empreintes digitales, son visage et ses cicatrices », selon le général George Casey, le commandant de la force multinationale en Irak.

Zarkaoui a été « éliminé », selon le premier ministre irakien, avec sept de ses compagnons lors d'une opération militaire conjointe américano-irakienne. « Ce qui s'est passé est le résultat de la coopération du peuple irakien. C'est un message à tous ceux qui choisissent la voie de la violence, pour qu'ils changent de direction, avant qu'il ne soit trop tard. »

L'ambassadeur des Etats-Unis, présent aux côtés de M. Maliki, s'est félicité de ce « grand jour ». « Zarkaoui est responsable de la mort de milliers de personnes en Irak et à l'étranger. Sa mort est un pas dans la bonne direction pour l'Irak, et pour la lutte globale contre le terrorisme. »

L'itinéraire d'« Abou Moussab Al-Zarkaoui », de son vrai nom Fadel Nazzal Al-Khalayleh, a commencé le 20 octobre 1966 dans la ville de Zarka, en Jordanie, à vingt kilomètres de la capitale Amman. Zarka est un bastion du salafisme, l'islam radical dont Fadel se revendiquera lorsqu'il deviendra un « guerrier d'Allah ». Ses parents sont des bédouins.

Puis le véritable itinéraire de Zarkaoui, l'itinéraire de sang, celui du djihadiste, commencera, comme pour beaucoup d'hommes de sa génération, en Afghanistan, dans les années 1980. C'est là, dans la guerre contre l'armée soviétique, que les djihadistes du monde entier se retrouvent. C'est là, à la frontière pakistano-afghane, à Peshawar, qu'un jeune Saoudien, Oussama Ben Laden, crée une organisation qui deviendra un mouvement dji-

hadiste à vocation mondiale, Al-Qaida.

Le chômeur de Zarqa, voyou à ses heures, bagarreur et tatoué, trouve un sens à sa vie. Il aime la guerre, et a du charisme. On raconte qu'une fois entré en djihad, Fadel a effacé à l'acide ce tatouage, une ancre de marine, qui ornait le corps de l'impie.

Abou Moussab Al-Zarkaoui serait rentré en Jordanie au début des années 1990. Il est arrêté en 1994 et jeté en prison. C'est là qu'il parfait son profil de djihadiste, se réfugiant dans le Coran, et son profil d'« émir », de meneur d'hommes. Amnistié en 1999, il reprend le chemin du Pakistan et de l'Afghanistan. Devenu entretemps un émirat taliban et la base d'Al-Qaida, c'est en Afghanistan qu'il est présenté au « cheikh » Oussama Ben Laden.

Les deux hommes ne se seraient pas appréciés. Ben Laden veut cibler l'Occident et l'Arabie saoudite, Zarkaoui cultive sa haine d'Israël et des chiites. Toléré par Al-Qaida sans en devenir un dirigeant, il crée ses propres camps d'entraînement militaires dans le nord du pays, près d'Herat.

Après le 11 septembre 2001 et l'intervention américaine, lorsque les djihadistes doivent fuir l'Afghanistan, Zarkaoui choisit la route de l'Irak, puis du Kurdistan. Il est aussi accusé d'avoir planifié l'assassinat à Amman du diplomate américain Laurence Foley en 2002.

Mais l'itinéraire de Zarkaoui en chef djihadiste incontesté commence en Irak. Il revendique les premiers attentats, notamment celui contre le siège de l'ONU à Bagdad en août 2003. Très vite il se distingue par sa cruauté. Il est identifié, selon la CIA américaine, sur certains des premiers enregistrements vidéo de décapitations d'otages occidentaux. Puis il multiplie les attentats sanglants contre la communauté chiite.

Malgré cette différence politique persistante avec Ben Laden, il finit par être reconnu par la tête d'Al-Qaida comme le chef de ses opérations en Irak. Pour l'ancien voyou jordanien, c'est la consécration. Sa tête est mise à prix 25 millions de dollars, autant que Ben Laden, par les Etats-Unis.

C'est la consécration, et c'est un arrêt de mort. ■

RÉMY OURDAN

SYRIE CONSTITUTION D'UN FRONT DE SALUT NATIONAL A LONDRES

Le Monde
Jeudi 8 juin 2006

L'opposition syrienne veut briser « la peur »

BEYROUTH
CORRESPONDANTE

Des opposants syriens ont lancé, lundi 5 juin, un appel à leurs concitoyens pour qu'ils « brisent le mur de la peur » et se soulèvent contre le régime, qu'ils qualifient de « *corrompu et dictatorial* ». Cet appel a été lancé de Londres au terme de la réunion de l'assemblée constituante du Front de salut national, dont les jalons avaient été posés, en mars, lors d'une rencontre de ses membres à Bruxelles. Les participants embrassent dans leur appel toutes les catégories sociales, politiques et religieuses syriennes, y compris le parti Baas au pouvoir et la communauté alaouite à laquelle appartient le président Bachar Al-Assad. L'armée et la police sont invitées à protéger le peuple et non les tenants du pouvoir.

Les deux piliers du Front sont l'association des Frères musulmans, représentée par son dirigeant, Ali Sadreddine Al-Bayanouni, et l'ancien vice-président de la République Abdel Halim Khaddam, entré en dissidence à la fin 2005. Les Frères bénéficient d'une influence certaine en Syrie, mais elle est difficile à mesurer après la terrible répression qu'ils ont subie en 1980. M. Khaddam est généralement tenu en suspicion par les Syriens pour avoir fait partie pendant une trentaine d'années du cercle le plus étroit du régime. Une cinquantaine d'autres Syriens en exil

participaient à la réunion de Londres. Aucun plan d'action concret n'a été rendu public mais les participants ont affirmé être en contact avec des opposants « *de l'intérieur* », sans pour autant prétendre les représenter.

Intellectuels en prison

Aucun ne peut rentrer en Syrie sous peine de se voir arrêté et traduit en justice. Le cas de l'opposant Kamal Labouani est du moins là pour le leur rappeler. Arrêté en novembre 2005, au retour d'un voyage de quelques mois en Europe et aux États-Unis, M. Labouani doit comparaître en justice le 19 juin pour collusion avec l'étranger, ce dont il se défend formellement. L'accusation d'entente ou de connivence avec les ennemis de la Syrie est le maître mot des autorités syriennes contre l'opposition, notamment depuis que Damas subit de fortes pressions internationales pour l'amener à cesser son soutien supposé à des « *terroristes* » et, surtout, à respecter la souveraineté du Liban.

Depuis la mi-mai, dix intellectuels, activistes politiques, avocats ou militants des droits de l'homme de renom sont en prison, accusés d'« *atteinte au moral national et d'incitation à la lutte partisane* ». Ils sont « *coupables* » d'avoir signé avec des concitoyens et des intellectuels libanais une

pétition réclamant la démocratie en Syrie, le respect de l'indépendance du Liban et la normalisation des liens entre les deux pays. Il leur est également reproché de partager certaines opinions de la communauté internationale qui, presque à la même époque, en vertu de la résolution 1680 du Conseil de sécurité de l'ONU, demandait à Damas de traiter le Liban d'égal à égal.

Ces prisonniers de conscience auraient été « sélectionnés » en tant que représentants de telle ou telle catégorie d'opposants pour faire taire toute velléité de revendication. Selon une source bien informée, ils sont forcés de vêtir la tenue rayée des prisonniers et sont menottés lors de leurs déplacements pour être interrogés. Certains partagent leur cellule avec des criminels de droit commun.

Le pouvoir chercherait aussi à se dégager de cette affaire, qui lui a valu les critiques des organisations de défense des droits de l'homme internationales et arabes, mais aussi des reproches au sein de l'opinion publique arabe, qui était pourtant solidaire de Damas face aux pressions extérieures. D'après un opposant en exil, une contre-pétition circule, qui, tout en critiquant l'initiative des opposants, sollicite l'intervention du président Al-Assad pour faire libérer les prisonniers. ■

M. NA.

Le Monde
Vendredi 9 juin 2006

IRAN NUCLÉAIRE

Téhéran pourrait être autorisé, à terme, à enrichir l'uranium

LES SIX – les cinq membres permanents du Conseil de sécurité plus l'Allemagne – n'excluent plus d'autoriser, à terme, l'Iran à conserver une activité d'enrichissement de l'uranium. Avec la disponibilité des Américains à ouvrir des négociations directes avec les Iraniens, c'est la principale nouveauté du « paquet » présenté à Téhéran par le haut représentant de l'Union européenne pour la politique étrangère, Javier Solana. M. Solana devait s'entretenir, jeudi 8 juin, avec Jacques Chirac des réactions iraniennes. Téhéran a

jugé certains points « *positifs* », d'autres « *ambigus* ».

Jusqu'à maintenant, la communauté internationale exigeait des Iraniens qu'ils renoncent à toute activité d'enrichissement de l'uranium, un processus pouvant mener à une arme nucléaire. Après avoir accepté en 2004 un moratoire proposé par les trois Européens (France, Allemagne, Grande-Bretagne), les Iraniens avaient repris des activités d'enrichissement.

Le conseil des gouverneurs de Agence internationale de l'éner-

gie atomique (AIEA) avait transmis le dossier à l'ONU. Face aux réticences russes et chinoises d'accepter des sanctions contre les mollahs, les Européens ont convaincu les Américains que la communauté internationale devait améliorer son « offre », assortie de menaces de sanctions. Téhéran a toujours protesté de son droit, reconnu, par le Traité de non-prolifération nucléaire (TNP), d'enrichir de l'uranium à des fins civiles. Toutefois, l'Iran a tenté à plusieurs reprises d'échapper aux contrôles internationaux, renforçant ainsi les soupçons sur l'existence d'un programme militaire clandestin.

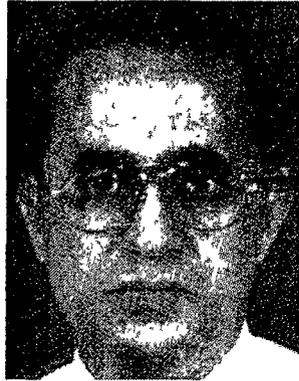
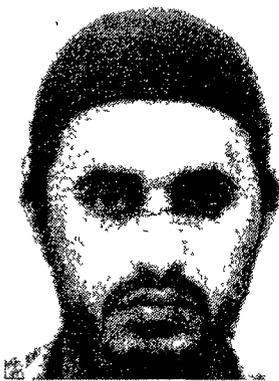
« *La possibilité de poursuivre l'enrichissement de l'uranium n'est pas explicitement mentionnée dans la nouvelle proposition mais celle-ci n'exclut rien*, déclare un diploma-

te proche du dossier. *Les Iraniens doivent accepter une suspension pour que les négociations puissent commencer mais on ne peut pas préjuger de ce qu'il en sortira* ».

L'objectif est une coopération internationale avec Téhéran dans le domaine du nucléaire civil qui rende inutiles les activités d'enrichissement. La coopération pourrait aussi aboutir au rétablissement d'un climat de confiance dans lequel de telles activités n'apparaîtraient plus menaçantes. A la condition d'un respect permanent et contrôlé des conditions posées par l'AIEA, l'Iran pourrait recouvrer l'intégralité des droits accordés par le TNP et donc reprendre l'enrichissement de l'uranium. « *Dans des années, voire des décennies* », selon le *Washington Post*. ■

DANIEL VERNET

Eliminating the face of insurgency



Photographs by Agence France-Presse

Abu Musab al-Zarqawi, the leader of Al Qaeda in Iraq, as shown in a variety of wanted posters and images from the past two years.

By Dexter Filkins

BAGHDAD: By finally putting an end to Abu Musab al-Zarqawi, the American military and its Iraqi allies have killed the one man who put a face on the Iraqi insurgency.

The question looming over his death is how large a blow his elimination deals to the guerrilla movement he helped drive to such bloody limits.

The likely answer, according to American and Iraqi officials and experts who have been following Zarqawi for months: His death could significantly degrade the ability of his group, Al Qaeda in Mesopotamia, to launch suicide and car bomb attacks — and possibly set off a bloody struggle to succeed him. But the insurgency and sectarian war he helped ignite will carry on.

It was Zarqawi, in a letter obtained by American forces in early 2004, who first called on Sunni insurgents to turn their sights on the Shiites. A “sectarian war,” Zarqawi wrote, was the only way Sunni insurgents could win in Iraq, by provoking a Shiite backlash and a rallying of the millions of Sunnis outside the country.

Much of what Zarqawi wished has come true. The bloodletting in mixed Sunni-Shiite cities like Baghdad is unfolding so quickly that it appears to have a life of its own, with hundreds of burned and bullet-riddled bodies turning up each week in city morgues.

And the Sunni-led insurgency is so diffuse and so broadly based that it seems unlikely to be stopped by the death of its most visible leader.

“Zarqawi may be gone, but the conflagration that he set alight continues to burn,” said Bruce Hoffman, a terrorism expert at the Rand Corporation in Washington. “That is the reality. He has already set in motion powerful forces that won’t necessarily stop just because he is dead.”

Unlike some terrorist leaders, Zarqawi went beyond providing inspiration and public relations for his movement. He fought on the front lines with his men.

American and Iraqi officials believe

Zarqawi probably played a central role in planning some of the most spectacular attacks that his group carried out against foreigners and Shiites in Iraq — the suicide bombing on the United Nations headquarters in 2003; the bombings on the Ashoura holiday in 2004, which killed more than 140 Shiite pilgrims; and the destruction of the Askariya Shrine in February, which set off a wave of sectarian killings that has not abated.

But the Qaeda organization Zarqawi leaves behind in Iraq is a decentralized and far-flung collection of terrorist groups, each operating more or less independently.

At least 60 groups have carried out attacks against Iraqi and American targets under Al Qaeda in Mesopotamia’s name. Experts say those groups can probably continue to carry out attacks, if not with the same audacity as Zarqawi.

Dozens of other insurgent groups, including some of the largest, like Ansar al-Sunnah and the Islamic Army of Iraq, have little or no relationship to Al Qaeda. Some are its bitter rivals. They, too, will carry on.

What’s more, Zarqawi, a Jordanian, had apparently begun handing over the leadership of his organization to Iraqis, possibly in anticipation of his own death. He had begun to establish what his comrades described as a framework for a future Islamic state in Iraq.

In January, Al Qaeda in Mesopotamia announced that it had joined the Council of Holy Warriors, a collection of seven insurgent groups headed by an Iraqi, Abdullah al-Baghdadi.

Most of the senior leaders around Zarqawi are now believed to be Iraqi; American officers said recently they had killed 161 members of the organization, many of them foreigners.

Some experts doubted whether Baghdadi really exists, and whether Zarqawi had ever relinquished day-to-day control of his organization.

“Zarqawi was under pressure to hand over power to Iraqis, and like most Arab leaders under pressure to democratize, he created a false parliament,” said a senior Iraqi intelligence official, speaking

of the Council of Holy Warriors. “He was still in command.”

Some Iraqi officials said they were anticipating a struggle for control of Al Qaeda now that Zarqawi is dead.

“There is no immediate alternative to Zarqawi,” the senior Iraqi intelligence official said. “There will be a vacuum of leadership. His close circle, his organization, will not agree on one of them to succeed him. There is the prospect for division in this group.”

A similar thing happened among the senior leaders of the terrorist group clustered around Abu Nidal in the 1980s, when assassinations of senior members ignited a deadly struggle in the ranks, said Hoffman of the Rand Corporation.

“This is the best way to undermine a terrorist group,” he said. “Information that sows internal discord and disloyalty has a radiating effect in the organization. That could set in motion the unraveling of Al Qaeda.”

Major General William Caldwell, a spokesman for the American forces in Iraq, said the likely successor to Zarqawi was a person known only by his nom de guerre, Abu al-Masri. He is thought to be Egyptian; al-Masri means “the Egyptian” in Arabic.

In a statement posted on a jihadi Web site, a writer claiming to be the deputy



NYT

emir of Al Qaeda in Mesopotamia, Abu Abdul Rahman al-Iraqi, vowed to carry on with "the same plan that Abu Musab al-Zarqawi drew up."

"We pledge to Allah to continue raising his way in the Land Between the Rivers," the statement said, "or die."

In the months before Zarqawi's death, American officials insisted they had decimated large parts of Al Qaeda in Mesopotamia. At news conferences, they flashed photo after photo of senior leaders of Al Qaeda in Mesopotamia who had been killed or captured.

Even so, the organization continued to mount extraordinarily lethal attacks.

That suggested that Al Qaeda was rapidly replenishing its ranks; it could do so again.

In any event, the fruits of Zarqawi's labors may outlive him.

Filled with hatred for Iraq's Shiite majority, whom his group often referred to as "converters," Zarqawi killed thousands of them, mostly civilians struck by one of the suicide bombers that he dispatched to markets and street corners.

The most spectacular and overtly sectarian attack for which he is suspected came on Feb. 22, when bombers destroyed the Askariya Shrine, a golden-domed mosque revered by Shiites.

That set off a wave of Shiite-on-Sunni violence — precisely what Zarqawi had hoped for — and a violent reaction by Sunni gunmen.

On the day of Zarqawi's death, Iraq stood at the brink of all-out civil war, which no one did more to bring about.

Mowaffak al-Rubaie, Iraq's national security advisor, said he hoped there was still time to slow the country's slide.

"There is a fracture between the two communities," Rubaie said. "His work over the last three years has not gone in vain."

The New York Times

EU entry for Turkey faces a test

A demand by Nicosia overshadows talks

The Associated Press

ANKARA: More than three decades after Turkey sent troops to invade Cyprus, the small Mediterranean island has become a formidable force in the diplomatic arena, threatening to derail Turkey's drive to join the European Union.

Ankara will find out Monday whether it can start — and conclude — its first detailed entry negotiations after EU foreign ministers meeting in Luxembourg discuss a demand by Cyprus that the 25-nation bloc pressure Turkey over its dealings with the divided island.

Cyprus, split since 1974 into an internationally recognized Greek Cypriot south and a Turkish-occupied north, insists that the European Union remind Ankara of its obligation to normalize relations with Nicosia and include it in a customs union with the bloc, officials said Friday.

Although Cyprus is an EU member, Ankara does not recognize the Greek Cypriot-led government in Nicosia, but supports a breakaway Turkish Cypriot state in the north of the island.

The talks on Monday between Ankara and the European Union are to focus on science and technology in the first of 35 so-called "negotiating chapters."

But while the issues are not considered controversial, Nicosia insists that before the talks can start, the European Union must demand that Turkey

Cyprus insists that the EU remind Ankara of its obligation to normalize relations with Nicosia.

extend its customs union to include Cyprus and nine other states that joined the bloc in 2004.

Turkey has not implemented an agreement it signed last July to broaden its customs union to include the EU's 10 newest members. It refuses to allow Greek Cypriot ships and planes to use Turkish ports and airports until a crippling international embargo on the Turkish Cypriot state is lifted.

Ankara has not indicated whether it will consider any concessions.

The Turkish foreign minister, Abdullah Gul, said he would not leave for Luxembourg until he had seen the wording of a text to be presented to Turkey before the start of negotiations.

"I will see the results" of the EU foreign ministers' meeting on Monday, Gul told reporters on Sunday, adding that if there is a political obstacle, "then of course I won't go."

A failure to start negotiations would be a major blow for Turkey's EU aspirations, and could spell more trouble for the Islamic-rooted government of Prime Minister Recep Tayyip Erdogan, already struggling with an economy that is showing signs of problems.

Turkey and EU member countries had long been aware that Cyprus was a potential deal-breaker — the EU enlargement commissioner, Olli Rehn, likened the Cyprus issue to a "train wreck" waiting to happen.

"Everyone should be ready for occasional slippage and problems with the EU," warned Turkey's chief negotiator, the state minister Ali Babacan, on Thursday. "We are going to walk through a path with ups and downs."

So far, the EU has been careful not to

alienate Turkey, a poor and populous country with a predominantly Muslim population. But member states have not been happy with its progress in meeting membership criteria, and say the pace of essential reforms has slowed down.

The Turkish government dismissed the criticism, promising further reforms ahead.

On Monday, the EU will stress the need for Turkey to enhance freedom of expression, respect of fundamental freedoms under anti-terrorism laws, religious freedoms and cultural rights.

The Cypriot foreign minister, George Iakovou, has said that Nicosia does not want Monday's talks to be concluded in one day, as that would imply Turkey's progress was problem-free.

"This would be the wrong message to Turkey and the member states, but especially to member states' public opinion," Iakovou said Friday.

But an EU attempt to force Turkey into opening ports and airports to Greek Cypriots — a first step toward recognizing Nicosia — could anger Turks and halt the talks before they even start.

Such a setback could stoke nationalism and distrust of the West in Turkey, further souring relations.

Cyprus has been divided since the 1974 Turkish invasion sparked by a failed Athens-backed coup in favor of union with Greece. Ankara insists it will not recognize Nicosia unless it is guaranteed equal rights for Turkish Cypriots.

But Cyprus has little to lose since it joined the EU, and appears to be willing to increase pressure on Turkey. A UN peace plan to reunify the island was rejected by Greek Cypriots but supported by the Turkish north.

INTERNATIONAL
Herald Tribune

June 12, 2006

Zarkaoui mort d'un tueur

Le Monde
Samedi 10 juin 2006

Zarkaoui est mort. » Un silence accueille d'abord la nouvelle annoncée jeudi 8 juin par le premier ministre irakien, Nouri Al-Maliki. Mais le silence se brise vite : applaudissements, cris de joie, remerciements à Allah fusent, suivis d'un youyou strident de femme. « *Aujourd'hui est un grand jour !* », se félicite Zalmay Khalilzad, l'ambassadeur américain en Irak. Après trois années de chasse à l'homme, Abou Moussab Al-Zarkaoui, le chef d'Al-Qaïda en Irak, l'ennemi numéro un de l'Amérique et le cauchemar d'une grande partie de la population irakienne a fini par mourir, mercredi 7 juin, foudroyé à 18 h 15 par une attaque aérienne américaine à une cinquantaine de kilomètres de Bagdad, non loin de Baqouba, une des villes du « triangle sunnite ».

L'incroyable et fulgurante métamorphose du petit délinquant de la banlieue d'Amman, en Jordanie, en « *Lion de Mésopotamie* » sanguinaire et insaisissable avait fait de lui un mythe dont la notoriété avait largement dépassé les milieux djihadistes. Les mythes ayant la peau dure, des photos montrant le visage du cadavre ont été diffusées partout et très vite à Bagdad, pour démontrer que la mort de l'extrémiste le plus barbare qu'ait engendré l'islam radical n'était pas une rumeur de plus. Zarkaoui a revendiqué tellement d'attentats, d'opérations kamikazes, de décapitations d'otages, et les forces américaines lui ont attribué tant de cruautés, que beaucoup d'Irakiens ont longtemps suspecté une sorte de complot.

En 2003, quand il commence à faire parler de lui, beaucoup doutent même de son existence. Un palmarès aussi sanglant de la part d'un seul homme, de surcroît étranger et qui plus est inconnu, était difficile à admettre. Le 1^{er} juillet 2004, les Américains promettent 25 millions de dollars – autant que pour la capture d'Oussama Ben Laden – à quiconque leur fournira une indication menant à sa capture. Mais, à cette époque encore, beaucoup de Bagdadis croient que « le méchant » n'est rien



Extrait d'une vidéo de 34 minutes mise en ligne sur le site Internet d'Al-Qaïda le 26 avril.

d'autre qu'une invention concoctée par les Etats-Unis, pour justifier des bombardements meurtriers, tels celui de Latifiya, en septembre 2004, ou ceux sur Fallouja, à la fin de cette même année. Tandis que la traque de Ben Laden dans les confins afghans est un échec total des services américains, Zarkaoui apparaît comme l'épouvantail idéal, la nouvelle incarnation du mal absolu. Les affichettes et les boîtes d'allumettes distribuées un peu partout en Irak avec la tête mise à prix de Zarkaoui semaient elles aussi le doute. Des petites photographies de mauvaise facture le montraient tour à tour chauve, en cravate, avec des lunettes, visage émacié et moustache, barbu et chevelu, en keffieh traditionnel bédouin...

Abou Moussab est un surnom qu'il aurait choisi par admiration de Moussab ibn Oumayr, un des compagnons du Prophète, tombé en martyr lors de la bataille d'Ouhoud en 625. Son véritable nom était Ahmad Fadil Al-Khaylayla Nazzal. Il possédait l'art de se déguiser et une multitude de pseudonymes. Grâce au mystère qui l'entourait, son

mythe n'a cessé de prendre de l'ampleur. Contrairement à Oussama Ben Laden et son lieutenant Ayman Al-Zawahiri, régulièrement visibles dans des cassettes vidéo transmises à la chaîne qatarie Al-Jazira, Zarkaoui cultivait sa part d'ombre. Hormis des déclarations sur Internet, dont la fiabilité n'était pas toujours certaine, l'homme n'apparaissait jamais. L'obsession américaine à son égard a contribué à intensifier le mythe.

On l'avait cru blessé, mourant même, au printemps 2005. La légende veut même que des policiers irakiens l'aient arrêté dès 2004... avant de le relâcher sans le reconnaître. Il aura finalement fallu attendre une vidéo, diffusée le 26 avril 2006, le montrant en pleine santé, le visage rond et barbu, le corps trapu et même légèrement bedonnant sous son équipement guerrier, pour que l'existence de Zarkaoui devienne une certitude. Et finalement sa mort, en compagnie de sept personnes, dont un de ses proches lieutenants.

Les Etats-Unis l'avaient identifié et mentionné devant les Nations unies dès février 2003, plus d'un mois avant l'invasion américaine. Le secrétaire d'Etat américain Colin Powell le présen-

taut comme le « chaînon manquant » entre le régime de Saddam Hussein et Al-Qaida. Il avait notamment déclaré : « L'Irak héberge aujourd'hui un réseau meurtrier dirigé par Abou Moussab Al-Zarkaoui, associé et collaborateur d'Oussama Ben Laden. » C'était à la fois vrai et faux. Zarkaoui était bien l'hôte d'un groupe islamiste dangereux, Ansar Al-Islam, il était bien en Irak, mais dans l'extrême nord-est du Kurdistan – alors autonome et protégé par les Américains –, mais il n'était pas l'« associé » de Ben Laden en Irak, du moins pas encore.

Les dirigeants d'Al-Qaida se sont en fait longtemps méfiés de ce jeune homme brouillon, plus tête brûlée que parfait candidat au djihad. Ils ne sont pas les seuls à s'être trompés sur son apparence médiocrité. Né le 20 octobre 1966 au sein d'une famille modeste de trois fils et sept filles, il se fait remarquer par les services jordaniens dès la fin de son adolescence. Il n'est alors qu'un délinquant de droit commun parmi d'autres. Ses maîtres d'école l'ont décrit comme un élève pas spécialement idiot mais dissipé et peu porté sur les études, religieuses ou autres. Il est le mauvais sujet qui boit de l'alcool et aime la bagarre. Il collectionne les tatouages sur les bras – une pratique fort peu religieuse –, au point que ses copains le sur-

nomment « l'homme vert », dont une ancre de marine sur la main.

« Erreurs » de jeunesse qu'il tentera d'effacer plus tard avec de l'acide, provoquant de nombreuses cicatrices – dont celles qui auraient permis l'identification de son cadavre à Baaqouba.

Sa mère, à présent décédée, a déclaré qu'il était un petit garçon « tendre et affectueux ». Un dessin qu'il lui envoya de prison, alors qu'il était condamné à quinze ans de réclusion, représentant un cœur suspendu à un parachute multicolore descendant sur une île entourée de petits bateaux à voile, laisse songeur. Difficile d'y voir l'expression d'un psychopathe, voire celle d'un adulte. En matière de psychologie, certains ont essayé d'expliquer sa future fascination

Les chiïtes
sont des
« hérétiques,
des serpents
à l'affût, des
scorpions rusés
et fourbes »

Zarkaoui

pour le morbide par la présence d'un cimetière jouxtant le foyer. Le petit Ahmad aurait aimé y errer longuement entre les tombes... Le cimetière existe toujours, ainsi que la modeste maison familiale, qui n'a rien d'un taudis, dans les collines poussiéreuses de Zarka, à 20 kilomètres à l'ouest de la capitale jordannienne, Amman.

Explication simpliste. Ce petit cimetière écrasé de soleil aurait du mal à servir de décor, même dans le plus mauvais film d'horreur. Et il existe plusieurs villes au Moyen-Orient – l'im-

mense « cité des morts » du Caire, par exemple – où les vivants vivent en bonne entente avec les morts sans susciter de vocation de tueurs en série.

Plus angoissant est l'univers de Zarka, cité de 800 000 habitants qui suinte la pauvreté. Lieu insolite où se côtoient Jordaniens, réfugiés palestiniens et irakiens, une fourmilière, un bastion du salafisme, cet islam radical dont se revendique Zarkaoui. Zarka est entrée dans l'histoire le 6 septembre 1970 avec le détournement de trois avions par des commandos du Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP), provoquant la fureur du roi Hussein et le déclenchement de ce qui est resté dans les mémoires comme un « septembre noir ».

A Amman et à Zarqa, la vengeance du roi fera plus de 3 000 morts et 10 000 blessés. La ville verra aussi passer des islamistes aussi célèbres qu'Abdallah Azzam, le véritable inspirateur palestinien d'Al-Qaida. En raison de l'influence de ce type de personnage, de la persistance du conflit israélo-arabe mais aussi de conditions socio-économiques fragiles, Zarka devient dans les années 1990 le foyer de l'islamisme radical en Jordanie. Parmi ceux qui rentrent du Koweït, suite à l'éviction des Irakiens de l'émirat par les alliés de la première guerre du Golfe, se trouvent notamment Abou Anas Al-Chami, futur mufti de l'organisation de Zarkaoui en Irak et son mentor aujourd'hui encore incarcéré en Jordanie, Issam Moham-



Un Irakien armé filmé par les caméras de la télévision irakienne le 28 février 2005 dans la ville chiïte de Hilla, au sud de Bagdad, laquelle vient d'être le théâtre d'un attentat-suicide revendiqué par Al-Qaida qui a fait plus de 100 morts. AP/APTN

med Taher Al-Barkaoui, alias Abou Mohammad Al-Makdissi.

Pour Zarkaoui, le tournant a lieu en 1989, quand il décide de partir pour le Pakistan. C'est là qu'il rencontre Makdissi, qui le prend sous son aile et lui trouve un job de journaliste dans une revue djihadiste de Peshawar. De retour en Jordanie en 1993, il est arrêté un an plus tard, pour détention d'armes et falsification de passeport, à quinze ans de réclusion. Il écrit une lettre pour fustiger ses juges, leur dénie toute autorité, car, à ses yeux, seule la justice islamique, le « *tribunal du Souverain tout-puissant* », est légitime. C'est donc en véritable « bras armé de la justice divine » qu'il se permettra, dix ans plus tard en Irak, de condamner ses otages et de les décapiter.

C'est alors que les services jordaniens, pourtant réputés pour leur efficacité, commettent une erreur. A l'occasion du couronnement du nouveau « petit roi », Abdallah II, qui prononce une amnistie générale, Zarkaoui est finalement relâché le 29 mars 1999. La bête est lâchée. Tout en maudissant la monarchie et son jeune maître, « *cet allié des juifs qui combat les alliés de Dieu et les chasse, puis jette en prison les fils de cette religion bénie* », il repart en Afghanistan. « *Il disait qu'il n'avait pas la patience d'apprendre, d'enseigner ou de prêcher* », explique Makdissi sur son site Internet.

Au « pays des faucons », l'ancien voyou « se rapproche » d'Oussama Ben Laden, mais il refuse d'intégrer Al-Qaida « *par manque de souplesse* », estime Makdissi. Il monte son propre camp d'entraînement, près de la ville d'Herat, non loin de la frontière irakienne, baptisé Tawhid wal Jihad (Unification et guerre sainte).

Survient l'attaque du 11 septembre 2001. En décembre de la même année, les Américains bombardent l'Afghanistan et s'approprient à l'envahir. Zarkaoui s'enfuit via l'Iran où il passera quelques semaines avant de trouver refuge dans ce camp du Kurdistan irakien contrôlé par Ansar Al Islam, aujourd'hui rebaptisé Ansar Al Sunna. Entre-temps, Zarkaoui a lancé plusieurs opérations en Jordanie, d'abord un attentat visant des touristes au moment de la célébration du deuxième millénaire, qui fut déjoué, ensuite l'assassinat du diplomate américain Laurence Foley, le 28 octobre 2002. Il réussira le

9 novembre 2005 une opération spectaculaire en frappant simultanément trois hôtels d'Amman. Son organisation sera aussi citée parmi les instigateurs possibles des attentats de Madrid qui firent 192 morts le 11 mars 2004.

Depuis l'invasion américaine en Irak, Ansar Al Sunna a subi de lourdes pertes. L'organisation, composée essentiellement de Kurdes sunnites, renaîtra peu à peu de ses cendres en s'alliant avec le nou-

veau groupe dénommé Tawhid wal Jihad dirigé par Zarkaoui. Abou Anas Al-Chami rejoindra son ami jordanien en septembre 2003 en Irak et deviendra le rédacteur de ses proclamations. La terreur répandue par le groupe atteindra un premier sommet avec l'assassinat d'otages étrangers. Zarkaoui est suspecté par les Américains d'avoir personnellement décapité le premier otage, le jeune Américain Nicholas Berg. « *Pour sauver cet âne impie, écrira Zarkaoui sur son site Internet, des émissaires nous ont proposé tout l'argent que nous voulions (dont nous avons un besoin pressant pour faire tourner la roue du djihad). (...) Afin de susciter les volontés et réjouir les musulmans d'Orient et d'Occident, nous avons décidé que cet impie ne serait pas racheté, même si on nous proposait son poids en or. Il faut que les ennemis de Dieu sachent qu'il n'y a dans notre cœur aucune trêve ni pitié pour eux.* » Le serment sera respecté à la lettre. Les exécutions d'otages se succèdent dans d'horribles mises en scène filmées et diffusées sur Internet, suscitant dans les pays des victimes la colère contre les gouvernements alliés aux Américains, provoquant le départ des étrangers, des agents de l'ONU, des entreprises de reconstruction, des organisations non gouvernementales, puis celui presque total des journalistes.

Dans le chaos qui semble s'être définitivement installé, Zarkaoui poursuit une tactique « militaire », détaillée dans une lettre adressée à Ben Laden et diffusée en février 2004 par les services américains. Il s'agit d'abord et avant tout d'empêcher la création d'un gouvernement démocratique en Irak. « *L'idéal, écrit-il, serait que nous puissions, comme nous le souhaitons, ruer dans les brancards et faire échouer leur plan. Sinon, ce qu'à Dieu ne plaise, le gouvernement étendra sa domination sur le pays. Alors il ne nous restera qu'à refaire nos bagages et partir pour un autre pays en reprenant l'étendard, à moins que Dieu ne préfère que nous mourions en martyr.* »

Pour lui, il faut surtout mener une guerre totale contre les impies, ce qui inclut la majorité musulmane de l'Irak, les chiïtes. « *Notre combat contre les Américains est peu de chose, écrit-il, car l'ennemi est déclaré et exposé, ignorant la terre et la réalité des combattants de la guerre sainte à cause de son manque de renseignements. Nous savons parfaitement que ces forces croisées se retireront prochainement, car tout observateur peut constater l'empressement de l'ennemi à constituer une armée et une police (irakiennes) lesquelles ont commencé à effectuer les missions qui leur ont été assignées.* » Les chiïtes, des « *hérétiques, des serpents à l'affût, des scorpions rusés et fourbes, des ennemis aux aguets, un poison mortel.* »

Il faut aussi cibler les Kurdes qui « *ont applaudi les Américains et leur ont donné leurs cœurs, puis ouvert leur terre aux juifs. Ils en sont devenus une arrière-garde, leur cheval de Troie (...). Parmi les Kurdes, la voix de l'islam s'est tue. Dans leur région l'éclair de la religion s'est éteint* », déplo-

re-t-il. Quant aux sunnites en général, « *ils sont plus égarés que des brebis parmi les loups. Sans guide, ils errent dans le désert de la naïveté et de la négligence, divisés et éparpillés, sans chef qui pourrait les réunir et préserver le meilleur d'eux* ». Seuls les djihadistes trouvent grâce à ses yeux. Ils sont « *les meilleurs des sunnites et la fine fleur de ce pays* ».

La vision est élémentaire, mais globalement la tactique réussit : sous son impulsion notamment, les attentats à la voiture piégée tuent des centaines de chiïtes, les violences communautaires s'accroissent. Attentats, représailles, contre-attentats, contre-représailles. Un cycle infernal est enclenché et la guerre civile menace. Des milliers de familles chiïtes quittent leurs maisons, leurs quartiers et se réfugient

près de leurs cités saintes à Nadjaf et Kerbala. Des milliers d'autres, sunnites celles-là, se sentent menacées par les forces policières à la disposition du gouvernement dominé par les chiïtes, elles craignent les « *escadrons de la mort* » du ministère de l'intérieur et s'enfuient à leur tour.

Zarkaoui qui était un temps apparu comme « l'homme d'action » contre les Américains est devenu la terreur de tout Irakien lié, de près ou de loin, au gouvernement irakien ou à son allié américain. Les attentats frappent aveuglément tuant des centaines de policiers ou de candidats à l'uniforme, et des civils, femmes et enfants dans un climat de plus en plus délétère qui finira par dégoûter certains des proches du tueur. Le 29 mai 2004, les représentants de sa tribu, les Banni Hassan, se démarquent publiquement des agissements de leur rejeton dévoyé. El-Makdissi lui-même en viendra à renier son protégé, lui reprochant sa violence aveugle. « *L'erreur qui consiste à épargner le sang de mille impies est moins grave que celle qui consiste à faire couler celui d'un seul musulman* », écrit-il. Le 17 septembre 2004, Abou Anas Al-Chami est tué par l'armée américaine près d'Abou Ghraïb. Un mois plus tard, le 19 octobre 2004, via Internet, Zarkaoui fait publiquement allégeance à Ben Laden, affirmant que c'est là l'aboutissement de huit mois de contacts. Tawhid wal Jihad prend alors le nom de « Al-Qaida en Mésopotamie ».

Le 26 avril 2006, sa première et dernière vidéo est diffusée sur Internet et suscite des interrogations. S'agit-il d'un coup « publicitaire » pour susciter d'autres vocations ? Dans un message adressé à Ben Laden, intercepté par les Américains au même moment, il aurait confié : « *L'avenir devient effrayant. Des yeux sont partout.* » Annonçant la mort du « démon » le 8 juin, le commandant des forces américaines George Casey et le premier ministre irakien, Nouri Al-Maliki, mettent l'accent sur l'aide « *de citoyens irakiens ordinaires* » qui aurait permis le repérage de la cachette du tueur. Le communiqué officiel de l'armée américaine évoque, lui, des renseignements fournis par « *des associés* » de Zarkaoui. Peu importe, « *l'ennemi numéro un* » en Irak est mort. ■

Housing problems Kurdish cities face real challenges



June 13, 2006 - No.61

The rapid growth in the economy, the administrative status and the increasing number of residents have all contributed to one of the major problems of Erbil – housing. This problem is presenting a challenge for both, the government and the population, and the financially disadvantaged are the ones heavily paying the price. The under-construction of accommodation projects in the outskirts; however, are now returning some hope to the families who still do not have a place to live in.

Globe Correspondent

The ancient city of Erbil is the oldest continuously inhabited city in the world. For at least 4,400 years, the area has been witnessing human activities; agriculture, commerce and the primary features of urban life.

Despite this historical fact, comparing it to other similar cities in the world, there is insufficient experience left in the city on how to keep it developed or how to cope with today's concerns of sanitation, electricity, transportation and other public services.

Amongst various other problems, housing seems to be on the top. "It is a crisis now," said Hanna Hurmzi, 57, the owner of Kamaran Housing Bureau in Ainkawa, a Christian quarter in the northeast of Erbil. This is partially due to the recent developments taking place in the city.

Currently, Erbil, with its sizable population of nearly one million – according to a statistics carried out in 2005 – is the capital of the unified Kurdistan Regional Government (KRG) and home to ministry offices. Its geographic location, which became a safe haven under the ruling KRG for foreign investors resulted in more job opportunities. These opportunities with

the lack of proper plans have all led to the recent housing crisis.

A non-scientific study conducted by the General Directorate of Construction, which belongs to the KRG Ministry of Reconstruction and Housing, in 1999 showed that 50% of families dwelling in Erbil do not own homes. It was found that a large number of these families were renting. Perhaps this figure will continue to go up as new comers from the rest of Iraq flee their homes to escape war and violence to live in peace

in the Kurdistan Region, especially to its capital, Erbil.

Since the 2003 invasion, with the exception of the three Kurdish provinces in the north, Iraq has been witnessing non-stop bloody violence that is claiming the lives of tens of innocent people every day. Until now, many Arab and Christian families, and individuals along with some Kurds, who live in the Sunni-Arab dominated areas, have relocated to the northern Kurdish areas. "Everyday, 4 or 5 fami-

lies migrate and come to my office. 95% of them look for homes to rent" Hurmzi said.

Rent has gone extremely high in Ainkawa, a quarter of about 15,000 inhabitants. For instance, a two-storey house on a 250-square-meter area that could have been rented out at \$800 three years ago is now at \$2,500. Similarly, purchasing the same house on the same

area has changed from \$70,000 to \$250,000 within this three-year period, he explained.

What made the difference between Ainkawa and other areas in Erbil is that it is where the Christians are and where the foreign companies prefer to be. It is also relatively safer than the rest of the city.

The manager of Hemen House Bureau, Abdulqadir, 49, also gave an example that the price of a one-storey house on 200 square meters changed from \$45,000 to \$90,000 since 2000. "Buying and selling houses is no longer in the hands of the middle class. It has become a lucrative business for capitalists," he said.

The government is now working on projects of building apartments in four places in the surroundings of Erbil that are expected to prevent rent and house price increases. Once completed, these apartments will accommodate 3,456 families.

"They are being built in a way that social traditions of Kurdish families have been taken into account," said Zana Uzeri, Manager of Erbil Directorate for Construction. According to their designs, the apartments will have all the basic needs such as schools, a kindergarten, supermarkets, a police station, a fire station and so on. "The budget has been allocated by KRG," Uzeri, 50, said. "I think if we had not launched these projects, house prices would have been ten times higher.

One question that is asked by many people is who there flats will give place to, the needy or the not-so-needy?



A youngster crosses a street in Ainkawa, north Erbil, June 12, 2006. Rent has gone extremely high in Ainkawa, a Christian quarter of about 15,000 inhabitants. GLOBE PHOTO/Wahed Ismael

Talking to Iran ■ By Warren Christopher

Welcome to the bazaar

LOS ANGELES

The welcome recent announcement that the United States is willing to join face-to-face talks with Iran rekindled memories of my own experiences, 25 years ago, as chief negotiator in the Iranian hostage crisis.

The subject of that negotiation was the 52 American diplomats who were taken hostage in Tehran on Nov. 4, 1979. The result was their release, 444 days later, on the day of Ronald Reagan's inauguration in 1981. Since that day we have had no diplomatic relations and virtually no direct dialogue with Iran.

There are obvious differences between the situation in 1979-81 and now. Then it was the United States that wanted face-to-face negotiations. Today it is Iran that wants direct talks — talks that will help make up for what its leaders view as decades of humiliation and abuse by America. While the negotiations 25 years ago involved the future and well-being of 52 individuals, the 2006 negotiations, if they occur, will deal with a problem that potentially threatens the lives of millions.

Nevertheless, there are lessons from our 1979-81 negotiations with Iran that can inform our efforts in 2006.

First, we must be sure we are talking with the right people. One of the most frustrating dead ends we encountered in the hostage negotiations was learning that despite prolonged efforts to forge a settlement with President Abolhassan Bani-Sadr, he did not even have the power to move the hostages from one location to another, much less cause their release. If our 2006 negotiators study the vectors of power in Iran, they may be able to avoid such frustrations.

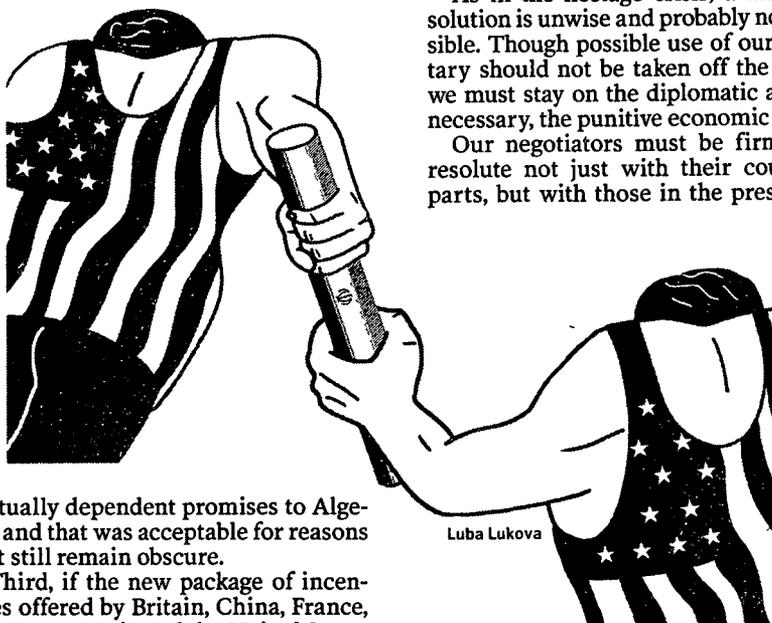
At the moment, Iran's president, Mahmoud Ahmadinejad, is riding high. But he may not be as powerful as he seems and, in any event, power may

shift over time. Ultimate authority remains with Ayatollah Ali Khamenei, and we have not heard from Ali Akbar Hashemi Rafsanjani, former two-term president and now chairman of the Expediency Council. In short, we should look for seams, even small ones, in the cloak of power.

Second, our negotiators should prepare themselves for what might be called "bazaar behavior." For all my difficult dealings with interlocutors like China's foreign minister, Qian Qichen, I always knew what he really wanted and that if an agreement was reached, its terms would be carried out. But with the Iranians, the negotiating style is likely to resemble that of a Middle Eastern marketplace, with out-

landish demands, feints at abandoning the process and haggling over minor details up to the very last moment.

Even after the agreement was signed on Jan. 19, 1981, the Iranians disavowed a vital technical annex. To bring them back in line, I directed the pilot of my plane, on a telephone line that I knew was tapped, to warm up the engines. The Iranians quickly dropped their



Luba Lukova

mutually dependent promises to Algeria, and that was acceptable for reasons that still remain obscure.

Third, if the new package of incentives offered by Britain, China, France, Germany, Russia and the United States does not persuade the Iranians to suspend their uranium enrichment program, which was Washington's condition for joining the talks, I believe sanctions can play a valuable role.

claim, and a day later the hostages were released.

If the Iranians ultimately come to the table, our negotiators will need to be patient, almost superhumanly so. The subtext for everything the Iranians do and say will be their historic sense of grievance against the United States, stretching back at least to the CIA-engineered overthrow of the government and restoration of the shah to his throne in 1953.

The hostage crisis probably dragged on because the Iranians wanted to maximize their exposure on the world stage and to humiliate the Great Satan (and its president) for as long as possible.

One long and bewildering delay occurred when the Iranians refused to sign any direct agreement with the United States. We finally suggested that the agreement take the form of

The hostage crisis shows that we must assemble the broadest possible spectrum of participants, including the Russians, in any sanctions regime.

Although enforcement of the sanctions we achieved through the United Nations began to fray toward the end of the 444-day ordeal, they plainly had an impact on the Iranian population.

When the Iranian leadership had to assess the potential benefits of keeping the hostages against the costs of doing so, sanctions must have weighed heavily in the balance.

As in the hostage crisis, a military solution is unwise and probably not feasible. Though possible use of our military should not be taken off the table, we must stay on the diplomatic and, if necessary, the punitive economic track.

Our negotiators must be firm and resolute not just with their counterparts, but with those in the press, the

administration and the public who will inevitably pressure them to declare prematurely that the talking is over.

Shortly before Christmas in 1980, in the gloom of a defeated administration, we received a message from the Iranians tripling their monetary demand to \$24 billion for the release of our hostages. I was tempted to pull the plug and leave the matter for resolution by the incoming Reagan administration, but I concluded we had come too far to give up.

Ultimately, those demands were dropped and the negotiations concluded on terms similar to what we had previously offered. When those who represent America in any coming negotiations face similar moments — and they inevitably will — I hope they will recognize that persevering is indispensable to our national interest.

Warren Christopher, U.S. secretary of state from 1993 to 1997, is the co-chairman of the Pacific Council on International Policy.

INTERNATIONAL
Herald Tribune

June 14, 2006

Oil find in Kurdish Iraq set to test policy

By David Ivison in Stockholm

Iraq's new government face a crucial test on the politically charged issue of oil revenues following yesterday's announcement that DNO, Norwegian oil company, has discovered at least 100m barrels of oil in the Kurd-controlled north of the country.

The constitution, agreed last year but opposed by the Sunni minority, allows regional governments to explore for and develop petroleum from new fields on their territory, but

the latest find is the first since the constitution was ratified in 2005.

Sunni Arab leaders are seeking to revise constitutional clauses on the division of future oil revenues. This issue has caused tension between some officials in Baghdad and regional governments, especially the Kurds whose territory includes many oil-rich areas such as Kirkuk.

DNO has a contract that gives it a 40 per cent stake in the latest find, with the remaining 60 per cent controlled by the Kurdish authorities, a spokesman for the company said.

But there are no precise details as to how this 60 per cent will be divided between the Kurdish authorities and the central government.

The provisions that exist within the constitution to ensure the fair distribution of revenues have yet to be tested, experts said, adding it

stated only that they should benefit "all Iraqis".

A sign of the controversy emerged in comments from Ashti Hawrami, minister of natural resources for the Kurdistan regional government. "For decades the people of Kurdistan in Iraq have seen our oil used to finance repression and the physical destruction of our land. Now we control our own resource which we will exploit for the benefit of the people of Kurdistan region and all Iraqis," he said.

DNO started drilling in the Dohuk region in November 2005 after signing a production-sharing contract with the Kurdistan regional government a year earlier.

"We anticipate production by early 2007, which will allow for the export of oil along a completely secure route from the one full secure part of Iraq," said M. Hawrami.

George Bush refuse de s'engager sur un calendrier de retrait en Irak

Le président américain a réuni à Camp David ministres et conseillers pour arrêter une stratégie de soutien au pouvoir de Bagdad. L'opinion américaine retrouve un léger optimisme

WASHINGTON
CORRESPONDANTE

Tant de profiter d'un léger regain de l'optimisme de l'opinion américaine concernant la guerre en Irak, le président George Bush a réuni, lundi 12 juin, à Camp David, ministres, conseillers et experts pour une réunion stratégique de deux jours consacrée à la situation irakienne après l'élimination du chef d'Al-Qaida dans ce pays, Abou Mousab Al-Zarkaoui. « Je reconnais pleinement que cela ne signifie pas que la guerre est finie », a modéré M. Bush. Il s'est d'ailleurs refusé à fixer un calendrier de réduction des troupes américaines en Irak, précisant qu'un retrait éventuel « dépendrait des conditions sur le terrain ».

Après avoir consulté les généraux et l'ambassadeur à Bagdad, le président américain devait s'entretenir, mardi, avec le

nouveau premier ministre irakien, Nouri Al-Maliki, lors d'une séance solennelle de vidéoconférence. Les médias ont vu dans cette cérémonie une manière de montrer que le relais est passé aux Irakiens, même si, comme l'a dit M. Bush, l'Amérique « se tient [à leurs] côtés ». « Nous reconnaissons qu'il est de notre responsabilité de les aider », a-t-il ajouté. M. Bush a insisté sur la reconstruction des infrastructures et lancé l'idée d'un fonds de redistribution des ressources du pétrole, afin que les Irakiens soient intéressés financièrement à la stabilisation de la situation. Il n'a pas donné de précision sur le calendrier de retrait.

« La guerre, c'est déjà vieux »

Le sénateur démocrate John Kerry a, de son côté, prévu de demander le vote d'une résolution soutenant un retour des soldats américains dans l'année. Le texte a peu de chances d'être adopté. Comme en novembre 2005, les républicains du Congrès ont rédigé une résolution de soutien à la stratégie présidentielle. Le conseiller de M. Bush, Karl Rove, a souligné que si le président avait écouté les démocrates, « nous n'aurions pas attrapé Zarkaoui ».

Selon le sondage publié après la mort, le 7 juin, du terroriste jordanien, 43 % des

Américains estiment que la guerre se déroule bien ou très bien. Ils n'étaient que 38 % à faire cette analyse en mars. Une majorité (54 %) continue cependant de penser que les événements sont très ou modérément défavorables (contre 60 % en mars). Selon cette même enquête – commanditée par CNN –, la proportion des sondés qui pensent que l'invasion de l'Irak a été une erreur reste inchangée, à 55 %.

Toutefois, le refus de George Bush de fixer une date de retrait est relativement compris par l'opinion. 42 % des personnes interrogées estiment que la priorité est d'achever la mission quel que soit le temps nécessaire. Mais 29 % d'entre elles souhaitent un retrait dans les douze mois, et 18 % sont partisans d'un retrait immédiat.

Globalement, l'Irak a reculé dans l'ordre des préoccupations des Américains, placé derrière le prix de l'essence ou l'immigration. Les soldats de retour d'Irak se plaignent de cette indifférence. « Pour les gens, la guerre, c'est déjà vieux », explique Paul Rieckhoff, fondateur de l'Association d'anciens combattants d'Irak et d'Afghanistan (IAVA). Il appelle ses camarades soldats à se présenter aux élections pour peser sur le débat. ■

CORINE LESNES

La Turquie, morose, signe un premier accord avec l'UE en vue de son adhésion

Les Vingt-Cinq ont considéré qu'Ankara respectait ses obligations en matière de science et de recherche

LUXEMBOURG
BUREAU EUROPÉEN

Les négociations d'adhésion entre la Turquie et l'Union européenne ont vraiment commencé, lundi 12 juin à Luxembourg, huit mois après l'accord conclu le 3 octobre sur l'ouverture des pourparlers. Le premier des trente-cinq chapitres en discussion, consacré à la science et à la recherche, a fait l'objet d'un accord entre les Vingt-Cinq et le gouvernement d'Ankara : les ministres européens des affaires étrangères ont estimé que, dans ce domaine, la Turquie remplit ses obligations au regard de la législation européenne. Ce chapitre, qui comporte peu d'obligations communautaires, était considéré comme facile. « *C'est le seul chapitre sur lequel les négociations ont avancé depuis octobre* », a souligné le ministre français des affaires étrangères, Philippe Douste-Blazy.

Ce premier succès, acquis au terme de laborieuses tractations, représente une étape symbolique sur le chemin de l'adhé-

sion. La délégation chypriote tentait depuis plusieurs jours d'empêcher la conclusion de l'accord. Elle demandait que la Turquie reconnaisse au préalable le régime de Nicosie et qu'elle accepte l'entrée des navires et des avions chypriotes dans ses ports et ses aéroports. Après une matinée d'ultimes conciliabules, un compromis était trouvé, rappelant à la Turquie que tout manquement à ses obligations « *affecterait le progrès général des négociations* ».

Les Vingt-Cinq avaient affirmé en septembre 2005, avant l'ouverture des pourparlers, que « *la reconnaissance de tous les Etats membres est une composante nécessaire du processus d'adhésion* ». Ils n'avaient

fixé aucun calendrier pour la reconnaissance de la République de Chypre par Ankara. En revanche, l'ouverture des ports et des aéroports devait avoir lieu avant la fin de 2006. La Turquie est donc sommée de respecter ses engagements sous peine de voir s'interrompre les négociations. Pour le commissaire européen chargé de l'élargissement, Olli Rehn, l'Union adresse ainsi à Ankara « *un message très clair* » avant d'envisager l'examen des autres chapitres. « *Il n'y aura pas de progrès réel des négociations s'il n'y a pas de progrès réel de la situation politique en Turquie* », a-t-il précisé.

« *Ils ne voudront jamais de nous* »

Sur place, les réformes exigées par le processus d'adhésion sont en sommeil depuis le début officiel des discussions, le 3 octobre, en raison, entre autres, du désenchantement à l'égard de l'UE, et de la France en particulier. « *De toutes façons, ils ne voudront jamais de nous* », entend-on de toutes parts. Les politiques électoralistes prennent désormais le pas sur l'élan des années précédentes. Un nouveau président turc doit en effet être élu au printemps 2007 par le Parlement, dominé aux deux tiers par l'AKP,

le Parti de la justice et du développement – celui des islamistes devenus proeuropéens lors de leur arrivée au pouvoir en 2002. Les élections législatives viendront après, mais les médias parlent d'un scrutin anticipé et des moyens dont disposeraient, ou non, les Kéralistes, et notamment l'armée, pour empêcher l'AKP de placer un des siens à la présidence, jusque-là « *bastion de la laïcité* ».

Dans ce climat tendu, les dirigeants de l'AKP qui négocient avec l'UE clament qu'ils n'ont pas renoncé à l'Europe ni ralenti le rythme des réformes. Sans convaincre – ni Bruxelles, ni les intellectuels turcs qui les avaient soutenus, ni désormais les marchés financiers. La Tüsiad en particulier, émanation des

grands groupes industriels et financiers turcs, accuse le gouvernement, qui baisse dans les sondages, de céder aux sirènes populistes et nationalistes aux dépens des réformes de la justice, de la liberté d'expression et de l'environnement nécessaires aux investisseurs.

Les juges ont pratiquement cessé de condamner des intellectuels en vertu du fameux article 301 sur l'atteinte à la « *turcitude* » ou à l'armée, mais le seul maintien de cet article dans le code pénal fait régner un climat d'autocensure. Le blocage des réformes en Turquie tient aussi pour beaucoup à l'impasse sur le front kurde, où « *l'alliance objective* » du PKK et des faucons de l'armée, qui auraient tous deux besoin de la poursuite d'un climat de guerre, a réduit à néant les timides avancées, il y a un an encore, par le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan. Avec une popularité qui aurait chuté de 43 % en janvier à 30 % début juin, l'AKP, divisée, ne risque plus de prendre ce dossier central à bras-le-corps. Même si la première cause de son recul serait, selon les sondages, son échec à lutter contre le chômage. ■

THOMAS FERENCZI
(AVEC SOPHIE SHIHAB, À ISTANBUL)



Le ministre turc des affaires étrangères, Abdullah Gül (à gauche sur la photo), en discussion avec le chef de la diplomatie européenne, Javier Solana, lundi 12 juin au centre Kiem de Luxembourg, où se sont tenues les négociations. CHRISTIAN HARTMANN/AP

CONFLIT Joint hier au téléphone après une série d'attentats, l'évêque de Kirkouk évoque la situation dans cette ville du nord de l'Irak

«Le nombre de chrétiens reste stable à Kirkouk»

ENTRETIEN

Mgr Louis Sako
Evêque de Kirkouk

Une vague d'attentats a frappé hier matin Kirkouk, au nord de l'Irak. Comment l'expliquer?

Mgr Louis Sako: Sept voitures piégées ont explosé dans plusieurs quartiers, surtout au sud, sur la route qui mène à Bagdad, où les terroristes trouvent facilement refuge dans des villages. Dix-huit personnes ont été tuées et 45 blessées, parmi elles des policiers et des civils. Les attentats visaient l'armée et la police mais, en réalité, les terroristes cherchent à semer le chaos en jetant des bombes dans la rue sans distinguer entre les gens. Ces attentats sont une réaction à la mort d'Abou Moussab Al Zarqoui,

Le couvre-feu est étendu à Bagdad

■ Le ministère irakien de la défense a annoncé hier un réaménagement du couvre-feu à Bagdad où un plan de sécurité doit être lancé pour maîtriser la violence. Le couvre-feu sera appliqué de 20h30 à 6 heures alors qu'il ne commence actuellement qu'à 23 heures. En outre, la circulation automobile doit être interdite tous les vendredis de 11 heures à 15 heures, ce qui correspond aux heures de la grande prière hebdomadaire.

le chef d'Al-Qaida en Irak, tué par un raid aérien américain mercredi dernier. C'est une façon pour eux de faire passer le message que leur capacité de nuisance est intacte et que la résistance et le terrorisme continueront. Hier, beaucoup de gens ne sont pas allés au travail et les écoles sont restées fermées.

– **Qui assure la sécurité en ville?**

– La police, les gendarmes et la nouvelle armée irakienne qui se forme peu à peu, avec le soutien des militaires américains. Il y a un accord à Kirkouk entre les différents groupes et communautés pour coopérer au maintien de l'ordre public. Dans la police, il y a des Kurdes mais aussi des Turkmènes, des Arabes sunnites et des chrétiens. Toute la mosaïque des communautés est représentée. En dépit de la tension, Kirkouk n'avait pas connu d'attentats violents ces derniers mois.

– **Quelle est la situation des chrétiens dans votre diocèse?**

– La ville de Kirkouk compte 12 000 chrétiens pour un million d'habitants et leur nombre reste à peu près stable. Nous avons deux jardins d'enfants et quatre écoles. Le chaldéen est une langue d'enseignement officielle et des émissions en chaldéen sont diffusées à la télévision et à la radio locales. Deux chrétiens représentent la communauté à l'assemblée municipale. La communauté compte de nombreux médecins, pharmaciens, enseignants ou directeurs d'école. Ce sont les chrétiens de Bagdad et de Bassora, ceux du centre et du sud de l'Irak, qui fuient l'insécurité et vont

s'installer au nord du pays où ils construisent des maisons dans leurs villages d'origine, par exemple dans la région de Zakhko et d'Erbil. Cela leur coûte moins cher que d'aller en Jordanie ou en Syrie.

– **Les militaires américains sont-ils présents à Kirkouk?**

– Ils effectuent des patrouilles et tiennent des barrages à certains endroits. S'ils partaient aujourd'hui, ce serait la guerre civile. Les Kurdes, qui sont aujourd'hui en Irak la communauté la plus forte et la mieux organisée, souhaitent

«Si les militaires américains partaient aujourd'hui, ce serait la guerre civile.»

leur maintien. Le maire et le président de l'assemblée municipale de Kirkouk sont kurdes. Les partis kurdes ont leurs

combattants mais cette présence est invisible.

– **La mort de Zarqoui va-t-elle améliorer la situation en Irak?**

– Sa mort affaiblit les terroristes. Depuis quelque temps déjà, les sunnites ont pris leur distance avec les terroristes qui ont suscité l'hostilité en s'attaquant à des mosquées. Ils ont participé aux élections et ils sont représentés au sein du gouvernement central. Mais celui-ci ne contrôle même pas Bagdad et n'a aucune influence à Kirkouk. Les frontières ne sont pas parfaitement contrôlées et le terrorisme peut continuer. Cela dépend aussi des plans américains. Personne ne sait ce que les États-Unis veulent faire.

RECUEILLI PAR
FRANÇOIS D'ALANÇON

Bush says Iraqis fear U.S. will 'lose its nerve'

By Christine Hauser

NEW YORK: Just hours after he returned from a surprise visit to Baghdad, President George W. Bush said Wednesday that the new Iraqi government was concerned that "America will lose its nerve" in Iraq, and he warned that an early withdrawal of American troops

would be a major setback to the fight against terrorism.

He also said that more "sacrifice and patience" would be needed from the American people as U.S. troops stay in Iraq to support the new government there and to fight the insurgency.

The message from Bush suggested that although certain milestones have

been achieved in Iraq, including elections, the formation of the new government and the killing of the most-wanted terrorist leader in the country, the American mission now included broader measurements of success, such as helping the new government "sustain," "govern" and "defend" itself, words that he repeated several times during the White House news conference.

Bush said that a key issue still remained about whether Iraqis were capable of standing up to the job before American troops could be drawn down.

"Our policy is stand up, stand down," but not too soon, Bush said. "We will support this Iraq government."

He said the policy of the United

States was to "help them succeed."

Bush's news conference was another big-ticket appearance in what has been now a days-long, orchestrated attempt by the White House to seize on the recent news in Iraq — the killing of the terrorist Abu Musab al-Zarqawi last week and the final formation of the government — and turn it to its advantage.

Bush's visit to Iraq on Tuesday came in the middle of what the White House had billed as a two-day "war summit" at Camp David. And the president's briefing on Wednesday, in the Rose Garden, was announced just a couple of hours before it began.

The moves came as Republicans sharpened their attacks on Democrats over the war, accusing them of wanting to "cut and run" in the face of a tough enemy.

Bush said that the recent debate about troop withdrawals was part of American society, but that it worried

Iraqis because American forces provided a "sense of stability."

"No question there are concerns about whether or not the United States will stand with this government, and I can understand why," he said.

"And I'm concerned that an enemy will hear the wrong message. And then I'm also concerned that there are people inside Iraq who have yet to make up their mind as to whether or not they want to help this government succeed, or maybe, just maybe America will lose its nerve, and therefore, something else — a new team may show up," Bush said. "And so I made it very clear to the Iraqis — and I'm going to make it clear to them again right here — that we're going — we'll stay with them and help them succeed."

Republicans in the House of Representatives are planning to introduce a resolution this week declaring Iraq a central part of "the global war on terror" and criticizing any move to set "an arbitrary date" for the withdrawal of American forces.

The proposed resolution comes as Democrats are having an intensive de-

bate over a party position on the war.

This week, Senator John Kerry of Massachusetts is calling for a withdrawal of most American combat troops by the end of the year, combined with a summit meeting to find a political and diplomatic solution to Iraq's internal strife.

Senator Hillary Rodham Clinton, Democrat of New York, was booed and met with shouts of "bring them home" from an audience of liberal Democrats on Tuesday when she argued against setting such a deadline.

Bush said that in his talks with Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki and his cabinet, the two sides discussed ways that the United States could help the new government. He said that Maliki wanted to improve Iraq's judicial system and that American justice officials would help them.

The New York Times

A fear of déjà vu grips Baghdad

By Sabrina Tavernise

BAGHDAD: On the first day of a new security regime in Baghdad, soldiers and police officers took up positions across this exhausted city on Wednesday, poking into glove compartments, opening trunks and even examining a coffin tied to a roof rack.

But the pace was languid and the usual firefights in the usual neighborhoods crackled as Iraqis went about their business, wondering what, if anything, would be different.

"Not useful," snapped Isra Hashim, an employee at the Ministry of Health from west Baghdad where insurgents move freely on the streets. "This plan is no different from any other plan."

Indeed, there was a sense of déjà vu on Wednesday. The previous Iraqi government publicized a similar crackdown in the spring of 2005, pledging to flood the streets with soldiers and break open terrorist networks, and it was weeks before Iraqis saw signs of an increased police presence.

That effort showed just how tricky providing security is in the capital: As soon as its streets finally filled up with police cars, Sunni Arabs began to accuse the forces of arresting people in large, indiscriminate sweeps, and of killing innocents.

The accusations grew louder and reached a crescendo by November, when abused Sunni Arab men were found in an underground prison run by the Shiite police.

The turn of events went to the heart of Iraq's security quandary, one that its new prime minister, Nuri Kamal al-Maliki, is now facing: How can forces that are predominantly Shiite patrol

Past failures haunt new security regime

areas that are Sunni when residents fear, despise and even shoot at them?

Maliki acknowledged the problem in a speech about the plan on national television. "It is an important national campaign that does not target a certain neighborhood or a district," he said. "It is not to take revenge against a certain group of people."

Iraqi political leaders, pushed by American officials, have managed to assemble a new government that includes Sunni Arabs, a change from a year ago. But it remains to be seen if that political representation will lead to a fall in the grisly murders that in recent weeks have included heads in banana boxes and executions of students on their way to exams.

Maliki reiterated the government's readiness to talk with resistance fighters, but only those "whose hands are not stained with Iraqi blood," he said.

Sunni Arab hostility on Wednesday came in the form of a rocket-propelled grenade in Adhamiya, the oldest Sunni Arab quarter in the capital.

A young man stood watching as Iraqi tanks entered Antar Square. He raised a grenade launcher to his shoulder and fired it at a tank, missing it but hitting a house nearby, said Riyadh al-Adhah, a doctor who was nearby in a meeting of the local city council that he helps run.

"He fired the wrong way," Adhah said. "It was bad behavior by a person, not a group."

Soldiers began to shoot and gunfire crackled through the neighborhood for a while shortly before noon. No one was

killed, Adhah said, but there were injuries.

Baghdad on Wednesday was relatively quiet — a car bomb near a large Sunni Arab mosque killed two Iraqis and wounded several others — and some people interviewed Wednesday said extra scrutiny at yet another police checkpoint might be worth the wait.

"It's good," said Mazin Muhammed, a burly tool importer, who grinned widely as he stood at a checkpoint under a highway overpass in central Baghdad. "This is protection for us."

The checkpoints in neighborhoods across the city appeared to be the beginnings of something bigger.

First Lieutenant Mustafa Zukair of the Iraq Army's 2nd Brigade that patrols eastern Baghdad, working a checkpoint in Mustansiriya, said the goal was to divide and seal off neighborhoods so that other forces could conduct raids.

"Our work is incomplete without raids," said Lieutenant Colonel Muhammad Fakher, a paramilitary police officer who was directing a checkpoint choked with traffic in central Baghdad.

Zukair, who was working a crossword puzzle under the shade of a tree, said he expected the new security regime, which includes an earlier nighttime curfew, to last for two months.

The New York Times

INTERNATIONAL
Herald Tribune

JUNE 15, 2006

Looking for Corners Turned in Iraq

THE circumstances of President Bush's second visit to Iraq could be seen as a measure of progress for the country. His first trip, in 2003, began and ended under cover of darkness and was confined to a military base at the Baghdad airport. Last week, Air Force One landed in the afternoon, and Mr. Bush traveled by helicopter over insurgent strongholds to the safety of the Green Zone in the city center.

Still, the visit was a secret even to the Iraqi Prime minister, Nuri Kamal al-Maliki, until shortly before Mr. Bush's arrival. Both of his trips lasted only a few hours.

Gauging progress in Iraq is not easy, even for the president. In Baghdad, he seemed to suggest that the American efforts were turning a corner. The next day, in Washington, he urged patience with the war effort, mindful of polls that show Americans with a slightly improved outlook but still mostly convinced that the invasion was a mistake.

The most important measures of Iraq's security — the number of insurgent attacks, civilian and military deaths, the crime rate — are either held secret by the Pentagon or impossible to quantify. Where figures are available — oil and power production — the

results are mixed at best. (See charts below.)

Still, the president enjoyed two weeks of unquestionably good news. First, the most wanted insurgent leader in Iraq, Abu Musab al-Zarqawi, was killed by American bombs. Then last week, a series of raids against insurgents yielded a cache of Qaeda-related intelligence on its role in the insurgency.

With Democrats divided on war strategy, House Republicans strongly endorsed Mr. Bush's approach on Friday: They passed a resolution to "complete the mission" in Iraq and rejected an "arbitrary date for withdrawal" of United States forces.

Six to Watch in the Coming Months

Emerging Bridge Builders?



Nuri Kamal al-Maliki

A leader of the Shiite Dawa Party, he emerged as prime minister only after four months of bitter infighting. It remains to be seen whether Mr. Maliki, 55, can unify his fractious Shiite coalition partners while reaching out effectively to Sunni Arab and Kurdish leaders as his predecessor, Ibrahim al-Jaafari, could not



Tareq al Hashemi

A religious conservative and a new vice president, he is the leader of the Sunni Arab alliance in Parliament, and probably the closest thing to a spokesman for the Sunni Arab community. If he unifies fractious Sunni parties and works well with other groups, the government would gain much broader public legitimacy.



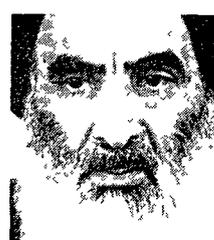
Abdel Qader Mohammed Jassim

A Sunni and a former general in Saddam Hussein's army who was jailed by Mr. Hussein. He won easy approval as defense minister, a critical post, from the Parliament. His apparent support among both Shiites and Sunni Arabs has raised hopes that he can help achieve a reconciliation with insurgents.



Moqtada al-Sadr

The fiercely anti-American Shiite cleric controls both the Mahdi Army and a large bloc in Parliament. His street following is probably unmatched by any other Iraqi political figure. It is not clear whether he will be content to play power broker, or will resort to violence as he did during two uprisings in 2004.



Ayatollah Ali al-Sistani

The most senior Shiite cleric in Iraq. He is credited with preventing outbreaks of violence by the Shiite masses after terror attacks against Shiite civilians. But he is 78, and with sectarian killings on the rise and younger clerics competing for influence, his moderating power might not persist.



Abu Ayyub al-Masri

Days after bombs killed Abu Musab al-Zarqawi, Mr. Masri emerged as his replacement. Americans believe he is a veteran of the Egyptian militant group Islamic Jihad, which later merged with Al Qaeda. The coming months will tell whether he has Mr. Zarqawi's leadership skills and instincts for publicity.

Holding Many Cards

Provocateur

The Top Open Questions

What could defuse the insurgency?

Efforts to defeat the Sunni Arab insurgency will depend in part on whether middle-ground insurgent leaders can be lured off the battlefield and into mainstream politics. The death of Abu Musab al-Zarqawi was a blow to the rebels on a military level, and it remains to be seen whether they will regroup and continue to gather support from abroad.

Can sectarianism be tamed?

Large segments of Iraq's police and smaller portions of its army remain loyal to Shiite and Kurdish militias; disbanding the militias or integrating them successfully into a truly national security force remains a major challenge. Shiite militias (along with Sunni insurgents) have also contributed to a wave of sectarian killings in mixed neighborhoods, threatening to further polarize Iraq's religious communities.

The New York Times
JUNE 18, 2006

Can the government function?

It is not yet clear whether Iraq has the kind of skillful politicians who will be needed to build cross-sectarian coalitions and restore confidence in the government. One early test: the leadership will need to broker a compromise on the Constitution, which was left incomplete when it was ratified last October.

Can the oil industry be restored?

The effort to revive Iraq's oil sector is the key to a broader reconstruction, which has so far been hobbled by sabotage, smuggling and widespread corruption. Politics will also play a role, as the distribution of oil wealth will depend on relationships between the regions and the central government that have yet to be completed.

Will Iran's influence increase?

Iran has strong ties to the Shiite political parties that lead Iraq's government, and is said to provide funding, weapons and training to Shiite militias as well. The shape of Iran's future role in Iraq could depend on whether discussions about Iran's nuclear program help to cool broader tensions between the United States and Iran's new hard-line administration.

The New York Times

JUNE 16, 2006

NINA KAMP, MICHAEL O'HANLON AND AMY UNIKEWICZ

The State of Iraq: An Update

AFTER his surprise trip to Baghdad this week, President Bush struck a hopeful tone. "I do think we'll be able to measure progress," he declared at a news conference on Wednesday. "You can measure progress in capacity of Iraqi units... in megawatts of electricity delivered... in oil sold on the market... There's ways to determine whether or not this government's plans are succeeding."

We agree. Unfortunately, according to our latest tally of metrics (compiled from a variety of government and news media sources), Iraq has a long way to go. To be successful, the new Iraqi government will have to do things that its predecessors and the United States have generally failed to accomplish.

Violence on the whole is as bad as ever. Sectarian strife is worse than ever.

The economy has slowly come back to prewar levels for the most part, but is now treading water. As a result, optimism has waned. According to an International Republican Institute poll conducted in late March, more than 75 percent of Iraqis consider the security environment to be poor and the economy poor or mediocre.

Those looking for signs of promise in Iraq can still find footholds beyond the killing of the terrorist leader Abu Musab al-Zarqawi. The security forces, particularly the Iraqi Army, continue to improve in technical proficiency — even if their interethnic cohesiveness remains suspect. Reductions in consumer subsidies have strengthened the financial standing of the government, and high oil prices compensate for Iraq's anemic production levels. But overall, it is increasingly hard to describe Iraq as a glass half-full. □

	MAY 2003	MAY 2004	MAY 2005	MAY 2006		MAY 2003	MAY 2004	MAY 2005	MAY 2006
Iraqi Civilian Deaths	250	1,000	1,000	1,500	Daily Attacks by Insurgents	5	53	70	90
Multifatalty Bombings	0	9	36	56	Monthly Incidents of Sectarian Violence	5	10	20	50
Iraqis Kidnapped Per Day	2	10	25	35	Monthly Attacks on Oil and Gas Assets	5	7	10	3
Iraqis Optimistic About Future (percent)	75	51	60	30	Oil Production (millions of barrels per day; prewar 2.5)	0.3	1.9	2.1	2.1
Iraqi Police Officers and Soldiers in Top Two Readiness Tiers (out of four)	0	0	20,000	60,000	Household Fuel Supplies (as percentage of estimated need, gasoline, kerosene etc.)	0	73	93	83
U.S. Troop Fatalities	37	30	77	68	Average Electric Power From Official Grid (in megawatts; prewar 4,000)	500	3,900	3,700	3,800
Other Foreign Troop Fatalities	4	4	6	10	Telephone Subscribers (in millions; prewar 0.8)	0.3	1.2	3.5	7.5
Iraqi Army and Police Fatalities	10	65	259	149	Real G.D.P. Per Capita (in dollars; prewar 900)	350	1,000	1,075	1,100
U.S./Other Coalition Troops (in thousands)	150/23	138/21	138/23	132/20	Eligible Iraqis Voting Freely in Last Election (percent)	0	0	58	77
Estimated Number of Insurgents	3,000	15,000	16,000	20,000	Actionable Intelligence Tips From Iraqi Civilians	100	300	1,700	4,400
Estimated Number of Foreign Fighters	100	500	1,000	1,500					

Making a firm case against Saddam

By Elisabeth Rosenthal

GHENT, Belgium: For 18 years, Dr. Aubin Heyndrickx has tended the sealed jars containing strands of hair and scraps of clothing he gathered from a dead woman's body. Collected in Halabja, one of many Kurdish towns in northern Iraq that were attacked with chemical weapons by Saddam Hussein's army in 1988, they have sat in a blue plastic drum in his lab ever since, waiting.

Now, as prosecutors prepare to try Saddam in Baghdad for genocide against the Kurds, Heyndrickx would like the material to be analyzed. "May I insist these proofs are mentioned at the trial?" the doctor asks.

He is one of a small group of doctors, scientists and Middle East experts who

On chemical arms, the proof is elusive

have studied chemical weapons used by Iraq against its Kurdish citizens in the 1980s. Now, they are dusting off evidence and attempting to collect new data in an effort to define the scope of a distant tragedy that is only now to come under scrutiny in court.

But proving that the victims died from chemical weapons is a daunting task: All the firsthand proof is at least 15 years old, and many records have been lost or destroyed. The attacks occurred in remote areas where little testing was available. An American-led team of forensic specialists working for the Iraqi court spent weeks examining one

mass grave of Anfal victims, at Hatra, near the northern city of Mosul, but those deaths, including women and children, were the result of gunfire at the grave site, not chemical weapons.

"Unfortunately we'll never know how many people were killed or exposed," said Dr. Joanne al-Talabani, who for the past three years has been visiting the area to study the long-term health problems of Kurdish children exposed in the attacks, including scarred lungs and eyes as well as birth defects. "There are no medical records from that time — none. Most people can't remember, they were delirious, running, in shock."

The study of chemical weapons is an arcane, imperfect corner of forensic science, where lab results and doctors' physical exams yield up hints of exposure, but rarely direct legal proof. Chemical weapons break down quickly in the environment or in the body, and scientists are unsure what, if any, tracks they should look for nearly 20 years after the fact.

Saddam is already on trial in Baghdad in another case, involving the execution of 148 Shiite men and youths after an abortive assassination attempt against him in the town of Dujail in 1982. That trial, which began eight months ago, moved into closing arguments Monday, with the prosecution demanding the death penalty for Saddam. (Page 4)

Iraqi prosecutors have said they expect the so-called Anfal case — the term, meaning "spoils" in Arabic, was the code name for the Iraqi military's attacks on the Kurdish villages — to begin later in the summer, or in early autumn. The formal indictment focuses on attacks in 1988 that are alleged to have killed 50,000 Kurdish villagers,

though Kurdish leaders say that perhaps three times as many Kurds died in the attacks.

The Anfal trial, which includes the chemical weapons charges, "will be the most important public reckoning, but in court you can't just say, 'I know it happened,'" said Alastair Hay, a professor of chemical pathology at the University of Leeds in England who has studied soil samples from Kurdistan. "You need solid, irrefutable scientific evidence. But it's very difficult to establish something like nerve gas exposure at this stage. I can't tell you how frustrating this is, since nothing concrete has ever appeared."

Almost all experts now believe that Saddam's armies used chemical weapons against Kurdish civilians: mustard gas and probably two nerve agents, tabun and sarin. CIA documents refer to chemical weapons use, and former top Iraqi military officers have confirmed the suspicion, said Joost Hiltermann, a former senior researcher at Human Rights Watch whose exhaustive book on the topic is scheduled to appear in 2007. Saddam has steadfastly denied the allegation.

Iraq's production and use of chemic-



Richard Harbus for the International Herald Tribune

Aubin Heyndrickx with hair, clothing and rock samples from the site of a 1988 attack.



Ramazan Ozturk/The Associated Press

Victims of an Iraqi chemical gas attack on March 17, 1988, in the town of Halabja, one of many Kurdish towns attacked with chemical weapons by Saddam Hussein's army.

INTERNATIONAL
Herald Tribune
June 20, 2006

al weapons against Iranian soldiers during the Iran-Iraq war of 1980-88 was confirmed in a series of UN verification reports. Iran is still monitoring 30,000 people who were exposed.

But it is more complicated to tally the effect of such banned weapons against the Iraqi Kurds. Estimates of the number of victims range from the thousands to the hundreds of thousands.

"Twenty years later it is difficult to prove on the basis of physical evidence, but the total picture in my eyes doesn't leave any doubt that it occurred," said Dr. Jan Willems, a retired Belgian professor of occupational medicine who saw several Kurdish patients who had traveled to Europe shortly after gas attacks in 1988, displaying burns associated with mustard gas.

Testimonials are plentiful: Iraqi Kurds have consistently described how, in 1998, Saddam's war planes delivered bombs filled with sweet smelling gases to put down the Kurdish insurgency, with harrowing results.

Shorsh Haji, a researcher who now lives in London, still recalls the night of Feb. 22, 1988, when bombardment went on for two hours near his home in the Jafati Valley; he assumed it was conventional weapons. When he emerged in the morning, he discovered otherwise: "People on the streets were coughing, vomiting, their eyes were weeping. Some had blisters on their legs and under their arms," he recalled. "A family of five down the road had died instantly."

The United Nations did not investigate charges of chemical use against the Kurds in those early days, when it would have been far easier to prove, because it was regarded as an internal Iraqi conflict, Hiltermann said.

The world viewed with some skepticism testimonials from Kurdish guerrillas. Saddam at the time was an ally of the United States, and the components

**'People on the streets
were coughing, vomiting,
their eyes were weeping.
Some had blisters.'**

of his chemical arms were often supplied by European businessmen.

Chemical weapons use is banned by the 1925 Geneva Convention.

On the medical side, proof of the attacks is scant because Kurds were afraid to go to local Iraqi hospitals, where doctors had been told not to treat them, said Talabani, who emigrated in 1977 and is now a pediatrician with the British National Health Service.

Those who slipped over the border to Iran for diagnosis and treatment often destroyed their medical records documenting chemical exposure before returning, for fear it would open them to persecution, the doctor said. Also, while Iran quickly sent hundreds of soldiers

to hospitals in Belgium and Austria, which helped prove attacks there, only a very few Kurds got out for evaluation.

In the days after an attack, mustard gas exposure is relatively easy to document. Used extensively in World War I, it causes unusual blistering burns of the skin as well as severe irritation of the eyes and lungs. Breakdown products of the gas can be detected for weeks in the urine, making recent exposure simple to prove in a sophisticated lab.

The use of nerve agents like tabun and sarin, the chemical used in the Tokyo subway attacks, is far trickier to prove because these gases are short-lived and deadlier. "Mustard leaves lots of physical evidence," Hiltermann said. "With sarin, people die or get better fast, so it's very difficult to prove."

Nerve agents attack a fundamental pathway in the regulatory nervous system, producing a wide variety of symptoms: pinpoint pupils, difficulty breathing, vomiting, lack of coordination, seizures. They leave no direct chemical marker in the blood or urine. A blood test for changes in enzyme levels suggests their presence, but provides only indirect evidence and must be repeated over time.

Despite charges by Kurdish groups of mass killings by chemical weapons in 1988, the only specific physical proof is four soil samples collected in 1992, from two bomb craters near the Kurdish village of Birjinni, by a team from Middle East Watch and Physicians for Human Rights that included Hay.

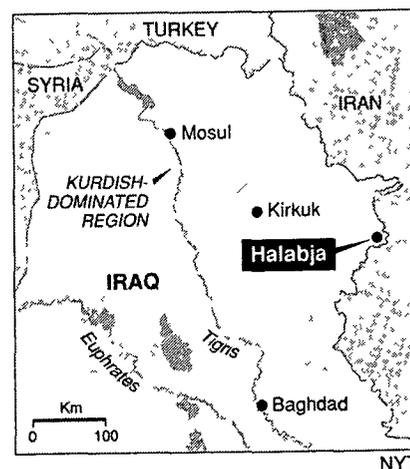
After meticulous testing at the Porton Down Naval Laboratory in England, two samples were found to contain degradation products of mustard gas, and two showed breakdown products of sarin. Other attempts to analyze soil samples after the fact have all turned up negative.

"We looked in the bomb crater itself — in one case under a piece of shell — where concentrations were higher," Hay said.

The long-term health problems of patients from the area offer indirect evidence of chemical weapons use. But survivors tend to have vague conditions, like chronic bronchitis or pain, that have many other possible causes. Mustard gas causes breathing problems, but no studies have been performed to define the link between exposure to nerve gases and long-term health problems, experts said.

Talabani said that a group of more than 300 patients she has been studying, who were severely exposed in childhood, seem to have an "extremely high incidence of illness." She determined exposure according to the history patients relayed: a history of chemical burns indicated exposure to mustard gas, lack of coordination or seizures after an air strike indicated a nerve agent.

"Unfortunately little is known because this is the first group studied," Talabani said. "There are very severe breathing problems, skin problems, and eye problems, such as corneal scarring



that has already required transplants."

Over the years, a large number of former Iranian soldiers and a smaller number of Kurds who say they were exposed to chemical weapons have been seen at European hospitals with a broad range of medical complaints. There are no blood tests that serve as markers for chemical exposure, though doctors like Hay believe such "tracks" could be discovered with research.

"Diagnosis was based on clinical history and signs and symptoms," Willems said.

Because of the lack of hard data and the imprecise testing there is some disagreement about how many people were affected and what chemical compounds were used.

Heyndrickx, somewhat of a maverick in the field, believes that the Iraqi Army also used cyanide and biological toxins, although most other scientists disagree.

Still, he was one of the few Western experts on the ground in Halabja just after the attack, and the samples in his lab — particularly the clothing — could still provide valuable clues if they were properly sealed and stored, Hay said.

"People now tend to say it's obvious that Saddam committed crimes, but for legal and international standards we need to have evidence," said Haji, whose testimony has been accepted by the court. "Only then can people who were exposed be compensated."

International Herald Tribune

Dealing with Iran I ■ By Flynt Leverett

A grand bargain, or else

June 21, 2006

Herald Tribune

As the world watches the political maneuvering over restarting nuclear talks with Iran — this time with American participation — few are paying attention to a broader strategic competition that has started between the United States, Russia and China.

Ultimately, this competition will decide not only the direction of Iran's nuclear activities but also its economic, political and military role in the Middle East and beyond. The outcome hinges on which countries will assume dominance in developing Iran's enormous oil and natural gas reserves.

Unfortunately, by refusing to consider a "grand bargain" with Iran — that is, resolution of Washington's concerns about Tehran's weapons of mass destruction and support for terrorism in return for American security guarantees, an end to sanctions and normalization of diplomatic relations — the Bush administration is courting failure in its nuclear diplomacy and paving the way for Russia and China to win the larger strategic contest.

Iran has the world's second-largest proven reserves of crude oil, after Saudi Arabia, and the second-largest reserves of natural gas, after Russia. Its relatively low production levels make it one of the few states with the potential to greatly increase its exports of both oil and gas over the next two decades.

However, to expand its energy exports, Iran needs a great deal of capital and advanced technology from outside — at least \$160 billion over the next quarter century, according to the International Energy Agency. Washington of course does all it can to block exactly such investment — barring American energy companies from seeking business in Iran and threatening European and Japanese companies with fines and cutoffs of American components.

These measures — along with repressive Iranian policies that scare off foreign investors — have had an impact: Since Iran opened its oil and gas sectors to foreign energy companies in the early 1990s, it has attracted only \$15 billion to \$20 billion in European and Japanese investment. And as the nuclear issue has heated up, prospects for substantial increases in Western investment have virtually evaporated.

Tehran is now looking for alternative investors. In recent years, China has emerged as a potential large-scale partner. But while China can provide capital, its state-owned energy companies are not much more technically capable right now than Iran's.

This is where Russia comes in. Although Russian energy companies could not offer quite the same level of expertise as Western firms in the complexities of managing Iran's older oil reservoirs, they could in the next several years help the Islamic Republic develop its newer oil finds and, more significantly, realize its huge potential as a gas exporter.

In fact, the two countries have already held talks on possible "coordination" of Iranian gas exports with Gazprom, Russia's state-owned gas and oil behemoth.

From a Russian perspective, such a deal would have many benefits. Many industry experts feel that within just a few years, the amounts of gas that Gazprom is contracted to provide may exceed what the company on its own can bring to market. It has been trying to close the gap by purchasing additional gas from Central Asian states that rely on Russian pipelines to export their oil and gas. But at the same time, the United States is trying to help those ex-Soviet states build oil and gas pipelines that are outside of Moscow's control — an effort the Kremlin interprets as a deliberate attempt to isolate and weaken Russia.

The involvement of Russian energy companies in Iran would not only support Moscow's external energy strategy but would push back against perceived American efforts to undermine Russia's influence in Central Asia.

Together, Russia and Iran control almost half of the world's proven reserves of natural gas. If they coordinated their production and marketing decisions, these two countries could be twice as dominant in international gas markets as Saudi Arabia is in the global oil market.

And as China looks to deepen its own involvement in Iran, there would be opportunities for Chinese-Russian cooperation in developing Iranian resources and collaborating

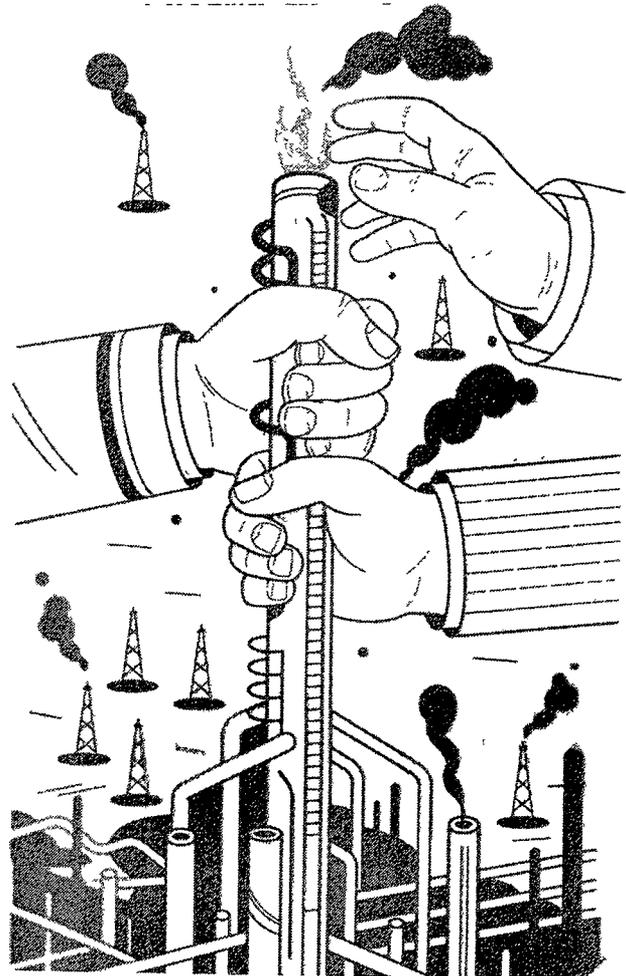
against what both Beijing and Moscow see as excessive United States unilateralism in world affairs.

Against this backdrop, the Bush administration's approach to nuclear diplomacy with Iran is strategically shallow. The decision to encourage direct talks with Tehran generated many headlines but was really only a limited tactical adjustment to forestall an embarrassing collapse in coordination with America's key international partners.

By continuing to reject a grand bargain with Tehran, the Bush administration has done nothing to increase the chances that Iran will accept meaningful long-term restraints on its nuclear activities. It has also done nothing to ensure that the United States wins the longer-term struggle for Iran.

Such a grand bargain is precisely what is required, not only to forestall Iran's effective nuclearization in the next three to five years, but also to position the United States for continued leadership in the Middle East for the next decade and beyond.

Flynt Leverett, a former senior director for Middle East affairs at the National Security Council, is director of the Project on the Geopolitics and Geoeconomics of Energy Security at the New America Foundation.



Kurdistan mature for independence

Globe Editorial

We have recently witnessed two emergent countries in Europe. Monte Negro voted for independence and Catalonians voted for extended self-governance and recognition of their national identity within the confines of the Kingdom of Spain. In both cases the referendums are binding and aimed at essential changes in the political shapes of the countries. Kurds already have had a similar referendum, yet not binding. There are striking differences between the Kurdish and the Montenegrin referendums; in the case of the Kurdish one, more than 97% voted for independence, while in the Montenegrin referendum less than 60% were pro-self-rule, yet it led to independence. Referendums of this kind are either consultative or binding. In the Kurdish case it was neither of the two.

The political establishment in Kurdistan took advantage of it as a means of bringing pressure to bear on parties during the negotiations with Baghdad. But it should bear in mind that the Kurdish people have spoken; they do not wish Baghdadi suzerainty and they definitely do not wish to be ruled by the central government there. Thus the Kurdistan referendum was consultative and not just a power demonstration by the establishment. It is a signal to our political parties that their efforts should be concentrated on the delicate path towards self governance.

Now, some independent groups and individuals advocate independence already now and consider the referendum as binding, forgetting that we are going through a very sensitive process. The way towards independence is through two very crucial fundamental processes; the national institutional-

ization and a legal divorce from the illegitimate marriage with the illegitimate state of Iraq.

What in fact, alongside our hostile neighbors, distinguishes us from Catalonia and Montenegro is these two processes. We lack well-functioning institutional bodies in Kurdistan, which can correspond to a democracy, in which the rule of law, the notion of citizenship, the existence of a real opposition and a functioning electoral system are consolidated.

The two local governments have newly been unified. The unification has to be implemented to the lower levels of the unwieldy bureaucracy. The issue of Kirkuk and other Kurdistan areas that are out of the KRG control must be settled through negotiations. Only through a peaceful process we can achieve the support of the international community. For these negotiations we

really need the best experts in Baghdad. It is one thing to declare independence and achieve it, but a much more difficult task to maintain it. Without support from the international community (read the West and the US), there will be little chances for a tiny Kurdistan surrounded by hostile neighbors to survive.

The Kurdish people have expressed their opinion; they want independence. The Kurdish authorities should take this opinion into consideration and work for it; i.e. consolidate the national institutions and get the negotiations about Kirkuk, Khaneqin, Shengal and other areas started. The Kurdish nation is aware that what Montenegrins and Catalonians achieved is what they also deserve. But yet we are not ready for such a complicated enterprise.

*By Behrooz Shojai
Globe Political Desk*



Kurds in Ainkawa vote in an unofficial referendum on Kurdish independence. The referendum was separate from the elections and has no legal bearing. The Kurdish people have expressed their opinion; they want independence. The Kurdish authorities should take this opinion into consideration and work for it; i.e. consolidate the national institutions and get the negotiations about Kirkuk, Khaneqin, Shengal and other areas started. (Press Photo)

Kurdistan: Birth of a Nation?

THE INDEPENDENT

22 June 2006

by Patrick Cockburn

Violence and suffering disfigure Iraq on a daily basis. But not everywhere is blighted. The Kurdish region is largely peaceful, and cities are beginning to thrive. So after decades of bloodshed, could its people's goal of self-determination finally be realised? Patrick Cockburn reports on an unexpected consequence of the overthrow of Saddam Hussein

In northern Iraq, stretching in a crescent from Iran to Syria, is one the strangest states to emerge in the world over the past half century. In theory, Iraqi Kurdistan is not independent but it is more powerful than most members of the United Nations. It has an efficient army. It remains part of Iraq but Baghdad has little influence on its actions. An old saying in the region claimed bitterly that "the Kurds have no friends but the mountains". But today its leaders make and break Iraqi governments. Once the White House and Downing Street ignored their existence, but now they are received with acclaim as important allies by George Bush and Tony Blair.

The struggle of the Iraqi Kurds for self-determination has been longer and bloodier than that of any nationalist movement outside Vietnam. It began under the British in the 1920s when "Bomber" Harris, later the commander of the air offensive against Germany, practised his art against Kurdish villages. Setting the tone for Baghdad's treatment of the Kurds over the rest of the century, he wrote with approval in 1924: "They now know that within 45 minutes, a full-size village can be practically wiped and a third of its inhabitants killed or injured."

Saddam Hussein proved an apt pupil. He imprisoned or forced hundreds of thousands of Kurds to flee when their independence movement collapsed in 1975 after being treacherously abandoned by the Shah of Iran and the US. Repression of the four or five million Iraqi Kurds reached a peak of cruelty and violence in the late 1980s: Saddam Hussein's forces slaughtered 182,000 of them and destroyed 3,800 of their villages as he crushed another uprising during the Iran-Iraq war.

To this day a frequent sight in the Kurdish countryside are the sinister mounds of earth covering the remains of towns and villages whose inhabitants were deported or killed. What Saddam Hussein did in Kurdistan was not total extermination, like Hitler against the Jews, but the scale of butchery and destruction came close to that inflicted by the Nazis in Russia and Poland.

At first glance, all this has changed. The Iraqi Kurds were the somewhat accidental beneficiaries of George Bush's determination to overthrow Saddam Hussein in 2003. This could have been a disaster for them. They had enjoyed quasi-independence under American air protection after the failed uprising of 1991. Then, to their horror, Kurdish leaders suddenly found 12 years later that the US army was about to invade Iraq from the north accompanied by 40,000 Turkish troops. This would have ended their de facto autonomy. They were only saved when the Turkish parliament astonished American diplomats by rejecting the invasion plan. Overnight the Kurds became America's only reliable allies inside Iraq and this has remained true.

Today, as war rages though the rest of Iraq, the only peaceful parts of the country are the three Kurdish provinces of Arbil, Sulaimaniyah and Dohuk. Kurdistan's hotels are packed with well-off refugees from Baghdad, Basra and Mosul, who have fled there to escape kidnappers and murderers. In the Iraqi capital, despite the billions of dollars supposedly spent on reconstruction, there is scarcely a crane to be seen on the skyline. In the cities of Arbil and Sulaimaniyah, in sharp contrast, the cranes

rise above construction sites in almost every street. Doctors who dare not work elsewhere in Iraq are opening smart new clinics. Even prostitutes from Baghdad have moved to Kurdistan, complaining that it is too dangerous to ply their trade in the capital.

The Kurdish gains are not just within the three northern provinces that they have ruled for 15 years. The Kurdish area of control is now much bigger. As the Iraqi army collapsed in April 2003, the peshmerga - Kurdish soldiers - advanced into cities, towns and villages from which their people had been driven long before. In the space of a few days they were able to occupy Kirkuk city and the nearby oilfields.

Suddenly there were peshmerga in the streets of Mosul, a mostly Sunni Arab city of 1.7 million people but with a large Kurdish minority. Kurdish forces were able to extend control to towns like Khanaqin, north-east of Baghdad, which Saddam Hussein had given to Arab settlers.

The power of the Kurds has not just increased geographically. The President of Iraq, chosen by parliament in Baghdad last year, is Jalal Talabani, for many years the leader of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), which is in control of eastern Kurdistan. The very able foreign minister of Iraq since 2003 has been Hoshiyar Zebari, the former spokesman of the other main Kurdish party, the Kurdistan Democratic Party (KDP). Paradoxically, the most effective members of the Iraqi government in Baghdad are Kurds who at heart would like to have a legally independent state of their own. The best units in the new Iraqi army and security forces consist of Kurdish soldiers.

But for all their outward show of self-confidence, many Kurds worry about their future. Could this be the high tide of their fortunes? For the moment their position is strong, though this could change. They are firmly allied to the US, but Washington has shown no qualms about letting them down in the past. As it withdraws its troops from Iraq it may once again look to its old ally Turkey, with its large Kurdish community and visceral suspicion of the Iraqi Kurds.

Again, the Kurds are strong because the Arabs of Iraq, the Sunni and Shia communities, together making up 80 per cent of the population, are effectively fighting a civil war in and around Baghdad. But what would happen if they came together in future? Would not one of their first priorities be to rein in the Kurds, who are now so powerful?

Of course, the opposite might happen and Iraq might break up. But this would not necessarily be good news for the Kurds. Already they are being forced to flee Baghdad and Sunni Arab provinces where they are a small minority vulnerable to assassins and death squads.

I first encountered the Kurds at the nadir of their fortunes in 1975, when Saddam Hussein had taken over Kurdistan after Iran, in return for Iraqi territorial concessions, withdrew support for the Kurdish national movement. His act of betrayal did not do the Shah much good. Three years later I was in Tehran where Ayatollah Khomeini had just overthrown him. I drove two days to the Iranian border with Iraq to meet Massoud Barzani, today president of the Kurdistan Regional Government. He was holding a meeting to try to reorganise the Kurdish forces.

Their prospects looked bleak enough to me. They were fighting a wholly ruthless leader, Saddam Hussein, with a powerful army and ever-increasing oil wealth. The Iraqi leader had yet to reveal that he had an infinite ability to shoot himself in the foot by exaggerating his own strength and underestimating that of his opponents. Having convinced himself that Ayatollah Khomeini's regime would be a soft target, he attacked Iran in 1980 and the Iranians retaliated by giving support to the Iraqi Kurds.

The Iran-Iraq war ended with an even more terrible defeat for the Kurds. Those who were not killed saw their country devastated. The uprising of 1991, in the wake of Saddam Hussein's defeat in Kuwait, swept away Saddam's rule in a few days. Kurdish soldiers captured Kirkuk. But as the Iraqi army counter-offensive gathered strength, the entire Kurdish population fled to the borders of Turkey and Iran. A wave of sympathy provoked by their flight forced the US to provide air cover, allowing a de facto Kurdish state to begin to come into being.

Saddam Hussein believed he could leave Kurdistan alone because it was isolated, war-torn and impoverished. In this he was not wrong. In 1996 I visited a village called Penjwin, not far from Iraq's border with Iran. The Kurdish villagers, living on the verge of starvation, had taken up the world's most dangerous occupation to feed their families.

Around Penjwin were some of the largest minefields in the world, laid by the Iraqi army at the height of the Iran-Iraq war. One of these mines was called the Valmara, an Italian jumping mine which looks like a miniature Dalek with horns on its head. Touch one of these prongs and a small charge makes it hop into the air before exploding at waist height, sending hundreds of lethal ball-bearings in all directions.

Such was the poverty in Penjwin, however, that villagers would defuse the Valmara to earn a few dollars by selling the explosives it contained and the aluminium in which they were wrapped. The local cemetery was full of the newly dug graves of men who had made some small slip while dismantling the mine; others had somehow survived with the loss of a hand or a leg and could be seen limping down the village street.

I always thought of Penjwin as the epitome of the misery to which the Kurds had been reduced by decades of war. But the courage and ingenuity needed to harvest the minefields was also a sign that they would survive the disasters inflicted on them. When I went back to Penjwin in 2005, parts of the village were being rebuilt. Minefields were still visible beside the road, their presence indicated by metal sticks with red triangles on top, but many had been cleared.

The villagers said they were no longer so poor that they had to defuse the Valmaras to make money. They lived instead on the government ration, herding sheep and, when night fell, on the flourishing smuggling trade with Iran a few miles down the road.

Kurdistan was for decades the most dangerous part of Iraq. Getting there was always a challenge. When I went a few weeks before the invasion in 2003, I had to cross the Tigris from Syria secretly in a tin boat with an outboard motor.

Three years later it is far less nerve-racking to travel to Arbil, the Kurdish capital, than Baghdad. Its newly built airport is already overstretched, with 60 to 70 flights a week to and from Europe and the rest of the Middle East. When I flew there from Amsterdam last month my main anxiety was loss of my luggage as the small airport tried to cope with the influx of passengers. It was all very different from Baghdad, where the burnt-out cars used by suicide bombers lie beside the airport road.

At first, Arbil, the world's oldest inhabited city with a population of about a million, appears normal compared with the rest of Iraq. New houses and apartment blocks are being built across the city. People drive late at night without worrying about curfews. The lawn of the main International Hotel, invariably called the Sheraton, is covered with tables crowded with diners listening to live music.

It takes a little time to realise that not everything is quite as seems. My hotel, for instance, had more than a dozen flags, including those of Brazil and Morocco, fluttering from poles outside its main door. Few visitors noticed that the only flag missing was that of Iraq, the country in which the hotel is standing.

In theory, the administration of Kurdistan, once deeply divided between the warring mini-states of the KDP and PUK, has united since 8 May 2006 into a single integrated government, the Kurdistan Regional Government (KRG). There is a joint 32-member cabinet. The degree of unity is difficult to judge, but at least the Kurds have presented a united front to the rest of Iraq and the world.

Kurdistan is not wholly sealed off from the problems of the rest of Iraq. It is still connected to the Iraqi electrical grid, and electricity is in permanently short supply. Every few hundred yards along the road are young men selling petrol in clear plastic containers. The fuel smuggled in from Iran, considered to be of premium quality, is coloured pink, and that from Iraqi refineries has a clear colour. Substitution of inferior fuel is frequent. Drivers suspiciously smell and rub a sample of petrol through their hands to see if it has been watered down and colour added with a spoonful of red paint before sale.

I may have too rosy a view of Kurdistan because I have too vivid a memory of the bloodiness of its recent past. I half-unconsciously compare every city and town with the way they looked after the wars of the recent past. My hotel in Arbil, for instance, was fought for by the KDP and PUK during the civil wars between them in the 1990s. Its walls were scarred by machine gun and rocket fire. Arbil was a city that lived with fear. At the start of the war to overthrow Saddam Hussein, most of the city's population fled into the country because they thought he would fire chemical weapons into Arbil.

Set in a green plain surrounded by snow-streaked mountains, Sulaimaniyah in eastern Kurdistan was always a prettier city than Arbil. For months now the centre of town has been blocked by a half-built

flyover on which work is proceeding at a snail's pace. Local people speak witheringly of the high-level official corruption. Possibly they are right. But the present is at least better than the past. The mountains overlooking Sulaimaniyah are impressive, but I remember, after the Iraqi army recaptured the city in 1991, standing in their foothills beside an excavator that was unearthing a mass grave filled with the bodies of Iraqi security men. They had been slaughtered by the peshmerga.

Whenever I forget the violence of the recent past in Kurdistan, something happens to remind me. I was driving earlier this summer to a resort called Shaqlawa in the mountains above Arbil. The driver of the car had been pointing out various points of interest on the road when he added, without changing his tone of voice, "over there my father and elder brother were shot dead by the Iraqi army during the uprising".

The great majority of Iraqi Kurds would like to be independent, but most are probably resignedly aware of the great dangers involved. They have also become ever more different from other Iraqis. Fewer and fewer speak Arabic. When I asked a hundred peshmerga how many spoke the language as well as Kurdish, only three men put up their hands. Kurdistan also stands out as being broadly secular in a country that is becoming more Islamic. Nevertheless, the Kurdish leaders know that they must have an alliance with the Shia religious parties inside Iraq and the support of the US outside it. Even if Iraq becomes more and more of a geographical expression, the Kurds need to be part of it.

Most Iraqi Arabs accept that the three northern, wholly Kurdish provinces should enjoy autonomy close to independence. The real differences arise in defining Kurdistan. The Kurds intend to roll back half a century of ethnic cleansing, above all in the oil province of Kirkuk, over which they have de facto military and political control. They want Arab settlers to return to their homes elsewhere in Iraq and Kurdish refugees to replace them. By 31 December 2007 there should be a referendum under which Kirkuk can vote to join the Kurdistan Regional Government.

The fate of Kirkuk province has traditionally been the single issue on which agreements between past governments in Baghdad and the Kurds have always broken. At the moment the Kurds have the strength to get most of what they want, though they might have to cede control of the heavily Arab western part of the province. But their determination to include Kirkuk in their Kurdish super-region convinces Arabs that, whatever the Kurds say, they are bent on practical independence.

In the meantime, violence in Kirkuk is escalating. On 13 June, four suicide bombs killed at least 16 people in the city. Arab militiamen are establishing a presence. When I visited Kirkuk earlier in the year Kurdish security had arrested a doctor called Luay al-Tai at the local Republican hospital, who confessed to murdering 43 patients, mostly wounded security men and soldiers. The member of an insurgent cell, Dr Luay had injected them with lethal drugs or switched off their oxygen supply over a five-month period up to February 2006.

Economically, Kurdistan is still tied to Baghdad, from which it receives 17 per cent of Iraq's oil revenues. Under the new constitution, oilfields developed in future will be managed by the regional government. The KRG has already signed agreements with several foreign oil companies to explore for oil inside the three northern provinces, and some oil has been discovered. Old oilfields, mostly in desperate need of repair and maintenance, will be managed by the oil ministry in Baghdad.

For the Kurds, it is all the most delicate of balancing acts. They want an Iraqi state to prevent their becoming too vulnerable to Turkey or Iran. Iranian artillery recently fired 2,000 shells across the border with Iraqi Kurdistan to drive this point home. Within Iraq the Kurds need an agreement with the Shia, who make up 60 per cent of the country's population. Kurdish leaders are intent on keeping close to the US as foreign guarantor against the Iranians and Turks.

So far the Kurdish leaders have been astute in dealing with the myriad threats facing them and, thanks to a certain amount of luck, successful. They also know that failure would once again exact a terrible price from their people.

Le Monde
Mardi 27 juin 2006

Le premier ministre irakien lance un plan de « réconciliation nationale »

BAGDAD
ENVOYÉ SPÉCIAL

Poliment « salué » – sans excès – à Washington, le projet irakien de « réconciliation nationale » annoncé, dimanche 25 juin à Bagdad, par le premier ministre Nouri Al-Maliki, est un délicat exercice d'équilibre politique. Il est centré sur une offre d'amnistie conditionnelle aux rebelles sunnites pour qu'ils déposent les armes, suffisamment vague pour ne pas heurter de front les alliés et partisans chiïtes du gouvernement « d'unité nationale », très difficilement constitué il y a un peu plus d'un mois.

Si ce projet est soutenu, dans sa philosophie générale, par la plupart des formations membres de la coalition au pouvoir, chacun de ses 24 points devra être débattu

et précisé au sein d'une nouvelle structure à créer, le conseil national pour la réconciliation et le dialogue national, qui regroupera les trois organes principaux du pouvoir : gouvernement, présidence de la République et Assemblée nationale, de même, est-il indiqué, que « des personnalités religieuses et tribales indépendantes ». Sachant qu'il a fallu plus de six mois pour

former le gouvernement après les élections du 15 décembre 2005 et que le comité d'amendements à la Constitution ne l'est toujours pas, nul ne peut prévoir quand ce nouveau conseil de réconciliation verra le jour.

À l'extérieur de la fameuse « zone verte » ultra-fortifiée de Bagdad, où sont installées toutes les structures du pouvoir, les horreurs se sont poursuivies dans le pays,

dimanche, faisant plus d'une vingtaine de victimes et une soixantaine de blessés, tandis que seize autres personnes étaient kidnappées à Taji, à 20 km au nord de Bagdad. On reste par ailleurs sans nouvelles de trente-quatre personnes sur les dizaines d'employés et d'ouvriers chiïtes enlevés, la semaine passée, dans la même localité par des groupes armés.

« A ceux qui sont prêts à poser les armes pour participer à la reconstruction du pays et rejoindre le processus politique, nous tendons un rameau d'olivier », a lancé M. Maliki en présentant son projet. « S'ils n'ont pas de sang sur les mains », ceux-là pourront bénéficier d'une amnistie, dans des conditions qui restent à préciser. Toutefois, « le lancement de cette initiative ne doit pas être interprété comme une récompense ou une acceptation des actes commis par les

tueurs et les criminels. Non, mille fois non ! », a indiqué le premier ministre. « Nous savons, a-t-il ajouté, que des légions ont choisi la voie du mal (...) et poursuivront leurs actes criminels. » A ceux-là – et M. Maliki vise évidemment les « djihadistes » d'Al-Qaida et leurs associés – le gouvernement présente « le poing du pouvoir de la loi » et promet une répression accrue.

Ceux des rebelles – essentiellement sunnites – qui ont tué et continuent d'attaquer chaque jour les forces étrangères, pour la plupart anglo-américaines, pourront-ils bénéficier de l'amnistie ? Pas plus M. Maliki que l'ambassadeur des Etats-Unis, Zalmay Khalilzad, n'ont voulu répondre clairement à cette question. « Cela reste à discuter et à préciser », a dit M. Khalilzad, tout en laissant entendre

que « cela dépendra du contexte » et qu'« il faut bien que la guerre se termine un jour ». Reste également à discuter, selon M. Khalilzad, « avec nos partenaires irakiens » l'éventuel calendrier d'un retrait progressif des soldats américains « à mesure que les forces irakiennes pourront les remplacer ». Indice optimiste ou gesticulation politique destinée à l'opinion publique de son pays avant les élections de « midterm » (mi-mandat), en novembre aux Etats-Unis : le général George W. Casey, qui commande le corps expéditionnaire américain en Irak, laisse entrevoir une réduction « possible » de sept à huit - sur quatorze - de ses brigades de combat d'ici décembre 2007, soit environ 30 000 hommes sur les 127 000 actuellement stationnés dans le pays. ■

PATRICE CLAUDE

Les quatre otages russes assassinés

Le Conseil consultatif des moudjahidins, dominé par la branche irakienne d'Al-Qaida, a affirmé, dimanche 25 juin, avoir tué les quatre employés russes de l'ambassade enlevés le 3 juin à Bagdad. Dans un enregistrement vidéo, on voit les quatre otages en train de parler séparément dans des messages datés du 13 juin, puis des images de l'assassinat de trois d'entre eux. Un otage est montré à genoux, maintenu par deux hommes masqués vêtus de noir, dont l'un brandit un couteau et le décapite. Un autre est montré gisant décapité dans une mare de sang,

la tête posée sur le dos. Le meurtre d'un troisième, tué d'une balle dans la tête, est également montré dans cette vidéo, accompagnée de photographies.

Le Conseil consultatif des moudjahidins avait annoncé, mercredi, sa « décision » de tuer les quatre Russes, à l'expiration du délai de quarante-huit heures donné au gouvernement de Moscou pour satisfaire ses demandes, à savoir quitter la Tchétchénie et libérer « les prisonniers musulmans ». L'un des employés assassinés était de confession musulmane. – (AFP.)



La sœur d'un capitaine de police irakien tué dans l'explosion de sa voiture, après avoir été pris pour cible par des hommes armés, pleure sur l'épaule du père de la victime, ensanglanté et choqué, dimanche 25 juin à l'hôpital de Baqouba. ADAM HADEI/AP



Moustafa Hejri, du PDKI, milite pour un Iran fédéral et sans tutelle religieuse: «La démocratie ne s'impose pas par les armes»

Les deux prédécesseurs ont été assassinés par les services iraniens, l'un, Abdoul Rahman Ghassemlou, à Vienne en 1989, l'autre, Saïd Charafkandi, à Berlin en 1992. Secrétaire général du PDKI (Parti démocratique du Kurdistan d'Iran), Moustafa Hejri dirige en exil le plus ancien et le plus prestigieux des partis kurdes de ce pays. Malgré la répression et la concurrence parmi les Kurdes (10 % de la population) d'autres forces plus radicales, comme le Komalah, le PDKI reste un pilier de l'opposition démocratique. Ces deux formations participent, aux côtés de partis baloutches, azéris, arabes et turkmènes, à un congrès regroupant les minorités nationales qui représentent en tout quelque 65 % de la population et combattent dans l'illégalité pour un Iran «fédéral, démocratique et sans tutelle des religieux». Depuis des mois, les incidents armés comme les protestations pacifiques se multiplient sur les marges du pays, au nord-ouest (Azéris et Kurdes) comme au sud-ouest (Arabes) ou au sud-est (Baloutches), alors que Téhéran accu-



Moustafa Hejri.

se les Américains d'attiser les haines ethniques.

«Il y a une impatience croissante parmi les nationalités qui veulent la reconnaissance de leurs droits démocratiques et une réelle égalité. Nous vivons ensemble depuis des siècles, et cela ne peut que renforcer la cohésion du pays alors que l'actuelle situation encourage les poussées séparatistes. La volonté de changement monte aussi parmi les Perses, déçus par l'échec des réformistes. L'opposition démocratique est aussi démoralisée que divisée, et la coopération avec les partis

des minorités prend donc d'autant plus d'importance», explique Moustafa Hejri. Son parti mise sur «la résistance pacifique» d'une population kurde, d'autant plus encline à se mobiliser qu'elle peut voir au Kurdistan d'Irak, de fait totalement autonome, «tous les bienfaits de la démocratie et de la liberté». C'est là qu'est installée, depuis 1992, la direction du PDKI, après que la région a échappé au contrôle de Bagdad. Le parti dispose en outre d'une radio émettant vers l'Iran et d'une télévision satellitaire basée en Occident.

Alors que continue le bras de fer sur le programme d'enrichissement nucléaire iranien, il s'oppose à toute politique «d'apaisement». «Même si Téhéran accepte finalement un compromis sous la pression des Européens, de la Russie et de la Chine, il n'arrêtera pas son programme. Ce sera juste une concession pour gagner du temps. Le régime veut à tout prix arriver à l'arme nucléaire pour sanctuariser le pays face aux menaces américaines et affirmer son hégémonie vis-à-vis des Etats islamiques», assure le dirigeant kurde qui, en même temps, clame son opposition à toute intervention militaire américaine. «La démocratie ne s'impose pas par les armes de l'extérieur, et un véritable changement ne peut se faire qu'au travers d'un mouvement pacifique de l'opposition démocratique et des nationalités. Mais elle a besoin d'aides et de soutiens politiques, notamment de la part des Européens», souligne Moustafa Hejri, venu à Paris en fin de semaine dernière pour un colloque de l'Institut kurde. Il n'a pu avoir aucun contact officiel avec les autorités françaises, mais il ne se faisait guère d'illusion: «Le gouvernement français est toujours très prudent vis-à-vis de l'Iran.»

MARC SEMO

George Bush justifie sa politique contre le terrorisme et en Irak

VIENNE
ENVOYÉ SPECIAL

Le président américain George Bush a défendu avec force sa politique de lutte contre le terrorisme, mercredi 21 juin à Vienne (Autriche), à l'occasion du sommet annuel entre les Etats-Unis et l'Union européenne (UE). M. Bush, qui s'attendait à être interpellé par ses interlocuteurs sur la prison de Guantanamo et les vols secrets de la CIA, a pris les devants en revendiquant ses choix au nom des exigences de la sécurité.

« Pour les Européens, a expliqué George Bush au cours d'une conférence de presse, les attentats du 11-Septembre ont été un épisode. Pour les Américains, ils ont constitué un tournant. » Le président américain a insisté sur la nécessité, pour son pays, d'être « dur » à l'égard du terrorisme. Interrogé sur l'impopularité des Etats-Unis dans le monde, il a affirmé : « Je ne gouverne pas à partir des sondages. Je décide ce que j'estime juste. » M. Bush a notamment justifié son action

en Irak, malgré les critiques, en déclarant : « Je crois à l'universalité de la liberté ; d'autres n'y croient pas. »

Le président américain a dit « comprendre » les préoccupations au sujet de Guantanamo. Il a affirmé qu'il « aimerait bien » fermer le camp et renvoyer les détenus chez eux. Toutefois, un certain nombre d'entre eux, a-t-il souligné, devront être jugés par des tribunaux américains. « Ils tuent s'ils sont remis en liberté », a ajouté M. Bush, qui a dit attendre que la Cour suprême américaine définisse la manière dont ils devront être jugés. Quant à ceux qui seront autorisés à rentrer dans leur pays – surtout l'Arabie saoudite, l'Afghanistan, le Yémen –, il reste à définir les conditions de leur retour.

Le chancelier autrichien Wolfgang Schüssel, dont le pays exerce jusqu'au 30 juin la présidence de l'Union, a estimé que les Européens devaient « comprendre » le choc qu'ont provoqué, aux Etats-Unis, les attentats du 11 septembre

2001. Il a rappelé que le terrorisme menace aussi l'Europe, mais a ajouté que, dans le combat antiterroriste, « tous les droits doivent être préservés ». « Nous ne remporterons la victoire contre le terrorisme, a-t-il souligné, que si nous ne renonçons pas à nos valeurs communes comme la démocratie, l'Etat de droit, les droits de l'individu. » « Nous demandons la fermeture de Guantanamo », a-t-il conclu en

invitant l'UE à aider les pays d'origine, avec le concours d'organisations internationales, à accueillir les détenus libérés, pour les juger ou les remettre en liberté.

La déclaration conjointe adoptée à l'issue du sommet précise que les Etats-Unis et l'UE, en accord avec leurs valeurs communes, feront en sorte que les mesures prises pour combattre le terrorisme soient pleinement conformes à leurs obligations internationales, y compris le respect des droits de l'homme et du droit international humanitaire.

« Nous attachons une grande importance, indiquent les deux parties, à la poursuite d'un dialogue approfondi sur notre lutte commune contre le terrorisme et sur nos obligations respectives sur le plan intérieur comme sur le plan international. » ■

THOMAS FERENCZI

Deux soldats tués, 5 blessés dans une attaque du PKK dans l'est turc



ANKARA, 11 juin 2006 (AFP) - 11h55 - Deux soldats turcs ont été tués et cinq autres blessés dimanche lorsque leur convoi a été pris dans une embuscade tendue par des rebelles kurdes armés dans l'est de la Turquie, a rapporté l'agence de presse semi-officielle Anatolie.

L'attaque des rebelles du parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) s'est produite dans la localité montagneuse de Geyiksu, dans la province de Tunceli, selon l'agence.

Deux membres du PKK avaient été samedi dans des heurts avec l'armée à Silvan, sous-préfecture de Diyarbakir, la principale province du sud-est à majorité kurde du pays.

Les rebelles armés du PKK, considéré comme une organisation terroriste par les Etats-Unis et l'Union européenne, ont multiplié ces derniers mois leurs opérations contre les forces de sécurité dans la région. Des heurts quasi-quotidiens se produisent dans le sud-est anatolien.

Les Sabéens de Bagdad veulent émigrer en masse au Kurdistan (Ligue arabe)



BAGDAD, 22 juin 2006 (AFP) - 14h47 - La totalité des Sabéens de Bagdad ont demandé à émigrer au Kurdistan où près de 3.500 familles chrétiennes se sont installées récemment après avoir reçu des menaces, a affirmé jeudi à l'AFP le représentant de la Ligue arabe à Bagdad, Mokhtar Lamani.

"Lors d'une récente visite au Kurdistan, j'ai appris que tous les membres de la communauté sabéenne de Bagdad, soit 20 à 25.000 personnes ont présenté une demande collective pour émigrer au Kurdistan", nord de l'Irak, a-t-il dit.

"En outre, 3.500 familles chrétiennes ont émigré récemment de Bagdad vers le Kurdistan après avoir reçu des menaces", a-t-il ajouté.

Les Sabéens ou Mandéens sont environ 60.000 en Irak où ils pratiquent le baptême comme les chrétiens et le jeûne comme les musulmans. Fidèles de Saint Jean Baptiste, ils sont installés principalement dans le sud du pays et à Bagdad.

Le baptême occupe une place centrale dans leur culte. Ce rituel a lieu le dimanche et les membres doivent s'y soumettre plusieurs fois par an. Les cérémonies funéraires sont aussi très importantes car durant trois jours ils récitent leur livre sacré, le "Ginza" (trésor). L'origine de cette religion date du 1er ou 2ème siècle après JC.

Il reste environ 800.000 chrétiens en Irak, en majorité chaldéens (catholiques), installés principalement à Bagdad, Mossoul et au Kurdistan. Cette région septentrionale connaît une paix relative par rapport au reste du pays.

"Le problème des déplacements forcés de population a pris une dimension grave et ne concerne plus seulement les chiites et les sunnites, mais toutes les minorités en Irak", a souligné M. Lamani.

"Il faut mettre en oeuvre un processus pour permettre le retour des déplacés en leur assurant la protection nécessaire", a-t-il ajouté.

Selon le dernier rapport de l'Office international des Migrations, daté du 7 juin, il y aurait 97.224 déplacés mais selon le Croissant-Rouge irakien, ils seraient 102.622.

D'importants mouvements de population ont commencé après un attentat contre un mausolée chiite dans la ville sunnite de Samarra, le 23 février et les représailles qui ont suivi.

Onze rebelles kurdes tués par l'armée turque



DIYARBAKIR (Turquie), 23 juin 2006 (AFP) - 18h37 - Onze rebelles kurdes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) ont été tués vendredi dans des affrontements avec l'armée turque dans le sud-est de la Turquie, ont annoncé des responsables de la sécurité.

Les affrontements ont éclaté près de la ville de Cukurca, située dans la province de Haakri proche de la frontière avec l'Irak.

Aucune perte n'est à déplorer parmi les militaire, a-t-on ajouté de même source.

Le PKK, considéré comme une organisation terroriste par la Turquie, les Etats-Unis et l'Union européenne, a multiplié ces derniers mois ses opérations contre les forces de sécurité dans la région.

Irak: les Kurdes font appel à l'investissement étranger



ERBIL (Irak), 23 juin 2006 (AFP) - 07h52 - Défavorisée sous le régime du président déchu Saddam Hussein, la région autonome du Kurdistan irakien a décidé de faire appel aux entreprises étrangères pour rattraper son retard dans tous les domaines.

Pour cela, les autorités font miroiter le calme qui y règne contrairement au reste du pays, sa proximité avec la Turquie, l'Iran et la Syrie et surtout une nouvelle loi favorisant largement l'investissement étranger, y compris dans le secteur pétrolier.

"Nous voulons faire du Kurdistan la porte du commerce vers l'Irak", a affirmé le Premier ministre du gouvernement régional, Nechirvan Barzani.

"Le texte, qui sera adopté la semaine prochaine par le Parlement, ouvrira largement les portes à l'investissement étranger. Le Kurdistan est le meilleur endroit en Irak parce qu'il jouit de la sécurité et de la stabilité", a-t-il affirmé à l'AFP.

Le chef de l'exécutif a assuré que "ce texte garantit les droits des investisseurs et leur ouvre tous les secteurs".

Les trois provinces kurdes s'étendent sur plus de 38.000 km². Elles ont été largement défavorisées durant le régime de Saddam Hussein mais elles ont pris leur essor économique après 1991, date à laquelle elles ont obtenu de fait leur autonomie. Alors que le reste du pays est plongé dans le chaos depuis l'invasion américaine de 2003, le Kurdistan jouit d'une relative sécurité.

"Il y a actuellement 3.800 sociétés irakiennes et étrangères, dont 500 turques, installées au Kurdistan et je pense qu'après l'adoption de la loi, leur nombre doublera, car beaucoup de compagnies étrangères nous assurent qu'elles attendent cette loi pour venir", a affirmé pour sa part Aziz Ibrahim, directeur général du commerce au ministère kurde des Finances.

Le ministre du Commerce, Mohammad Raouf, a affirmé ne pas "avoir jusqu'à présent de statistiques officielles sur les investissements au Kurdistan en raison de l'existence de deux ministères, l'un à Erbil et l'autre à Souleimaniyah".

En mai, les deux administrations kurdes ont décidé de s'unifier après une séparation de 15 ans. En effet, lors de l'instauration de l'autonomie de cette région, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani) avait installé sa capitale à Erbil et son rival de l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani) avait choisi Souleimaniyah.

La loi, de 26 articles, est extrêmement libérale et incitative. Elle autorise les étrangers à posséder des terres, à rapatrier leurs bénéfices et offre une exemption d'impôts durant 10 ans. Les sociétés peuvent en outre importer leur matériel sans droit de douane et faire venir du personnel étranger.

Tous les domaines sont ouverts à l'investissement étranger, y compris l'industrie pétrolière, alors que dans le reste du pays, ce secteur reste nationalisé.

"Cette loi va contribuer à la prospérité du Kurdistan car jusqu'à présent nous fonctionnons sur la base d'anciennes lois qui sont archaïques et contiennent de nombreuses restrictions", a déclaré avec enthousiasme, un entrepreneur kurde, Badram Sadik.

La Kurdistan connaît un boom notamment dans la construction avec des projets de centres commerciaux, logements, hôtels et centres touristiques, d'un montant variant entre 300 et 500 millions de dollars.

"Jusqu'à présent, les investissements se concentrent surtout sur la construction et les infrastructures mais nous voulons donner la priorité à l'industrie", a souligné M. Raouf.

Un groupe armé kurde vise les touristes étrangers sur la côte turque

Laure Marchand
Publié le 28 juin 2006

LE FIGARO

Une explosion à Antalya, dans le sud du pays a fait quatre morts.

LES TOURISTES ont à nouveau été pris pour cible en Turquie. Les Faucons de la liberté du Kurdistan (TAK) ont revendiqué hier auprès de Firat, une agence prokurde, une explosion qui avait eu lieu dimanche sur le site des cascades de Manavgat, dans la région balnéaire d'Antalya. Quatre visiteurs – un Norvégien, un Hongrois, un Russe et un Turc – avaient trouvé la mort et 28 autres avaient été blessés dans ce petit complexe très fréquenté doté de salons de thé et réputé pour ses activités nautiques.

Les autorités, préoccupées par l'impact de cet attentat sur une saison touristique déjà morose, réfutent pour l'instant la piste criminelle et maintiennent la version d'un accident dû à la bonbonne de gaz d'un restaurant.

Depuis leur apparition en 2004, les mystérieux Faucons de la liberté du Kurdistan multiplient les attentats contre les intérêts touristiques du pays et les vacanciers étrangers. L'été dernier, une bombe déposée dans un minibus, qui avait tué cinq personnes, dont une Anglaise et une Irlandaise, dans la station de Kusadasi sur les bords de la mer Égée, avait été leur action la plus meurtrière. Il y a douze jours, un engin à retardement caché dans une poubelle en plein coeur du quartier historique d'Istanbul a blessé quatre passants.

éléments incontrôlables

Selon la police turque, le TAK n'est qu'un prête-nom utilisé par le PKK pour mener des actions contre des civils. Le groupe séparatiste kurde, rangé sur la liste des organisations terroristes par l'Union européenne et les États-Unis, assure qu'il s'agit d'éléments incontrôlables sortis de ses rangs.

En avril, au plus fort des affrontements entre les partisans du PKK et la police qui firent quinze morts dans le sud-est du pays, les Faucons avaient annoncé leur intention de s'en prendre aux étrangers. *«Les devises apportées par les touristes sont la plus grande ressource de l'État turc (...) pour s'attaquer au peuple kurde»*, affirmaient-ils dans un communiqué.

Les émeutes de ce printemps ont cessé dans les villes, mais la guérilla est repartie de plus belle dans les régions montagneuses à majorité kurde. Vendredi dernier, onze rebelles ont été tués au cours d'opérations militaires menées dans la province de Haakri, près de la frontière irakienne. Samedi, deux gendarmes ont été blessés par l'explosion d'une mine aux environs de la ville de Cukurca... Dans l'Est, les accrochages entre les partisans du PKK et l'armée sont quotidiens.

Pour la Turquie, une multiplication d'actions terroristes kurdes contre les estivants serait catastrophique. Le secteur touristique, poumon de l'économie nationale, subit déjà les contrecoups de la grippe aviaire et de la crise des caricatures de Mahomet. Le nombre de visiteurs étrangers, notamment Européens, a chuté de 10,5% sur les cinq premiers mois de l'année par rapport à 2005.

Les plages du Sud, habituellement bondées en cette période, sont clairsemées. *«Les réservations devaient repartir après la fin de la Coupe du monde de foot, s'inquiète Riza Epikmen, vice-président de l'association des agences de voyages turques. Ce nouvel attentat risque immanquablement de nous faire du tort.»*

June 17-18, 2006

INTERNATIONAL
Herald Tribune

Suicide bomb kills 11 in a Baghdad mosque

By Sabrina Tavernise

BAGHDAD: A suicide bomber blew himself up in a crowd of worshipers in a Shiite mosque here Friday. Eleven people were killed and 25 were wounded.

The bombing inside the Buratha Mosque in northern Baghdad was precisely the sort of attack that was advocated by Abu Musab al-Zarqawi, leader of Al Qaeda in Mesopotamia, who was killed in an American raid last week.

The ease with which the bombing was

carried out, and the timing — shortly after a government-imposed curfew took effect — underscored how difficult it will be to stop the violent insurgency, even without one of its top leaders.

At least 15 people were killed in and around Baghdad on Friday, police officials said. The capital had been relatively quiet in the week since Zarqawi was killed and Friday's bombing, which stopped the mosque's clock at 12:20 p.m., came as a surprise.

"We thought the killing would be less," said Muhammad Hussein, one of

the workers in the mosque who was helping with the cleanup. "But as you see —" he said, without finishing his sentence.

Earlier, a pair of sandals left in an odd place caught the eye of one of the mosque's guards, said Ali Muhammad, another guard. They felt heavy and guards found explosives inside when

they pulled them apart. An emergency search of the mosque ensued, and another pair of thick-soled sandals was found in the men's bathroom. They had been torn open.

The guards began moving through the crowd, frisking worshipers. Muhammad, 29, who also works as a bodyguard for Jalal al-Dien al-Sagheer, the sheik of the mosque, said they did not dare make an announcement over the sound system for fear of prompting a bomber to set off an explosion.

A triple suicide bombing killed about 100 people in the mosque in April, and its guards expect attackers to come in twos and threes.

But as they searched, a man who was kneeling in the center of the room blew himself up, spewing shrapnel into the crowd.

According to the guards' account, he put the explosives from his shoes into a vest he was wearing, while in the bathroom. An Interior Ministry official could not confirm the account, saying only that the bomber was wearing a vest.

In the southern city of Basra, meanwhile, a Sunni Arab sheik, Yusuf al-Hasani, died of his wounds after men strafed his convoy with bullets. Hasani was the head of the Muslim Scholars Association, a hard-line Sunni Arab group. His killing is one of many murders of Sunni Arabs in Basra, an overwhelmingly Shiite city in the south.

The New York Times



An Iraqi soldier passing photos of victims of an April suicide bomb attack on the same Baghdad mosque that was targeted Friday.

U.S. sees bigger Iranian role in Iraq turmoil

By Michael R. Gordon

WASHINGTON: Iran has stepped up its support for violent Shiite groups in Iraq and is providing the weapons and training so that they can attack U.S. troops, the top U.S. military commander in Iraq said.

"They are using surrogates to conduct terrorist operations in Iraq both against us and against the Iraqi people," General George Casey Jr. said Thursday. "It is decidedly unhelpful."

He said that the Iranian assistance had increased since January and that this had emerged as an important factor in weighing further reductions in U.S. forces in Iraq.

Casey's comments were his most forceful and explicit criticism of Iran's involvement in Iraq and they come at a sensitive time in U.S.-Iranian relations. The Bush administration has offered to conduct direct talks with Iran in an effort to persuade it to abandon its suspected nuclear weapons program.

General notes more aid to violent Shiites

The general spoke at a Pentagon news conference after meeting with Defense Secretary Donald Rumsfeld to discuss plans for reducing U.S. forces in Iraq. Casey said that he was confident that there would be troop cuts this year, but he stressed that there would be a "gradual reduction over time."

Rumsfeld said that Casey would consult the Iraqi authorities before submitting a final recommendation on how reductions should be made.

U.S. officials have criticized Iran's involvement in Iraq before. But Casey's remarks were unusually specific. He said that the Iranian security forces were training Shiite groups with the approval of the authorities in Tehran.

"We are quite confident that the Iranians, through their covert special operations forces, are providing weapons, IED technology and training to Shia extremist groups in Iraq," Casey said. IED

is the military's acronym for improvised explosive devices, or roadside bombs.

Some training is being carried out in Iran, he said. In other cases, Casey added, Hezbollah, the Lebanon-based terrorist group, is providing weapons and training at Iran's behest.

Casey said that there was no evidence that Iranians had crossed into Iraq to direct the attacks but that the assistance appeared to be the result of an official policy of the Iranian government, rather than the actions of a faction.

"You would assume that they're not doing that independently, that there is some central direction from somebody in Tehran."

One indication of additional Iranian support, he said, was an increase in the number of attacks with bombs that feature shaped charges, which focus the explosive power in a single direction.

June 24-25, 2006

INTERNATIONAL
Herald Tribune

That type of bomb is specially designed to destroy armored vehicles, and U.S. commanders have previously asserted that these bombs have been built in Iran and shipped to Iraq.

On the subject of U.S. troop cuts, Casey previously predicted "fairly substantial" reductions in 2006. Those substantial cuts have yet to materialize.

U.S. forces in Iraq have eased to 126,900 from 138,000 in March, and relatively modest reductions are anticipated over the next several months.

Casey said that setting a timetable and deadline for withdrawing U.S. troops from Iraq, as some Democratic lawmakers have proposed, would undermine his efforts.

"I feel it would limit my flexibility," he said. "I think it would give the enemy a fixed timetable. And I think it would send a terrible signal to a new government of national unity in Iraq that's trying to stand up and get its legs underneath it."

The New York Times

Solution: Break Up Iraq Reality: It's Not So Easy

By DEXTER FILKINS

LET it break up. It seems a simple enough solution.

Iraq's three main groups — the Shiite Arabs, the Sunni Arabs and the Kurds — are killing each other with greater ferocity than ever, and the Americans are playing referee.

A number of American officials and experts, weary from the bloodletting, are giving renewed attention to proposals to let the regions of Iraq break into their own parts.

In the latest issue of Foreign Affairs, Leslie Gelb, president emeritus of the Council on Foreign Relations, argues for a variation of sectarian division — a loose federation of three largely autonomous regions that might help stop Iraq's slide into civil war while avoiding a complete breakup of the country.

As attractive as the idea of dividing Iraq into sectarian regions sounds, it has one big problem: Es-

pecially in Iraq's urban areas, it could be a bloody affair. (Mr. Gelb acknowledges this, but says the risk of violence is no greater than under other solutions proposed for Iraq.)

From afar, it might seem that drawing new borders between Iraq's main groups could be accomplished fairly easily. Each group predominates in a different part of the country: Sunnis in the west, Kurds in the north, Shiites in the south. In the north, the Kurds, with their own language, army and regional government, have already gone their own way.

But in Baghdad, Kirkuk and Mosul, there are no clear geographical lines separating the main groups. A breakup into ethnic regions or states would almost certainly increase the pressure on families to flee the mixed neighborhoods to be closer to members of their own group. Shiites to Shiites, Sunnis to Sunnis. Ethnic cleansing is already

happening in Iraq, but still at a relatively slow pace.

As the maps here show, Iraq's main groups — and even smaller ones, like Christians and Turkomans — now live together in many places. While the Tigris River acts as a broad ethnic boundary in both Baghdad and Mosul — Sunnis on the west and Shiites on the east in Baghdad, and Sunnis on the west and Kurds on the east in Mosul — there are large pockets of each group on both sides of the river.

Trying to divide those cities could result in the expulsion of tens of thousands of people from their homes, maybe more. That is not a pretty process: the neighborhoods around the edges of Baghdad have already experienced a lot of ethnic cleansing — mainly Shiites being forced from their homes. Many of these families have fled to refugee camps in central Baghdad. The individual stories told by these families

are heartbreaking. Not everyone survives.

Kirkuk is the most complicated Iraqi city of all. It is divided into three main communities: Arab, Turkoman and Kurd. Within those there are many subgroups — Sunni and Shiite Arab, Sunni and Shiite Turkoman. As in both Baghdad and Mosul, there are pockets of Christians scattered throughout.

In Kirkuk, the main issue is how to rectify the expulsion of tens of thousands of Kurds by Saddam Hussein in the 1980's. The houses emptied by the fleeing Kurds were filled by Arab families lured north by Mr. Hussein's regime. Since the fall of Mr. Hussein, tens of thousands of Kurds have been streaming back, mostly living in squalid camps on the city's eastern side. Splitting this city — and its oil reserves — would probably come down to power. In all likelihood, that wouldn't be pretty, either.

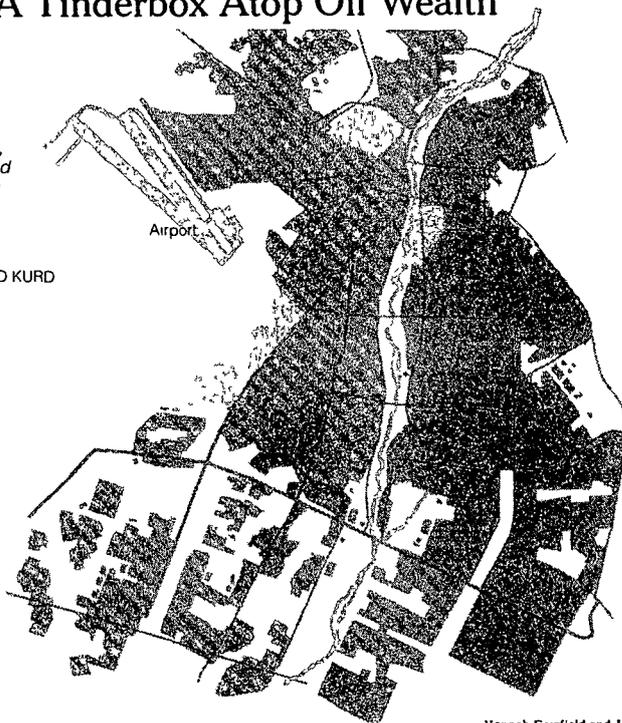
The New York Times

JUNE 25, 2006

Kirkuk: A Tinderbox Atop Oil Wealth

MAJORITY AREAS

-  ARAB
(Sunnis in Mosul, mixed Sunni and Shiite in Kirkuk)
-  KURD
-  MIXED ARAB AND KURD
-  TURKOMAN



Some experts believe that an Iraqi civil war would begin in Kirkuk, where ethnicities are extremely interwoven and the mixed areas pit neighbor against neighbor. The city has rich oil fields that no group is willing to relinquish.

Many thousands of Kurds have returned to reclaim homes lost under Saddam Hussein's regime and live in camps in the eastern part of the city.

Khalid al-Ansary of the Baghdad bureau of The New York Times contributed reporting for this graphic

Mosul and Kirkuk maps are from neighborhood surveys by employees of The New York Times

Hannah Fairfield and Joe Burgess/The New York Times

The Journal Interview with Hoshyar Zebari / By Robert L. Pollock

THE WALL STREET JOURNAL

JUNE 26, 2006

The Voice of Iraq

New York

"That was the center of all that happened in Iraq after the war. The people who were meeting there are the new leaders of Iraq, but nobody took them seriously in those days."

So says Iraqi Foreign Minister Hoshyar Zebari. He's talking about an unassuming little hotel in central Baghdad called Burj al-Hayat, where his Kurdistan Democratic Party set up headquarters in the heady days immediately following Saddam Hussein's fall from power. And his recollection of the period is vivid enough to include the hour or two he spent with your humble correspondent in early May of 2003. Perched on bar stools, we drank only water then to combat the heat of a sweltering afternoon. And Mr. Zebari held forth expansively and optimistically about the future of Iraq.

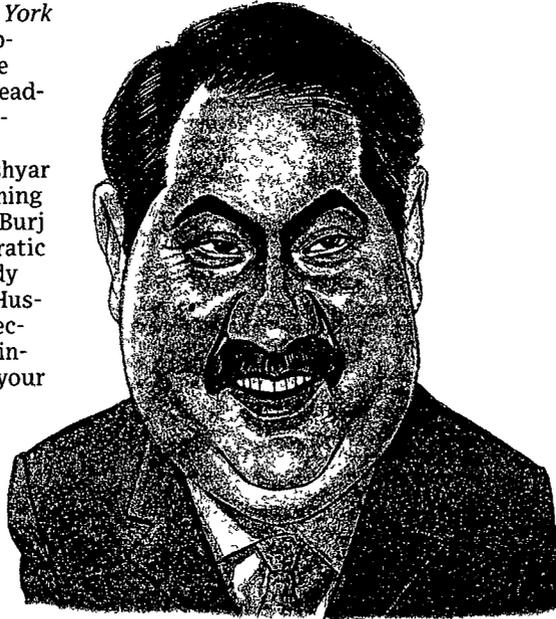
Portly, with penetrating eyes and a kind smile, he exuded intelligence and decency. And with leaders like him waiting on the wings, it was hard to imagine that things wouldn't turn out pretty well in the months and years ahead. On the streets of Baghdad, too, there were good reasons for hope. Not only was the tyrant who had tried to wipe out Mr. Zebari's Kurdish people gone, there was also a genuine feeling of liberation in the air. The looting—always exaggerated in any case—was done, and Americans (journalists and soldiers alike) mixed freely with Iraqis at kebab stands and ice-cream shops. The main worry was not avoiding a kidnapping or roadside bomb but how to politely turn down the day's sixth invitation for tea.

* * *

But even those of us who suspected that such peace—which former U.S. regent Paul Bremer remembers as "chaos" in his recent memoir—would be challenged by extremists have been shocked by the extent of the violence that grew and grew after the U.N. headquarters was attacked that August.

Now at least the perpetrator of that evil deed is dead. Not enough people understand that what's just happened is a "breakthrough," Mr. Zebari tells me. It shows "that Zarqawi's terror network was penetrated, that those groups are not invincible, especially through hard work and patient work. Fighting this terrorist insurgency really in the end is an intelligence operation."

"That was the difference between many of us Iraqis and our American friends," he adds, suggesting the coalition has too often preferred to try "overwhelming force." In fact, the fundamental flaw in America's



approach, he says, was its reluctance to let Iraqis get on with political reconciliation and their own security and intelligence efforts earlier than it did.

This time we're meeting on another sweltering day. It's only 9:30 a.m. and the thermometer is headed toward what will be a muggy 90. But we are much more comfortably ensconced in a room at the Council on Foreign Relations on East 68th Street in Manhattan. He's just

addressed a breakfast meeting of the group. And the day before saw him in meetings with the U.N. secretary-general and the Journal's editorial board, among other commitments.

Mr. Zebari has established himself as the great survivor of postwar Iraqi politics, holding his post through four governments—the Bremer period, and prime ministers Ayad Allawi, Ibrahim al-Jaafari and, now, Nouri al-Maliki. That alone bespeaks a great deal of diplomatic skill—though Mr. Zebari is hardly afraid to offend where justified. Just ask the likes of Arab League head Amr Moussa, or others with whom he has publicly tangled. But neither does Mr. Zebari seem to delight in contrarianism like his friend and longtime colleague in opposition, Ahmed Chalabi. Perhaps that's why the same criticisms of U.S. policy that would put Mr. Chalabi on

President Bush's bad side starting in late 2003 never seemed to hurt Mr. Zebari's standing.

Mr. Zebari's critiques, it should be emphasized, are always offered with a liberal dose of thanks for the coalition's "sacrifice" in "a noble cause." But he also seems

eager that Americans and others learn the right lessons from what's happened over the past three years. And he clearly doesn't buy the lazy journalistic trope that the main mistakes were the failure to stop the looting, disbanding the Iraqi Army, and excessive de-Baathification. Instead, he seems to think many problems could have been mitigated had Iraqis been allowed to move toward self-government much, much sooner.

"The biggest mistake, honestly, if you go back, was not entrusting the Iraqis as partners, to empower them, to see them do their part, to fill the vacuum, to have a national unity government," he says. According to Gen. Jay Garner, who briefly ruled Iraq before he was peremptorily replaced by Mr. Bremer in May 2003, that was exactly the plan. His provisional government probably would have included Kurdish leaders Massoud Barzani and Jalal Talabani, secular Shiites Ahmed Chalabi and Ayad Allawi, religious Shiite Ibrahim al-Jaafari and Abdul Aziz al-Hakim, and the Sunni Adnan Pachachi. The idea was that free elections would soon follow.

But "if you read Bremer's book [*My Year in Iraq*], when he came, one of his tasks was to stop these 'exiles,'" Mr. Zebari says. "I think the biggest sin was to change the mission from liberation to occupation. That is the mother of all sins, honestly." With his use of "exiles," Mr. Zebari is deploying—with some irony—the derogatory term many U.S. diplomats used to refer to the leading anti-Saddam opposition figures. Never mind that the term hardly fit the Kurdish leaders, who had already built what amounted to an autonomous state in Northern Iraq under cover of a U.S. "no-fly" zone. But there was an idea that the group was somehow too "unrepresentative" to serve even as a temporary government.

Where did Mr. Bremer get the idea to slow things down? I ask. "Many people collaborated. It wasn't his idea as such. There was Security Council Resolution 1483 that changed the whole thing. The Americans and British collaborated on that, relying on advice from international lawyers that one way to rebuild this country is to free it from the sanctions—from the U.N.-imposed sanctions—and sanctions can only be lifted when you have an Iraqi authority to negotiate. There isn't. And these bunch of people sitting in that hotel are not up to that job, so let's make ourselves the authority. . . . I think that was the big mistake."

Mr. Zebari is reluctant to name names. But the drivers of the anti-"exile" policy included Colin Powell, Condoleezza Rice,

Richard Armitage and former Bremer aide (and current deputy national security adviser) Meghan O'Sullivan. In the end, U.S. attempts to empower "indigenous" Iraqis

proved worse than a failure. Not only were the "exiles" overwhelmingly victorious in Iraq's two elections (all three prime ministers have been "exiles"), but U.S. attempts to "level the playing field" needlessly delayed the development of Iraq's institutions of self-government.

No doubt this has slowed security-forces development. Which brings us to the next topic: the continuing necessity of coalition forces in Iraq. Mr. Zebari's primary mission in New York, in fact, was to review the U.N. mandate of coalition forces. He tells me about a fascinating discussion among Iraqi political leaders shortly before he left for New York. He told them, he says, that the new government was perfectly within its rights to ask for the departure of foreign troops. But he says he found no takers. In fact, the loudest objection to the idea came from Adnan al-Dulaimi, who represents a Sunni community generally thought to be most hostile to the "occupiers." They know only too well that coalition troops are their best protection

against shadowy Baathist thugs who would like to lay claim to the Sunni leadership mantle. "Before the Sunnis were raising the flag for a withdrawal of all occupying forces immediately, that they are the sources of all the ills. Now they are the ones asking that they should stay," Mr. Zebari says.

Intimidation "is a problem," he continues. "That is, an intimidation campaign carried out primarily by the Baathists." He also says he believes the Baathists are behind the majority of terrorist attacks: "Identifying the enemy is very important. I personally believe the incubator of this so-called 'insurgency' is the Baath Party,

is the remnant of Saddam's regime. Even with Zarqawi and al Qaeda, who are very lethal. But without them [the Baathists] providing the infrastructure, the support, the intelligence, the hideouts—then the attacks would not happen."

* * *

What about the war debate in the U.S., I ask him. Are Iraqis worried that U.S. troops will leave too soon? Does the Iraqi press pay attention when people like Congressman Jack Murtha call for troop withdrawal?

"It does. Yes, it does. This is one of things actually. The freest media in the world I think is in Iraq. Honestly. There is no censorship or restrictions or restraint whatsoever. Now you have about 15 or 16 satellite channels run by Iraqis and I don't know how many hundreds of newspapers." So "people have become more politically conscious and aware. . . . Nobody is for a withdrawal, even a timetable, for the troops."

I decide to move the topic back to Mr. Zebari's own experience on the job. How did he get it? "We were active in the Iraqi National Congress," he tells me. "I was then the person responsible for the foreign relations. It became very natural when the first government happened. I was recommended by many friends, by Ahmed [Chalabi], by Allawi, by Mr. Talabani."

What's surprised him most about the job? "We've learned many, many things. In the opposition we were struggling to open doors and to get to decision-making people in governments. Now you look from inside out it's a different world. It's much easier to work officially in a government than to work in the opposition."

Is he perplexed that international atti-

tudes haven't been more helpful? Particularly the U.N., where he's just seen Kofi Annan? It was actually "one of the most amicable, friendly atmospheres," he tells me. "We've come a long way." But I can well remember Mr. Zebari's withering criticism of the Oil for Food program in 2003, long before the scandal ever broke. I guess he is a diplomat now, after all. And he does understand there's still a long way to go in Iraq—and that the country needs all the support it can get.

As we part ways, he offers a message for those in the international community and in the U.S. who would give up on the mission while there's still everything to play for: "There is too much at stake. Failure in Iraq means reversal of all democratic reforms throughout the region. Failure in Iraq means the power of the United States and the coalition cannot be used elsewhere in the same manner. Failure for democracy here would suggest that really these people are not used to this so its better to have one-man, one-party rule, a strong man to control this bunch of Kurds and Shia and militias and so on. Failure is a reversal of everything we've built."

Over to you, Mr. Murtha.

Mr. Pollock is a member of the Journal's editorial board.

Over to you, Mr. Murtha.

Mr. Pollock is a member of the Journal's editorial board.

Large Sunni group backs Iraq's reconciliation plan

'No amnesty' for those who 'kill Americans'

From news reports

BAGHDAD: A large Sunni Arab group on Tuesday endorsed the Iraqi prime minister's national reconciliation plan, and his deputy met secretly with exiled Sunni leaders in Jordan to try to win their support and quell the insurgency.

Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki also stated definitively Tuesday that attacks on American soldiers would not be pardoned under the amnesty plan. In his first meeting with the Western media, Maliki, 56, sought to allay concerns raised by many in the United States that the plan, which he unveiled Sunday, would essentially allow attacks on Americans.

"There will be no amnesty for those who have killed Americans," Maliki said during the briefing, which lasted

almost an hour and was held in a conference room in his office. "I think this would bring a very negative reaction among Iraqis who are related to those who were killed and among Americans who are related to these people."

Insurgent violence continued on Tuesday, claiming the lives of 26 Iraqis and one American soldier, and wounding an additional 41 people. The U.S. military spokesman, Major General William Caldwell, said, meanwhile, that an Iraq-led operation launched nearly two weeks ago to restore security to Baghdad was moving slower than hoped. "It's going to take some time," he said.

In a boost for Maliki's reconciliation proposal, the prominent cleric Ahmed Abdol Ghafour al-Samaraie offered the support of his Sunni Endowment, the state agency responsible for Sunni

mosques and shrines. But he urged the government to give details of the plan and said it should include disbanding armed militias, as well as releasing all prisoners who have not been convicted.

"We see a glimpse of hope out of this plan," he said. "But at the same time we are noticing that some people are pushing the armed groups to attack some areas in Baghdad, spreading terror and chaos in the city in order to make this plan a failure."

"Thus, the government is required to take decisive actions so that the citizens feel that the state is a real protector. We think that the first step to be taken regarding this plan is to disband armed militias because the government will not be able to impose the law on everybody with the presence of those militiamen that consider themselves above the law."

Iraqi government officials also said that the deputy prime minister, Salam Zikam Ali al-Zubaie, met secretly in Jordan with exiled Sunni leaders to win

their support for Maliki's reconciliation plan. Zubaie met with several sheiks from volatile Anbar Province — an insurgent stronghold — before Maliki unveiled the plan Sunday.

The three-day meetings, which ended Saturday, focused on "efforts for reaching national reconciliation and asserted the need that all sides must cooperate to achieve a civil peace, especially in Anbar," said Abdul-Latif Hemayem, one of the participants. He declined to give details, saying they were in a "preliminary phase."

The Justice Ministry, meanwhile, said 453 more detainees were released from U.S. detention centers across Iraq, part of Maliki's plan to free 2,500 by the end of June as a goodwill gesture. The council of ministers said government employees who had been detained and recently released will be reinstated to their jobs. The ministers said freed students

will be allowed to return to school.

The seven insurgent organizations who approached the government are mostly made up of former members or backers of Saddam Hussein's government, military or security agencies, and were motivated in part by fear of undue Iranian influence in Iraq, lawmakers said. If confirmed, their offer would mark an important potential shift and could stand as evidence of a growing divide between Iraq's homegrown Sunni insurgency and the more brutal and ideological fighters of Al Qaeda in Mesopotamia, who are believed to be mainly non-Iraqi Islamic militants.

Also on Tuesday, the Iranian Fars News Agency, reported that President Mahmoud Ahmadinejad of Iran would visit Iraq to meet President Jalal Talabani. The agency cited sources as saying Ahmadinejad would also visit several Shiite shrines in Iraq. (AP, NYT)

■ Saddam to face another trial

Saddam and his former top army commanders will go on trial on Aug. 21 on charges of killing tens of thousands of Iraqi Kurds in 1988 in an operation to force them from their villages, Reuters reported Tuesday.

Iraq's chief prosecutor, Jaafar al-Moussawi, said seven defendants including Saddam's cousin, Ali Hassan al-Majid, known as "Chemical Ali," would stand trial in the new case.

All seven face charges of war crimes and crimes against humanity. Saddam and Majid face the additional graver charge of genocide, which also carries the death penalty. Saddam is currently being tried only for crimes against humanity.

No need for U.S. talks, Iran's top leader says

The Associated Press

TEHRAN: Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, said Tuesday that Tehran did "not need" talks with the United States over its nuclear program because nothing would be gained, state television reported.

Khamenei, who has the final word on all state matters, did not give his position on a package of incentives, offered by the West, that is intended to persuade Iran to impose a long-term moratorium on the enrichment of uranium.

But he took a tough line on the final goal of the package: resuming negotiations that the United States hopes will persuade Iran to completely give up enrichment, a process that can produce fuel for nuclear generators or the material for nuclear warheads.

"Negotiations with the United States would have no benefit for us, and we do not need them," state television quoted Khamenei as telling President Abdoulaye Wade of Senegal.

He said Iran was willing to hold talks on its own terms, warning that the West could misuse the negotiating process to bar Tehran from what it considers its right to pursue enrichment.

"We do not negotiate with anybody on achieving and exploiting nuclear technology," Khamenei said. "But if they recognize our nuclear rights, we are ready to negotiate about controls, supervisions and international guarantees."

The White House press secretary, Tony Snow, said the Bush administration had heard varying responses from different quarters in Iran. He said that Khamenei's remarks were "ambiguous"

and that the administration expected a formal response from Iran's top nuclear negotiator, Ali Larijani, to the European Union's foreign policy chief, Javier Solana.

"We're waiting for a consistent, official response," Snow said.

Khamenei's comments could be interpreted as an attempt to ease pressure from Iran's hard-liners, who have demanded that the government reject the incentives package and who consider talks with the United States to be a surrender.

Earlier this year, Khamenei supported negotiations with Washington over stabilizing Iraq, which neighbors Iran. In doing so, he overruled hard-liners' opposition, though the prospects of U.S.-Iranian talks on Iraq have fallen apart since then.

Iran has yet to reply to the incentives package presented June 6. President Mahmoud Ahmadinejad said last week that the government would respond in mid-August, a timeline that President George W. Bush disapproves of.

If Iran accepts, the United States has offered to join European nations in multilateral talks with Tehran over a framework that will guarantee that its nuclear program cannot produce weapons.

The package also offers the lifting of some U.S. sanctions and other economic incentives, as well as a promise of American and European nuclear technology for Iran.

Washington's offer to join talks was seen as a major concession since the United States lists Iran as a sponsor of international terrorism and because there have been no diplomatic relations



Vahid Salemi/The Associated Press

Ayatollah Ali Khamenei said that nothing could be gained from negotiations over Iran's nuclear program.

between the two countries since 1979. That is the year when militants stormed the U.S. Embassy in Tehran and took Americans hostage for 444 days.

Bush has warned Iran that it faces UN Security Council action unless it accepts the incentives. Germany's foreign minister, Frank-Walter Steinmeier, warned Iran on Saturday that it faced isolation if it rejected the package.

The United States and its allies suspect that Iran's nuclear enrichment activities are a cover for a weapons program. Iran insists that its nuclear program is limited to peaceful energy uses.

The politics of denial in Iran and the struggle of Kurds

Legitimated and democratic demands of Kurds have been frenetically labelled as separatists' aspirations and consequently they have been perceived as a direct menace to the territorial integration of the nation. Hence, the Kurdish problem in Iran is reduced to a security issue in Iran, which should according to the country's leadership be solved through military options and practices, writes GLOBE's political commentator Khalid Khayati.



By Khalid khayati
Globe Political Desk

New moves toward democracy and federalism in Iran

At a conference organised under the title "Road to Democracy: Full Political and Human Rights in Iran," on 30th May at the Russell Office Building of the US Senate in Washington DC, Mustafa Hejri and Abdullah Mohtadi the Secretary General of two major Kurdish political organisations, the Kurdistan Democratic Party of Iran and the Komala Party of Iranian Kurdistan respectively delivered each a speech with the objective to elucidate not only general political and social problems in Iran but also the atrocities committed against the Kurdish population in this country since the establishment of the Islamic republic in 1979.

In their speeches, the two Kurdish leaders delineated a wide-ranging and multidimensional "road" that according to them would pertinently lead to the establishment of a democratic Iranian regime, where all nationals are guaranteed basic civil rights, while the ethno-national groups in the country gain political sovereignty in a federal state.

Furthermore, they have explicitly stressed that the removal of the Islamic Republic, which can be achieved, as it was indicated through the commitment of the Iranian population as well as the formation of an international

consensus on the issue, is a necessary prerequisite for starting the democratisation processes in Iran.

Nonetheless, the above-mentioned conference can be seen as contributory to various activities that have been carried out during the last month, evidently with

the objective of attracting the attention of the international community, which is already concerned by the Iranian nuclear issue and the issues of democracy and human rights within the country. Taking into account the course of political evolution at a global and regional level during recent times we can see evidence of the fact that Iran runs more than ever, the risk of international isolation and national disintegration.

The global exclusion of the Islamic Republic must be certainly connected not only to its constant refusal of compliance with the IAEA's (International Atomic Energy Agency) Non-Proliferation Treaty (NPT) which is veiwed by many western countries as a sign of clandestine weapons production and also of the country's reputation for supporting international terrorism Whereas, the risk of national segregation should be associated not only with the general dissatisfaction of all Iranian nationals but also the increase of oppositional movements among diverse ethno-national populations in the country.

The Iranian nuclear programme, which was allegedly enacted with the aim of gaining an external enemy, highly necessary for achieving national cohesion and a sense of togetherness among the larger population from the standpoint of the Islamic leaders of the country, has drastically failed. The external enemy has been made while the national cohesion is far from realised.

The Kurdish unrest over the summer, the Ahwazi-Arabs persisting struggles and most recently the rebellion of the Baluchi people along-

side the widespread uprising of Azari-Turks in the past few weeks are some of the examples that give evidence of the fact that ethno-national assertiveness among the non-Persian subjects in Iran is now discernable more than ever before In this regard, the Kurds have been since the establishment of the Islamic Republic at the forefront of all struggles aimed at achieving democracy and human rights in Iran. Accordingly, the Kurdish demands have been met not only with an intransigent politics of denial of identity and social exclusion but also with a systematic and brutal physical and symbolic violence that has been practiced throughout the existence of the "modern" Iranian nation.

The politics of denial and the resistance of the Kurds

As a result of the mono-ethnic and the mono-confessional characteristics of the Iranian nation, alongside the non-democratic attribute of its state institutions, which work as the cornerstone of the country's identity politics, there is a systematic denial of the fact that Iran is a multicultural and multinational country, where a range of ethno-national groups such as Persian, Azeri, Kurd, Arab, Baluchi, Turkmen, Lor, Gilaki, etc, constitute the so called Iranian nation. Subsequently, non-Persian nationals and non-Shia groups have no access to the public spaces of the country

At the best, these groups are only permitted to practice a limited folkloric existence within the society's private spheres, designated and determined far from their approval and admission, practicing such a culture of identity politics does not at any rate mean that the practice of discrimination and exclusion is solely limited to the denial of political recognition of non-Persian ethno-national identities. Thus, belonging to the "deviant" identity brings automatically about the lower

social and economic status and in the critical situations tougher political violence for the "outsiders". In this respect, the Kurdish example is striking.

Today, Kurds as a third larger ethno-national group make up about 10 million of the population in Iran that are denied their national identity and political rights During all periods of the Iranian modern history, the Kurds have been subjected to the use of a systematic and sophisticated violence that takes not only a physical manner but also it appears simultaneously in symbolic and structural forms Legitimated and democratic demands of Kurds have been frenetically labelled as separatists' aspirations and consequently they have been perceived as a direct menace to the territorial integration of the nation. Hence, the Kurdish problem in Iran is reduced to a security issue in Iran, which should according to the country's leadership be solved through military options and practices The declaration of a "holy war" by the founder of the Islamic Republic Ayatollah Khomeini can be seen as a climax

of such physical violence that Kurds are experiencing in their daily lives. On Sunday, 25th June, the Kurdish prisoner Salah Mahmudi Gawilani has been executed in the state prison of Urmiya after more than 10 years of imprisonment This is however is not the last execution practice that is inflicted to the Kurdish society in Iran. Thus, having recourse to the capital punishment has been a systematic exercise of the Iranian authorities in order to eliminate the Kurdish political activist in particular and intimidate the Kurdish population in general during last 27 years Alongside the physical violence, we can clearly discern the fact that prevailing vertical and hierarchical political and socio-economic stratification of the Iranian society is a bearer of a kind of structural

violence that seriously hits the Kurdish population in the country. Thus, the concept of secondary citizens and the "semi-colonial" society can be quite relevant for analysing the position of the Kurds in the Iranian society.

As it was indicated previ-

ously, the presence of the two Kurdish leaders at the 30 May's conference can be seen as a renewed move for the Kurdish political movement in Iran after a quite long period of low-performance political stagnation. The road to democracy and full political and human rights in Iran is very complicated. It is time for all democratic forces among diverse ethno-national groups in Iran to put together their force and energy to redefine and reconstitute the framework of the Iranian national identity and subsequently bring about real changes in the political, cultural and socioeconomic structures of the society. As long as the Kurds are concerned, it is essential to combine the Kurdish national rights with the notion of democracy in order to not only have a critical eye on what happened in the past but also outline an adequate and effective political platform for all democratic forces who wish the Kurds to achieve their political sovereignty in Iran. This is a useful way to avoid a likely "fifty-fifty" leadership, which is harmful

in its nature. The global pressure, which is excreted on the Islamic Republic of Iran for its non-compliance with the IAEA's (International Atomic Energy Agency) Non-Proliferation Treaty (NPT) can be at the best perceived as moment of mood and stimulus for the Kurdish political movement, but it should not transform it into a passive actor that puts all its focus on the change that would arrive from outside. The issue of human rights and the national rights of the other ethnic groups in Iran can offer an immense field of activity that Kurds can

use at the global level. However, it is important for the Kurdish political activist and analysts to call in mind that a national cohesion in Iran can be achieved uniquely

through the establishment of a democratic and federal nation based on the "language-state" principles if there is a wish to avoid undesirable territorial dispute with

neighbouring ethno-national groups. The example of Iraqi Kurdistan can serve as useful source of inspiration.

Khalilzad's leaked memo and Iraq's bleak future

Globe Editorial

The economic trend towards globalization and greater transnational integration has been interpreted by many liberal thinkers as hailing the end of the era of nation states. The evolution of the European Union towards both an economic and political entity is often quoted as an example of such a trend. Nationalist movements by stateless ethnic groups have therefore been viewed as archaic and out of touch with current global developments.

The revival of nationalism across the world in the late 20th Century runs counter to such arguments. The rise of nationalism has not only been a consequence of the collapse of the Soviet Union, but of globalization. Catalonian demands for self-determination in Spain, a member of the European Union, indicates that nationalism, far from being an archaic movement, is a strong force in modern politics. Montenegro's independence from Serbia and the Northern Ireland issue in Britain are all testament to this fact.

Kurdish nationalism(s),

when viewed within this context, is therefore not unusual, although it does have its own unique characteristics. Kurdish nationalism in post-war Iraq has reached a crossroad. A leaked memo from Zalmay Khalilzad, the US Iraq Ambassador, to US Foreign Secretary Condoleezza Rice, reveals the escalating turmoil in central and southern Iraq. The memo not only highlights denominational divisions between Iraqi Arabs, but also underlines growing resistance to the liberalization and democratization of an artificial country founded on colonial interests and ruled by an iron fist ever since. On the ground, differences between Iraqi Arabs and Kurds on the issues of democracy, women's rights and individual freedom are stark. While, as indicated by the US Ambassador's memo, many Iraqi Arabs have adopted a Taliban mentality, Kurds have been pressurizing their regional government towards greater transparency and liberalization. This disparity of visions and beliefs further fuels tensions between Iraqi Kurds and Arabs on the question of national identity.

How such ethnic and cultural differences in Iraq can

be overcome is open to speculation. It is certain, however, given the existing climate, that the prevailing trend in Iraq is towards ever deeper division and not towards national unity, as many Iraqi and US officials claim.

With Montenegro's recent independence, it is extremely difficult to explain the current discourse employed by Iraqi Kurdish leaders with regards to the future of Iraq and, in particular, the Kurdistan Region. Montenegrins voted by 57% for independence in a referendum recognized by the United Nations, whilst Kurds voted by 98% for independence in an unofficial referendum. Kurdish youths are becoming ever more distant from their Iraqi Arab counterparts in both cultural and political terms, and have expressed criticism of their leaders' stance on Baghdad. Kurdish youth are increasingly Western-oriented.

Kurdish leaders are currently facing a dilemma. On the one hand, they are aware that independence of Iraqi Kurdistan is not a simple issue; it is a move that would have global reverberations. Both international and regional entities are opposed to the idea. Whilst this is

undoubtedly a barrier towards independence, it cannot, however, be allowed to prevent Kurds from realizing their national rights forever. On the other hand, Kurdish leaders must consider the growing distance between the Kurds and Arabs in their social, political, and cultural orientations.

Iraqi Kurds must either opt for independence from Iraq, and face the resulting consequences, or choose to remain part of Iraq, a country moving towards radical Islamism and civil war. Khalilzad's memo is a reminder for Kurds to rethink their options for the future.

A prominent Kurdish leader once stated that independence of Kurdistan is an impossibility. What is impossible, I think, is to reconstruct Iraq on the fundamentals of democracy, human rights and nationality rights. Within the context of the historical-political formation of Iraq, it is a fruitless and impossible endeavor to insist on the forced marriage of the Kurds and Arabs whose divorce case should have been decided a long time ago.

By Azad Aslan
Globe Political Editor



Kurdish President Massoud Barzani, Iraqi President Jalal Talabani and US ambassador Zalmay Khalilzad hold a press conference in Salahaddin April 23, 2006. Iraqi Kurds must either opt for independence from Iraq, and face the resulting consequences, or choose to remain part of Iraq, a country moving towards radical Islamism and civil war. Khalilzad's memo is a reminder for Kurds to rethink their options for the future. GLOBE PHOTO/Azad Lashkri

GLOBE

June 27, 2006 - No.63

TURQUIE KURDISTAN

Les procédures judiciaires se multiplient contre les élus kurdes

ISTANBUL

CORRESPONDANCE

L'explosion qui s'est produite, dimanche 25 juin au soir, dans le site très fréquenté de Manavgat (sud de la Turquie) serait bien un attentat. Soucieuses de la bonne santé de l'industrie touristique, les autorités locales avaient affirmé qu'il s'agissait d'un accident. Mardi, les Faucons de la liberté du Kurdistan (TAK) ont revendiqué cette action qui a tué quatre personnes, dont trois touristes étrangers, et fait 25 blessés.

Le TAK, un mystérieux groupe kurde, est apparu en 2004 et a multiplié les attentats contre des cibles touristiques, à Istanbul, mais aussi à Kusadasi. Dans cette station balnéaire de l'Ouest, une bombe avait déchiqueté un minibus en juillet 2005, tuant cinq personnes, dont une Britannique et une Irlandaise. Les autorités turques accusent les « Faucons » d'être un prête-nom du Parti des

travailleurs du Kurdistan (PKK), qui s'en désolidarise en affirmant qu'il s'agit de dissidents radicaux.

Ce sursaut de violence intervient dans une période de tensions autour du problème kurde. L'est du pays reste le théâtre d'affrontements sporadiques entre militaires et séparatistes du PKK. Vendredi, onze combattants kurdes ont été abattus. Et par ailleurs, les dirigeants du Parti pour une société démocratique (DTP, prokurde) sont visés par une série de procédures judiciaires destinées à les affaiblir.

56 maires poursuivis

Souvent accusé par ses adversaires de collusion avec le PKK, le DTP, créé en 2005, a tenu, dimanche, sa première convention, et a élu à sa présidence le député Ahmet Türk. Le même jour, celui-ci apprenait que le procureur de Diyarbakir réclamait deux ans de prison contre lui, pour avoir parlé

en termes trop respectueux d'Abdullah Öcalan, le chef emprisonné du PKK. Lundi, le parquet d'Ankara a ouvert une instruction contre le DTP pour apologie du terrorisme, des portraits d'Öcalan ayant été déployés au cours de la réunion de la veille.

Ces procédures s'ajoutent à celle qui vise, depuis la semaine dernière, 56 maires membres du DTP. Une peine de prison de quinze années a été requise contre ces élus qui avaient, le 21 décembre 2005, cosigné une lettre adressée au premier ministre danois. Les maires demandaient à Anders Fogh Rasmussen de ne pas céder aux pressions turques à propos de la chaîne de télévision kurde Roj-TV, qui émet depuis Copenhague.

Ankara, soutenu par Washington, accuse Roj-TV d'être une tribune du PKK et réclame son interdiction. « Je trouve assez choquant qu'à cause d'une lettre qu'on

m'écrit, on puisse se retrouver accusé d'enfreindre la loi (...) dans un pays qui cherche à adhérer à l'Union européenne (UE) », s'est étonné M. Rasmussen, lors du sommet européen de Bruxelles, à la mi-juin. Accusé, le maire de Diyarbakir, Osman Baydemir, a estimé, dans une interview à l'hebdomadaire *Tempo*, que « si les Kurdes de Turquie regardent Roj-TV, c'est précisément parce qu'elle est diffusée en langue kurde ».

Dans les provinces orientales où de nombreux Kurdes ne parlent pas turc, la liberté linguistique demeure limitée. La question est régulièrement évoquée parmi les réformes à accomplir par la Turquie, dans l'optique de son adhésion à l'UE. Pressé par Bruxelles, Ankara a autorisé, le 23 mars, deux chaînes privées et une radio à émettre en kurde, dans la limite de 45 minutes par jour. Un progrès jugé trop timide par l'UE. ■

GUILLAUME PERRIER

Adel Abdel Mahdi : « L'Irak a besoin de temps pour se relever »

Le Monde
Jeudi 29 juin 2006

Le vice-président irakien, en visite à Paris, juge, dans un entretien au « Monde », que le plan de « réconciliation nationale » est un « premier pas » vers la paix

Le vice-président irakien, Adel Abdel Mahdi, a rencontré, mardi 27 juin, le ministre des affaires étrangères, Philippe Douste-Blazy, ainsi que le conseiller diplomatique de l'Élysée, Maurice Gourdault-Montagne. Le plan de « réconciliation nationale » qui a été adopté, dimanche 25 juin, par le premier ministre Nouri Al-Maliki, a été au centre des conversations. Pour le vice-président, « c'est un premier pas. Il fallait briser la barrière psychologique. Jusqu'à présent, la discussion était de savoir s'il fallait se réconcilier, négocier, libérer les prisonniers. Maintenant, il y a une ligne de conduite. Désormais, on attend des réactions de gens et de groupes importants [parmi les insurgés] car nous travaillons dans le noir.

Il faut savoir qui est la véritable résistance ? La situation est confuse. L'initiative est là. Les portes sont ouvertes. On commence à définir les mécanismes et nous allons voir ».

Il est prévu de créer un Conseil de la réconciliation et du dialogue national. Mais comment cela va-t-il fonctionner ? « Il y aura des comités sur place dans toutes les provinces. Des responsables politiques, des chefs de tribu, des religieux. Les portes seront ouvertes. Nous dirons comment on peut arranger les choses. Quelles sont vos exigences ? Il y a un gouvernement élu qui est là pour vous écouter », répond cet homme de 64 ans, ancien ministre des finances, qui fut longtemps pressenti pour devenir premier ministre. « Nous savons que c'est une situation exceptionnel-

le, donc il faut une imagination exceptionnelle et des mesures exceptionnelles de pardon de réconciliation, d'ouverture, de transparence », précise-t-il.

Pour ce chiite, numéro deux du Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (CSRII), « il faut savoir si ces

gens sont sérieux, veulent baisser les armes et dialoguer pacifiquement ». Cet homme, qui, à deux reprises, a échappé à des tentatives d'assassinat par l'ancien régime baasiste, est convaincu qu'il n'y pas de « confrontation confessionnelle ». « La société irakienne est une société mixte. Entre 25 % et 30 % des familles sont mixtes. Il y a seulement un problème politique, dit-il. Le pouvoir était le monopole d'une seule communauté, ce qui était une injustice. Cela a été bouleversé en 2003. A notre avis, la plupart des actions violentes viennent des réalités politiques qui s'appuient sur des données confessionnelles et historiques. Il fallait y donner une réponse politique. Ce qui a été fait à travers les élections et l'élaboration d'une nouvelle Constitution pour établir un pouvoir représentatif. »

Adel Abdel Mahdi estime qu'un grand pas sur le chemin de la démocratie a été fait et que plus rien ne sera jamais comme avant. Il fait

remarquer que « *tout le monde peut s'exprimer librement au Parlement* » au sein duquel toutes les tendances sont représentées. Pourtant, le plan de réconciliation nationale ne va pas apporter la paix du jour au lendemain. « *Il y a de points ambigus, reconnaît-il. Chacun a ses réserves, mais tout le monde l'a accepté et sa validité n'est pas remise en cause. C'est là l'essentiel!* » La conférence de réconciliation nationale, prévue en juin, a été reportée et pourrait se tenir en août. Adel

« On est parti
de rien, du plus bas :
guerre, embargo,
sanctions, système
corrompu. Pour
redresser tout cela,
il faut des années »

Abdel Mahdi sait qu'elle ne va pas résoudre tous les problèmes de l'Irak, et a conscience que la population est fatiguée de la violence et des conditions de vie difficiles. « *Si on peut aller plus vite, tant mieux. Mais nous sommes dans une situation critique, comme dans un embouteillage où il ne sert à rien de dire il faut aller plus vite car nous sommes bloqués. Si aller vite, c'est brûler des étapes et tomber dans une situation pire, cela ne sert à rien, fait-il remarquer. L'Irak a besoin de temps, comme il en a fallu à d'autres nations pour se relever. On est parti de rien, du plus bas : guerre, embargo, sanctions, système corrompu. Pour redresser tout cela, il faut des années.* » Ancien membre du parti Baas, qu'il a quitté dès 1963 avant de flirter avec le maoïsme, cet homme qui est revenu d'exil avec l'invasion américaine énumère un certain nombre de pays qui ont mis des années pour se relever. Pour lui, il s'agit du

« *cours naturel des choses, même si cela est frustrant.* »

« *L'Irak n'est pas une exception et, en plus, le cas irakien est certainement plus compliqué* », souligne-t-il, avant de se déclarer persuadé que son pays va échapper à la guerre civile. « *Le pays a été immunisé. Il a toujours été, historiquement parlant, un pays d'accueil. L'Irak n'a jamais été un pays d'émigration, mais un pays de rassemblement.* » Et puis il y a, selon lui, des signes encourageants, comme la mort d'Abou Moussab Al-Zarkaoui, chef d'Al-Qaida en Irak. Adel Abdel Mahdi n'est pourtant sûr de rien. « *Nous faisons de notre mieux* », dit-il, avant de citer une maxime arabe : « *Dieu montre le bon chemin pour que je le suive et le mauvais pour que je l'évite.* » ■

MICHEL BÔLE-RICHARD

La banque centrale turque peine à enrayer la crise financière

La nouvelle hausse des taux d'intérêt décrétée par l'institut d'émission vise à freiner la chute de la livre et à stopper l'hémorragie de capitaux étrangers

dance que le taux de change, subissant lui aussi une forte baisse : - 25 %.

Pour tenter de rétablir l'équilibre, l'institution financière a également entrepris de se séparer d'une partie de ses réserves de devises étrangères, en vendant 700 millions de dollars vendredi (556,7 millions d'euros), 500 millions de dollars lundi puis encore au moins 1 milliard mardi.

« *Face à ces fluctuations, des mesures structurelles et institutionnelles ont été prises, a rassuré, lundi, Cemil Cicek, le porte-parole du gouvernement turc à la sortie d'une réunion chez le premier ministre Recep Tayyip Erdogan. Il n'y a pas de raison de céder à la panique. La Turquie n'est plus la Turquie d'il y a trois ans.* »

De fait, l'économie turque a parcouru du chemin depuis 2001, année où une sévère crise économique l'avait laissée exsangue. Loué par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale pour son redressement rapide et sa croissance soutenue, le pays faisait même figure d'exemple. Mais, depuis quelques mois, le doute s'est à nouveau installé, dans un contexte mondial de retrait des capitaux placés dans les pays émergents.

« *C'est une mini-crise, admet Yarkin Cebeci, analyste de la banque JP Morgan. Comparé à 2001, tout va bien, mais, en raison de cette extrême volatilité et des nombreuses incertitudes économiques et politiques qui pèsent sur la Turquie, il y a une crise financière.* » Depuis avril, la fuite des inves-

tisseurs étrangers est estimée à 15 milliards de dollars et l'annulation d'une taxe de 15 % sur les investissements étrangers ne devrait pas bouleverser la donne. Une tendance que le gouvernement se borne à expliquer par des « *facteurs externes* ».

La première source d'incertitude pour la Turquie reste pourtant l'inflation. Quasiement maîtrisée, tombée à 7,7 % en 2005, elle est remontée ces derniers mois et a approché les 10 % en mai (9,9 %).

Le but du gouvernement, soutenu dans cette voie par le FMI, qui lui a octroyé un nouveau prêt de 10 milliards de dollars, était de faire tomber l'inflation sous les 5 % en 2006, puis 4 % en 2007 et 2008. Un objectif d'ores et déjà irréalisable, comme l'a admis du bout des lèvres le ministre de l'économie, Ali Babacan.

Autres facteurs d'instabilité, les discussions qui piétinent avec Bruxelles et la perte de crédibilité du gouvernement Erdogan. « *Pour contrer les anticipations inflationnistes, le gouvernement doit lancer une série de réformes* », a affirmé Seyfettin Gürsel, responsable du département d'économie à l'université Galatasaray. Mais à un an d'élections présidentielle et législatives, l'heure n'est déjà plus aux réformes de fond. ■

GUILLAUME PERRIER

Depuis le début
du mois de mai,
la livre turque
et le principal
indice de la Bourse
d'Istanbul
ont cédé un quart
de leur valeur

La banque centrale turque a stoppé l'hémorragie, au moins pour quelques jours. Le cours de la livre turque (YTL) est en effet légèrement reparti à la hausse, mardi 27 juin (1 dollar pour 1,64 YTL), après être tombé, vendredi, à son niveau le plus bas depuis plus de trois ans : 1 dollar valait 1,77 YTL.

Ce rebond intervient alors que, depuis début mai, la monnaie a cédé près d'un quart de sa valeur (24 %). Refusant jusqu' alors d'intervenir au nom du sacrosaint principe des changes flottants, la banque centrale a finalement dû relever ses taux d'intérêt à deux reprises en moins de trois semaines.

La hausse de 1,75 %, décidée le 7 juin, n'était pas parvenue à enrayer la chute de la livre. Dimanche, le comité de politique monétaire, réuni en session de crise, a donc fait passer son taux directeur de 15 % à 17,25 %, pour tenter d'apaiser les marchés.

Les milieux financiers ont émis quelques réserves à propos de cette mesure, l'estimant insuffisante à terme. Car, en deux mois, le principal indice de la Bourse d'Istanbul (ISE 100) a suivi la même ten-

L'activisme diplomatique de l'Iran

Du Proche-Orient à l'Afrique en passant par l'Europe et l'Asie, avec une sollicitude toute particulière pour la Russie et la Chine, Manouchehr Mottaki, le ministre iranien des affaires étrangères, déploie des trésors d'explications et d'arguments. Du Koweït à Vienne en passant par Bruxelles, Ali Larijani, le chef du Conseil national de sécurité et négociateur en chef iranien sur le nucléaire, en fait autant. Et le président de la République, Mahmoud Ahmadi-nejad, sillonne le pays pour s'adresser aux foules, soutenu, à l'occasion, par le Guide de la République, Ali Khamenei, source suprême d'autorité. Tous tendent vers un seul et même objectif : gagner le plus grand nombre de soutiens au droit de la République islamique de maîtriser l'ensemble du cycle du combustible nucléaire.

A chacun son public et le style qui va avec. Un sourire mi-malicieux mi-bon enfant toujours sur les lèvres tant avec ses homologues qu'auprès des journalistes, M. Mottaki brise l'image d'une équipe dirigeante iranienne dure et intransigeable, reflétée par l'accession à la présidence, en août 2005, de l'ultra-conservateur Ahmadinejad. Son chef de la diplomatie ne boude aucune rencontre ni n'élude aucune question, quitte, à l'occasion, à se faire obligeant. La récente session annuelle ministérielle de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), à Bakou, lui a permis de vérifier l'efficacité de sa méthode. Seul des 57 chefs de délégation à y avoir participé du premier au dernier jour, il était au four et au moulin, multipliant les rencontres bilatérales en coulisses, avant de partir pour Rome, puis Genève, satisfait du travail accompli.

Conjugué aux efforts accomplis en amont depuis plusieurs semaines, son activisme a de fait porté ses fruits à Bakou. Alors qu'ils n'avaient cessé de dire depuis des mois qu'ils se sentaient menacés, les ministres des pays plus ou moins inquiets du programme nucléaire iranien, singulièrement ceux des Etats arabes qui font face à l'Iran de l'autre côté du Golfe, semblaient avoir jeté l'éponge.

En l'absence des chefs de leurs diplomaties, ils n'étaient représentés à Bakou qu'à un niveau subalterne. Peut-être étaient-ils convaincus qu'en tout état de cause une décision de l'OCI sur le nucléaire pèserait de peu de poids sur le cours des choses.

Résultat : le champ était laissé libre à M. Mottaki pour déployer son art du contact et de la persuasion. Et c'est sans réserve aucune que l'OCI a

ANALYSE

MOUNA NAÏM

parrainé l'Iran, en apportant son soutien à son « droit inaliénable (...) de développer la recherche, la production et l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques », et en demandant la reprise des négociations « sans conditions préalables » entre Téhéran et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), et « toutes les parties concernées », c'est-à-dire les Occidentaux.

M. Mottaki, comme les autres dirigeants de la République islamique, savent que la portée de ce soutien est seulement morale et qu'aucun pays membre de l'OCI ni cette dernière en tant que telle ne pèseront jamais du poids de Moscou ni de Pékin. Mais ils ne boudent pas le plaisir de savourer la solidarité exprimée par des gouvernements qui, pour la plupart, sont plus ou moins proches des Etats-Unis ou leur sont redevables. Ils savent qu'une large fraction des opinions publiques musulmanes, de plus en plus hostiles aux Etats-Unis, jugent leur attitude pour le moins courageuse.

Moins disert et plus distant que M. Mottaki, M. Larijani tient son rang. Après tout, il est le premier gardien du secret des négociations sur le programme nucléaire. Bien que la décision ultime en la matière revienne au Guide de la République dont il a toujours été l'homme de confiance, M. Larijani occupe une position délicate : il assume la lourde responsabilité du face-à-face avec les Occidentaux et de l'évaluation des marges de manœuvre. Cela tient parfois de l'équilibrisme et, malgré les écueils et les tensions, M. Larijani a réussi à éviter la rupture. Ce n'était pas acquis d'avance, tant il est vrai que sa nomination à la tête de l'équipe des négociateurs avait suscité craintes et inquiétudes. Cet ancien directeur, ultra-rigide, de la radiotélévision semble avoir réussi sa mue dans ses nouveaux habits de négociateur.

Stratégie de communication

Egal à lui-même, M. Ahmadinejad apporte sa note populiste à cette stratégie de communication. D'un bout à l'autre de l'Iran, il fait vibrer la fibre nationaliste, contre un Occident – en particulier les Etats-Unis – qualifié d'arrogant et de dominateur. Il assure aux foules que la République islamique ne fait que défendre « le droit de tous les Iraniens » à maîtriser le cycle du combustible nucléaire « à des fins pacifiques ». Il y va, dit-il, du progrès et du développement du pays dans tous les domaines et ceux qui veulent priver la République islamique de ce droit sont ceux-là

mêmes qui détiennent l'arme nucléaire. Il marque des points, au sein d'une population qui n'en demande pas tant pour exprimer sa fierté nationaliste toujours à fleur de peau. Quant au Guide de la République, il promet la plus douloureuse des ripostes à toute agression dont son pays serait la cible.

De quel poids pèseront les solidarités exprimées face à un Occident – Etats-Unis et Union européenne – tout-puissant, déterminé à poser des garde-fous pour juguler les risques de militarisation du programme nucléaire de Téhéran ? Jusqu'à présent, l'Iran a réussi, grâce notamment à la Chine et à la Russie, à écarter le spectre de la saisie de son dossier nucléaire par le Conseil de sécurité de l'ONU, et celui des sanctions. Il a décroché une nouvelle offre occidentale de coopération, plus généreuse que celle présentée il y a un peu moins d'un an, pour le convaincre de renoncer à l'enrichissement de l'uranium. Il a même obtenu la promesse d'une participation des Etats-Unis aux négociations sur le nucléaire s'il accepte les propositions occidentales transmises le 6 juin.

Depuis cette date, le ton des dirigeants iraniens a globalement changé vis-à-vis de l'Occident. Sans en révéler la teneur, Téhéran, qui affirme étudier « avec le plus grand sérieux » le « paquet » qui lui est proposé, a déjà qualifié de « positifs » certains aspects de cette offre, mais juge que d'autres requièrent des explications, alors que d'autres encore sont inacceptables. Il continue de dire qu'il ne renoncera pas à l'enrichissement de l'uranium et promet sa réponse définitive pour la mi-août. Les Etats-Unis la souhaitent pour la mi-juillet et les autres Occidentaux commencent à perdre patience. Jusqu'à présent, l'Iran a cherché et a réussi à gagner du temps, mais l'heure de vérité approche. ■

Le Monde

29 JUIN 2006

MAISON FRANÇAISE
maison madame figaro

N°542 JUIN/JUILLET 2006

Instituts culturels étrangers

Diffuser un patrimoine et promouvoir des artistes en devenir : telle est la vocation des trente-huit centres culturels étrangers à Paris. Nous en avons sélectionné cinq

PAR ALEXIE LORCA PHOTOGRAPHE CHRISTINE SOLER



COMMUNAUTÉ KURDE

La diaspora kurde d'Occident compte près d'un million de personnes. Ils sont entre 130 000 et 150 000 à avoir choisi notre pays. « La France des Lumières attire beaucoup nos intellectuels », remarque Rusen Werdi, l'une des responsables de l'Institut kurde de Paris. « Cet organisme culturel indépendant, non politique et laïc » est devenu en 1993, une fondation reconnue d'utilité publique. Elle a pour vocation d'entretenir « la communauté kurde dans la connaissance de sa langue, de son histoire et de son patrimoine culturel, de contribuer à l'intégration des immigrés kurdes d'Europe dans leurs sociétés d'accueil et de faire connaître au public leur culture, leur pays et leur situation actuelle ». L'institut propose des cours de langue et de musique kurde, ainsi que des cours de français pour les Kurdes de France. Il organise des concerts et des expositions et assure la diffusion du cinéma kurde. La bibliothèque comporte le plus important fonds du monde occidental sur les Kurdes. 106, rue Lafayette, 75009 Paris. Tél. : 01 48 24 64 64 et www.institutkurde.org

Turkey acts to bolster currency

Amid political jitters, central bank raises rates to lift lira

Reuters

ISTANBUL: Turkey took the latest in a series of dramatic steps Wednesday to try to shore up confidence in its faltering financial markets as the central bank raised lending rates and vowed to reinforce the battered lira.

Economists welcomed the rate increase, which followed direct intervention in the currency market and money auctions to ease pressure on the lira, which has lost a fifth of its value since the end of April after a surge in inflation jeopardized fiscal targets backed by the International Monetary Fund.

General jitters over emerging markets also drove the lira's slide as the United States, the euro zone and Japan tightened monetary policy. Political uncertainty in Turkey and a gaping current account deficit added to investors' nervousness.

The Turkish central bank raised the overnight lending rate by 200 basis points to 22.25 percent to help shore up the lira and fight inflation, which jumped to 10 percent in May, making it virtually impossible for Turkey to reach a year-end target of 5 percent, a goal it set with the IMF.

The central bank governor, Durmus Yilmaz, said the bank had withdrawn 5.2 billion lira, or \$3.2 billion, from the

market during the past 15 days and would continue the process until it had removed pressure on the currency.

The bank has set an inflation target of 4 percent for 2007. It said the monetary policy committee believed that medium term inflation targets could be reached and that the bank would take the necessary action to check inflation.

The lira, whose slide has put even more pressure on inflation, firmed Wednesday to close at 1.6125 to the dollar on the interbank market. That was still 18 percent weaker than it was in April.

The bank — which was criticized recently for acting too slowly to curb inflation and support the lira — kept the main borrowing rate steady at 17.25 percent, having already raised overnight rates by 400 basis points this month.

Analysts welcomed the latest rate increase but raised concerns about its likely effect on Turkey's economic growth, which had a target of 5 percent this year.

Last year, the economy grew 7.6 percent as Turkey emerged from a deep financial crisis that began in 2001.

"As an investor, I would welcome these steps for the moment," said Luis Costa of ING.

"But there are obvious consequences for growth," he said. "There will be some pain, but for now they have to focus on the issues at hand."

The lira began to tumble after April inflation data were released and turned out to be much higher than expected. A further worsening in May increased the pressure on the currency. Markets are now waiting for June data to be released July 3.

Economists are also concerned about the political outlook, particularly when it comes to who might become the next president after elections in May.

Tensions surged in recent months between the Islamist-rooted ruling party, the AK Party, and the powerful secularist establishment, which fears that Prime Minister Recep Tayyip Erdogan, or someone close to him, will seek the top job and try to undermine Turkey's strict division of state and religion.

Investors also fear that the Cyprus dispute could obstruct Turkey's progress toward European Union membership. Erdogan rattled the markets when he said he would rather risk suspension of Turkey's EU entry talks than yield over Cyprus.

Yilmaz — who became central bank governor only recently after a clash between the AKP and the secularist president, Ahmet Necdet Sezer, over whom to appoint — said that pressure on the exchange rate had eased because of action taken by the central bank.

"We are aiming to completely remove this pressure soon," Yilmaz said.